

L'influence de l'industrie pharmaceutique commence à être connue dans le domaine médical aujourd'hui, en termes d'impact sur les recherches financées par l'industrie par exemple, d'influence vis-à-vis des grands journaux de publication, ou des conflits d'intérêts qui peuvent avoir lieu entre des chercheurs édictant des recommandations dans des institutions publiques alors qu'ils travaillent en parallèle pour le privé sur ces mêmes thèmes. Mais qu'en est-il de l'influence de l'industrie agroalimentaire dans le domaine de la science de la nutrition? Quelle est la logique de cette industrie et est-elle compatible avec la finalité de santé publique de la diététique? Quels sont les moyens d'actions de cette industrie pour peser sur le domaine de la nutrition pour défendre ses intérêts particuliers? Telles sont les interrogations qui vont être abordées dans la première partie de ce travail de sociologie critique que nous proposons ici.

Comme le dit Pierre Bourdieu, « la sociologie, la dernière venue des sciences, est une science critique, d'elle-même, et des autres sciences »¹. C'est ainsi que nous comptons examiner la diététique à travers le filtre d'une sociologie critique qui cherchera à délimiter certaines de ses limites et certaines des interactions qui existent entre ce domaine et l'industrie agroalimentaire. Et comme le précise Jacques Rancière : « Cette fonction, la leçon sur la leçon la montre inscrite dans le projet général des Lumières qui pénètrent les « ténèbres de la méconnaissance » à l'ombre desquelles les trafiquants de la violence symbolique perpétuent leur commerce. La sociologie peut opérer cette dénonciation dans la mesure où elle analyse le mensonge nécessaire à l'existence sociale en générale. « la sociologie dévoile la self-deception, le mensonge à soi-même collectivement entretenu et encouragé qui, en toute société, est au fondement des valeurs les plus sacrées et, par là, de toute l'existence sociale ». Elle enseigne, avec Marcel Mauss que « la société se paie toujours elle-même de la fausse monnaie de son rêve »² »³. De cette manière nous voudrions montrer en quoi l'imperméabilité de la diététique face aux intérêts d'autres acteurs est un mythe, et les différents biais par lesquels elle se trouve manipulée par l'industrie agroalimentaire.

Il s'agit donc ici de montrer comment le champ économique représenté par l'industrie agroalimentaire pénètre celui de la diététique et l'influence, afin de pouvoir ensuite déterminer dans quelles mesures, dans un second temps de notre travail, il serait possible de compléter le cursus de formation des diététiciens avec des cours visant à la formation d'un esprit critique vis-à-vis des moyens dont dispose cette industrie pour arriver à ses fins. Ce travail reposera sur une observation participante d'un an et demi réalisée au sein d'un lycée publique enseignant le Brevet de Technicien Supérieur (BTS) de diététique. Il cherchera à montrer ce qui s'oppose à une culture d'esprit critique dans la disposition de la formation actuelle et à ce qui pourrait être fait pour que cette culture puisse

1 Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, les Editions de Minuit, Paris, 2002

2 Pierre Bourdieu, *Leçon sur la leçon*, les Editions de Minuit, Paris, 1982

3 Jacques Rancière, *Les scènes du peuple*, Horlieu, 2003

davantage voir le jour au sein de ce cursus. Les recherches en sciences de l'éducation sur l'esprit critique seront mises à contribution dans cette partie. Ainsi, comme le décrivent Eric Plaisance et Gérard Vergnaud, notre travail fait état d'une certaine préoccupation, « celle d'articuler de manière cohérente les niveaux d'analyse, le plan macrosociologique et le plan microsociologique, non pour une conciliation éclectique des contraires, mais pour mieux rendre compte de la réalité observée. Des auteurs divers cherchent à restituer les faits éducatifs dans leur double ancrage : celui des actions localisées impliquant des individus et des groupes qui attribuent un sens à des situations ; celui des institutions qui définissent des ensembles structurels reliés à un arrière-fond sociohistorique sur lesquels les acteurs n'ont pas une prise immédiate et directe »⁴. Nous avons aussi cherché à proposer le croisement des niveaux d'analyse avec une première partie plus institutionnelle et sociétale, et une deuxième partie plus ancrée dans l'univers locale de la formation des diététiciens.

Notre étude, et notamment cette seconde partie basée sur l'observation participante nous a été inspirée notamment par la lecture du travail de François Ruffin dans le domaine du journalisme. Ce dernier a réalisé ses études dans l'une des plus prestigieuses écoles de journalisme à Paris, et dans son livre, *les petits soldats du journalisme*⁵, il revient sur les deux années passées au sein de son école et sur les méthodes de formation qui pourraient selon lui expliquer les travers de la profession tels qu'il les constate. Nous voudrions proposer ici une analyse similaire, appliquée au domaine de la diététique et inspiré par les études que nous avons faites dans le domaine, dans un des meilleurs lycées pour préparer le BTS qui lui correspond.

Pour ce qui concerne les sources de notre mémoire, celles-ci ont le défaut d'être concentrées sur quelques ouvrages seulement. Nous justifions ce choix par le fait que nous avons ciblé notre travail sur les quelques livres qui nous ont paru les plus pertinents pour notre sujet et qui reflétaient vraiment les liens que peuvent entretenir l'industrie agroalimentaire et la nutrition. Ainsi nous avons fait beaucoup appel à l'ouvrage de l'universitaire américaine Marion Nestle, *Food Politics*, qui est à notre sens clairement l'ouvrage de référence dans notre domaine. Nous avons ensuite cherché à trouver des études plus ciblées sur la France, et l'auteur qui nous a paru proposer les travaux les plus intéressants pour nous est Thierry Souccar, biochimiste, écrivain et journaliste, qui analyse le domaine de la nutrition et qui dénonce l'influence perverse de l'industrie avec de nombreux arguments à l'appui depuis de nombreuses années. Notre travail souffre il est vrai de ce choix, d'être assez monoréférencé, mais nous justifions ce parti pris par le fait que nous estimons que nous proposons ainsi les données les plus centrales pour notre sujet. Il faut ajouter également que la

4 Eric Plaisance, Gérard Vergnaud, *Les sciences de l'éducation*, La découverte, 2001, p.111

5 François Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Les arènes, 2003

nutrition ne connaît pas le même intérêt de la part des sociologues critiques que la médecine par exemples, et les enjeux ne sont également pas les mêmes. Le nombre de travaux embrassant notre sujet est ainsi beaucoup plus restreint, et l'analyse de ce domaine reste encore à être faite, surtout en France, où peu d'universitaires se sont penchés sur la question, contrairement aux Etats-Unis où le sujet est bien plus abordé. Il est vrai que les problèmes de nutrition sont plus flagrants outre atlantique qu'en Europe, mais de nombreux indicateurs montrent que la tendance de la société française entre autre est de copier le modèle américain et il se pourrait que nous rattrapions le nombre d'obèses que connaît les Etats-Unis d'ici quelques décennies. C'est pourquoi il nous apparaît nécessaire d'aborder les questions que nous soumettons avec notre travail, afin de mettre en lumière qu'elles peuvent être les limites de la nutrition dans son rôle de santé publique face aux défis actuels, et face surtout à l'influence de l'industrie agroalimentaire dans le domaine, comme nous allons le détailler ci-dessous.

Il est vrai que notre travail est aussi à la limite de la politique et doit donc s'assurer de ne peut tomber dans l'idéologie. Comme le précise Eric Plaisance et Gérard Vergnaud, « le chercheur n'est pas le « décideur ». Il est toutefois en mesure, sur des points précis et en fonction des conditions précises de la recherche effectuée, de fournir des éléments assurés de réflexion sur des questions controversées ou qui suscitent des prises de position idéologiques. Le problème essentiel est bien celui du rôle de la recherche dans la formation des personnels de l'éducation pour qu'ils puissent porter un autre regard sur leurs pratiques, sur leur position professionnelle et, bien entendu, sur les personnes en formation, élèves, étudiants, ou stagiaires. La recherche est alors un outil fondamental de prise de conscience qui est en même temps prise de distance réflexive »⁶. C'est dans ce sens que nous proposons notre travail, comme analyse du domaine de la nutrition, et afin que les professionnels de la diététique, ainsi que les étudiants en diététique puissent développer un regard plus averti sur le champ de pratique dans lequel ils évolueront et qui les mettra forcément en prise avec l'influence de l'industrie agroalimentaire, ne serait-ce qu'au niveau de leur formation tout au long de la vie. Comme le disait Georges Orwell : « les masses ne se révoltent jamais de leur propre mouvement, et elles ne se révoltent jamais par le seul fait qu'elles soient opprimées. Aussi longtemps qu'elles n'ont pas d'éléments de comparaison, elles ne se rendent jamais compte qu'elles sont opprimées. ⁷» Nous n'irions pas à dire que la communauté des diététiciens est opprimée, mais qu'elle est fortement induite en erreur et abusée. C'est donc un outil de comparaison de ce type, propre à éclairer les diététiciens, les nutritionnistes et la population que nous souhaitons mettre à disposition avec notre travail.

6 Eric Plaisance, Gérard Vergnaud, *Les sciences de l'éducation*, La découverte, 2001, p.113

7 Georges Orwell, 1984, Gallimard, Paris, 1991

Nous sommes conscients qu'on pourra taxer notre travail d'être partisan, comme on a pu reprocher à Pierre Bourdieu ou à Marion Nestle de mélanger la politique et leur recherche d'universitaires, mais nous voulons justement nous inscrire dans le sillon de ces deux chercheurs qui ont su allier science et positionnement politique en proposant des travaux scientifiques rigoureux, mais qui n'occultaient pas les problèmes controversés au coeur des préoccupations sociales et qui mettent directement en question l'influence de certains acteurs sur d'autres. Nous ne pouvons pas toujours contenter tous les acteurs, il faut savoir également mettre en lumière les zones de conflit et les moyens qui pourraient être mis en oeuvre pour rééquilibrer ces rapports de force et les faire pencher davantage vers le côté du bien public que celui des appétits privés.

Première partie

1) Quelles sont les logiques que poursuivent l'industrie agroalimentaire et la diététique et sont-elles compatibles?

Nous souhaitons montrer ici, après avoir rappelé ce qu'était l'industrie agroalimentaire, que cette dernière suit une toute autre logique, commandée par le profit, que celle de la diététique orientée par le respect de la science de la nutrition dans une optique de santé publique. Pour cela nous nous proposons d'étudier le cas de la pyramide alimentaire, devenue un emblème de la diététique mais qui a failli ne pas voir le jour parce qu'elle dérangeait les intérêts de certaines industries. Nous verrons également le cas de Nestlé, pour lequel il est aisé de montrer le but que poursuit ce type de sociétés, allant à l'encontre de toute préoccupation de santé des populations, et le flou qu'elle sait entretenir en se positionnant comme acteur de santé grâce à une fondation visant à étudier le comportement alimentaire des Français pour les aider à mieux manger.

1.1) Définition

L'industrie agroalimentaire (ou *agro-industrie*) est l'ensemble des activités industrielles qui transforment des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine. En France, l'industrie agroalimentaire est le premier secteur d'activité en termes de chiffre d'affaires, avec 140 milliards d'euros. Le secteur compte 10 000 entreprises représentant un effectif total de 400 000 salariés.⁸

Marion Nestle, professeur de nutrition, de food studies, et de santé publique ainsi que professeur de sociologie à l'université de New-York, a servi comme conseillère dans les politiques nutritionnelles au sein du Department of Health and Human Services et comme membre de la nutrition et de la science au sein des comités de conseil de l'U.S. Department of Agriculture (USDA) et au sein de la Food and Drug Administration (FDA). Elle a mené une enquête sur les manières qu'emploie l'industrie agroalimentaire pour influencer la nutrition et la santé dans son livre *Food politics*, salué par la presse et les plus prestigieux journaux médicaux, comme c'est le cas du *New England Journal of Medicine* et de l'*American Journal of Clinical Nutrition* qui écrivent respectivement « frappant fort et plein de révélations... nous pousse à considérer l'environnement politique dans laquelle la science de la nourriture et de la nutrition existe » et « *Food Politics* est un livre qui mérite de changer les attitudes nationales et internationales comme le *Printemps silencieux*

⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Industrie_agroalimentaire

de Carson le fit dans les années 60 »⁹. Ainsi, Marion Nestle, qui n'a aucune parenté avec le groupe Nestlé, est reconnue comme une référence internationale, entre autres pour ce qui touche à l'influence des firmes agroalimentaires dans le domaine de la nutrition.

A propos de la logique de l'industrie agroalimentaire, elle écrit : « je suis finalement arrivée à la conclusion que l'industrie agroalimentaire – juste comme les compagnies qui vendent des cigarettes, l'industrie pharmaceutique, ou toute autre marchandise – place de manière routinière les besoins des actionnaires au-dessus des considérations de santé publique. » et un peu plus loin : « Comme ce livre le démontrera, la première mission de l'industrie agroalimentaire, comme les entreprises du tabac est de vendre des produits. L'industrie agroalimentaire n'est pas une agence de services sociaux ou de santé, et la nutrition devient un facteur dans la pensée de l'industrie seulement quand cela peut aider à vendre de la nourriture ». Enfin : « pour la plus grande part, les stratégies de l'industrie agroalimentaire sont des pratiques d'économie standard et sont légales. Si elles sont éthiques ou promeuvent la santé du public est un autre problème. Les manières par lesquelles les pratiques de l'industrie agroalimentaire distordent ce qui est dit aux américains en matière de nutrition – et compromettent les choix alimentaires- soulèvent de sérieux problèmes qui valent le coup d'être pris en considération par n'importe qui concerné par la nutrition et la santé ».

Il existe une autre raison qui oppose la logique de rentabilité des industries agroalimentaires à celle de la santé publique, en effet, comme le précisent Ludwig et Nestle dans le *Journal of the American Medical Association*, l'un des plus réputés au monde, « les experts nutritionnels sont généralement d'accord pour dire que les diètes basées de façon prédominante sur des végétaux relativement non travaillés, des fruits, et des céréales soutiennent une bonne santé. Bien que les nourritures peu travaillées protègent contre l'obésité et d'autres maladies par les vertus de leur contenu riche en nutriments et leurs propriétés favorables à la satiété, elles ne procurent que de faibles marges de profit. Des profits bien plus importants proviennent de produits hautement transformés, comme les fast food, les snacks, et les boissons, surtout composés d'amidon raffiné, de sucres concentrés et de graisses de faible qualité. » Comme ces auteurs le précisent, dans une économie de marché, les industries tendent à agir de manière opportuniste dans l'intérêt des profits maximaux.¹⁰

Il apparaît clairement qu'à l'instar d'autres industries, celles de l'agroalimentaire visent avant tout à faire du profit, et cela même avant les objectifs de santé publique qui prévalent pour les diététiciens et les nutritionnistes. On peut trouver de quoi illustrer cette différence fondamentale de positions et de finalités dans le livre de Marion Nestle, comme c'est le cas des exemples qui suivent.

9 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, page de présentation

10 David S. Ludwig, Marion Nestle, « Can the Food Industry Play a Constructive rôle in the Obesity Epidemic? » *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

1.2) Le cas de la pyramide alimentaire

La pyramide alimentaire est devenue une icône de la nutrition, dans laquelle les différents groupes d'aliments sont représentés selon des étages formant une pyramide avec à son sommet les aliments que l'on devrait le moins consommer et à sa base ceux qui devraient faire partie majoritairement d'une diète équilibrée. Mais peu de gens savent qu'elle a failli ne pas voir le jour. En effet, alors que son élaboration avait fait appel à une agence de relation publique qui avait étudié les différentes représentations possibles pour mettre en lumière les concepts de variété, de proportionnalité et de modération et qu'elle avait fait l'objet de révisions par de nombreux experts en nutrition, le nouveau secrétaire à l'agriculture Edwards J. Madigan, proche des groupes de fermiers défendant leurs intérêts, édicta qu'elle devait faire encore l'objet d'études pour voir si elles convenaient à la compréhension des enfants scolarisés et des adultes à bas revenus. Pour Marion Nestle, il s'agissait là d'un prétexte visant à déguiser les plaintes des éleveurs et de l'industrie laitière qui voyaient leurs produits placés trop près du sommet de la pyramide représenté par les produits sucrés. Elle est confirmée par un scientifique officiel de l'USDA haut placé qui venait de prendre sa retraite de l'agence par coïncidence et qui fut donc libre de parler : « l'équipe d'éducateurs professionnels de nutrition de l'USDA a été mise sous silence. L'équipe qui produisit le *Food Guide Pyramid* n'a jamais pu parler au secrétaire de l'agriculture; des présentations ont été annulées ; et des lettres et des appels téléphoniques à la Cooperative Extension Service leur donnèrent comme instructions de ne pas utiliser la *Pyramide* »¹¹. Des scientifiques concernés par la crédibilité de leur travail sur la pyramide se mirent à parler sous couvert d'anonymat : « c'est très clair que c'est l'effet de la pression des éleveurs... personne ne nous croira... mais ils déteignent sur tout ce que fait le département »¹². Finalement, la recherche supplémentaire fut conduite pour un montant de 855 000 \$ et la pyramide fut bien éditée en avril 1992, un an après l'annonce de son retirement. Elle comprenait des portions de viandes élargies par rapport au rapport précédent, de 5 à 7 ounces au lieu de 4 à 6 et précisait qu'il était recommandé de prendre deux à trois portions de viande et de produits laitiers chaque jour, ce qui peut amener à comprendre le relâchement de la pression exercée par l'industrie à l'encontre de la pyramide.

Ceci nous conduit à considérer que pour défendre leurs intérêts, l'industrie de la viande et celle des produits laitiers étaient prêtes à mettre à mal un outil pédagogique de grande importance et à s'opposer aux recommandations scientifiques. Heureusement, la pyramide put être sauvée, avec le concours de nombreuses organisations de santé comme l'American Cancer Society, la Society for

11 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.59

12 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.60

Nutrition Education, le Center for Science in the Public Interest et d'autres qui s'opposèrent à son retraitement, ainsi qu'à l'attention de la presse sur le sujet.

1.3) L'exemple de Nestlé

Le cas de l'alimentation aux nourrissons préconisée par Nestlé dans les pays en voie de développement permet de mesurer le cynisme qui peut conduire à la recherche de profit maximal et au fossé qu'il peut engendrer avec les recommandations de santé publique visant à protéger la population.

Entre 1977 et 1984, un boycott international des produits Nestlé fut lancé. Il s'agissait de protester contre le lait maternisé distribué par Nestlé dans les pays en voie de développement alors que l'eau y est la plupart du temps impropre à la consommation et peut conduire jusqu'à la mort des nouveaux nés. La firme avait malgré tout fait le forcing pour convaincre les professionnels de santé et les mères enceintes d'adopter ses produits, à grand renfort de publicité notamment avec le slogan « *Lactogen est vraiment le meilleur lait pour votre bébé* »¹³. Le Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) avaient pourtant déjà confirmé la supériorité de l'allaitement maternel à cette époque.

Un Code international fut par la suite établi par ces mêmes instances en 1981 pour réguler les activités de la firme dans les pays en voie de développement. Nestlé finit par reconnaître ce Code après l'avoir tout d'abord combattu. Certains observateurs n'y voient cependant qu'une manière d'éteindre les critiques tandis que les pratiques mises en cause se perpétuent encore jusqu'à aujourd'hui. Jean Ziegler, rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies de 2000 à mars 2008, fait partie de ceux-là. Ce dernier nous rappelle qu'en 2002, l'Assemblée mondiale pour la Santé a publié un nouveau code intitulé « Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant » qui s'applique à tous les pays. Son article 44 définit les responsabilités et les obligations des fabricants de lait en poudre. Entre autre, ceux-ci ne peuvent plus dorénavant s'abriter derrière l'inaction de gouvernements locaux que les firmes ont d'ailleurs tendance à entretenir par la corruption, comme le précise le rapporteur des Nations Unies. L'UNICEF déplore toujours la mort de 4000 enfants chaque jour suite à l'ingestion de lait en poudre mélangé à de l'eau insalubre, alors qu'ils pourraient survivre s'ils étaient nourris au sein¹⁴.

Cet exemple montre combien cette logique de rentabilité qui soutient l'industrie

13 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.148

14 Jean Ziegler, *L'empire de la honte*, Fayard, 2005

agroalimentaire peut s'avérer fâcheuse en terme de santé publique, contrairement aux missions édictées pour les diététiciens et nutritionnistes. D'autant plus que Nestlé se présente comme un acteur à part entière dans le domaine de la nutrition, comme bon nombre aujourd'hui de l'industrie agroalimentaire, en terme de recherche et même d'actions comme le prétend sa nouvelle fondation « manger mieux pour vivre mieux ». De quoi entretenir une profonde confusion dans les esprits.

Cette nouvelle fondation a pour vocation d'étudier les comportements alimentaires des français en mettant à contribution les sciences humaines, et de proposer des actions d'éducation nutritionnelle. Un livre blanc accompagne sa naissance pour préciser ses analyses et propositions. « Cette fondation est l'enfant d'une tradition et d'une singularité. La tradition, c'est celle de Nestlé qui a toujours été à la pointe de la recherche en nutrition et, depuis ses origines, mené des actions de mécénat social ¹⁵ ». Nestlé se présente comme un exemple de vertu en matière d'alimentation saine. Nous avons montré précédemment qu'il n'en était rien et que des enfants mourraient encore chaque jour des suites de son marketing abusif.

Cette fondation se donne pour but de mieux comprendre les comportements alimentaires des Français à travers la contribution des sciences humaines. Ceci afin de mieux pouvoir ensuite « agir » et participer à l'éducation nutritionnelle au niveau des familles françaises en particulier. Le livre blanc qui accompagne la naissance de la fondation est annoncé d'ailleurs comme « un véritable panorama des habitudes alimentaires en France » faisant « le point sur l'alimentation en France, sa singularité, son évolution ¹⁶ ».

Ce livre blanc met l'accent sur l'importance des différentes valeurs dont est porteur l'acte de manger, en terme de partage, d'identité et de plaisir notamment, face au bouleversement moderne de nos habitudes alimentaires. Ces traits de la culture française pourraient tout autant revendiquer selon lui la paternité de notre « French Paradox », si précieux pour nos artères, que les facteurs nutritionnels dont il faudrait au contraire apprendre à se méfier : « une médicalisation de l'alimentation quotidienne exacerbant la dimension santé au détriment des deux autres (dimension plaisir et dimension culture/identité) pourrait mettre à mal le modèle traditionnel français peut-être plus sûrement que la transformation des pratiques alimentaires elles-mêmes », « je soutiens que c'est manger seul et diététiser qui conduit à l'obésité et à la maladie » écrivent respectivement le sociologue Jean-Pierre Poulain et le médecin Gérard Apfeldorfer cités par le livre blanc. Ce qui tombe plutôt bien pour un industriel critiqué sur le plan nutritionnel, notamment sur le point de l'obésité galopante des pays développés, et qui ne cesse de faire la promotion de la dimension plaisir de ses produits.

15 Livre blanc Fondation Nestlé France « mangez bien pour vivre mieux », Nestlé France, 2008

16 communiqué de presse du 8 septembre

Ainsi pour le livre blanc, « Tous nous incitent à écouter notre corps plutôt que les donneurs de conseils, à manger avec plaisir et amour plutôt qu'avec crainte et préoccupation. L'ennui c'est que nous ne les entendons pas. » Ce serait donc un problème de responsabilité personnelle si l'obésité progresse, et surtout pas celle des industriels qui garnissent les rayons en nous exposant à nombre de publicités, comme Nestlé par exemple. Pour le livre blanc, « tout le monde » semble d'accord là-dessus, et les comportements des Français vont être corrigés grâce à l'action de la fondation.

Pourtant si l'on cherche bien, on peut trouver des voies discordantes, comme celle de Christian Rémésy, directeur de recherche à l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) dont les avis ont certainement été malencontreusement oubliés dans le livre blanc de la fondation : « Il n'y a pas de mauvais aliments, seulement une mauvaise alimentation, ou encore, c'est la dose qui fait le poison ! Voilà des affirmations bien souvent répétées pour minimiser la responsabilité du secteur agroalimentaire dans la montée de l'obésité. (...) [Pour ce dernier], puisque le consommateur a un large choix alimentaire, il lui suffit d'apprendre à bien se nourrir ». Selon Christian Rémésy au contraire, l'accent ne devrait pas être mis sur la responsabilité individuelle des consommateurs mais sur l'offre mise à leur disposition, offre qui devrait au moins « correspondre aux recommandations les plus consensuelles », ce qui ne semble possible pour lui qu'avec « un encadrement rigoureux du secteur agroalimentaire »¹⁷. Il est rejoint en ce sens par le directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé, le docteur Jong-Wook Lee qui disait à l'occasion de la journée « Santé et mondialisation : le défi de la prévention » : « L'industrie est à la fois le problème et la solution, elle doit être mise à contribution pour enrayer l'épidémie actuelle d'obésité. Contrairement à l'industrie du tabac, qui commercialise un produit toxique, le secteur alimentaire est essentiel, mais il doit prendre ses responsabilités.¹⁸ » Le docteur Claude Bouchard, président de l'Association internationale pour l'étude de l'obésité le confirme également : « Il est évident que le surpoids et l'obésité résultent d'un bilan énergétique positif : nous absorbons plus d'énergie que nous en dépensons. Ce que l'épidémie actuelle révèle, c'est que chez certains individus, la biologie est incapable de faire face à un environnement obésogène »¹⁹. Un travail récent de l'association Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV) a d'ailleurs montré qu'un bon nombre de céréales petit-déjeuner n'était pas conforme aux recommandations du Programme National Nutrition et Santé (PNNS), dont plusieurs produits Nestlé parmi les plus incriminés.²⁰

17 Christian Rémésy « Y'a-t-il de mauvais aliments? Où un système alimentaire trop imparfait ? Peut-on envisager des solutions nouvelles ? » « Nourriture et responsabilité citoyenne »

<http://www2.clermont.inra.fr/univete/dossiers/2007/resume.pdf>

18 <http://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Nouvelles/Fiche.aspx?doc=2005060204>

19 idem

20 <http://www.lanutrition.fr/Les-go%C3%BBters-et-les-petit-d%C3%A9jeuners-industriels-mis-en-cause-a-2871.html>

Commencerait-on à nous éloigner de « l'exigence nutritionnelle » proclamée par la firme comme « une ambition fondatrice au coeur du développement de l'entreprise »?

Il semblerait d'ailleurs qu'un peu d'histoire soit bienvenue pour examiner le « sérieux et l'éthique au travail, (...) la fiabilité, une certaine idée du civisme et de la responsabilité sociale, le souci des hommes et de l'environnement » dont la firme se targue d'être l'héritière grâce aux qualités exceptionnelles qu'elle attribue à son fondateur. Aucune autocritique ne transparait d'ailleurs dans le livre blanc, comme si Nestlé n'avait rien à se reprocher depuis 1867. Nous avons montré précédemment que l'éthique n'était sans doute pas la préoccupation première de la firme à travers le boycott qu'elle a essuyé entre 1977 et 1984. « Plus encore que d'autres multinationales, Nestlé est très attachée à son image lisse, d'entreprise modèle, propre mais performante »²¹, explique Sandra Bott, coauteure de l'ouvrage *Attac contre l'Empire Nestlé* qui dresse un portrait au vitriol du grand groupe suisse concernant notamment ses pratiques de licenciement visant plus particulièrement des employés syndiqués. Et Susan George, présidente d'honneur d'Attac France de renchérir : « Depuis que j'ai commencé à suivre les activités de Nestlé dans les années 1970, j'ai pu constater que cette entreprise ne peut souffrir la moindre critique et qu'elle est prête à tout pour faire triompher son point de vue et, quand elle le peut, pour étouffer les analyses qui lui sont défavorables ²² ».

Du coup on serait tenté de voir surtout dans cette nouvelle fondation un ingénieux outil de communication, destiné à redorer le blason de la marque mise à mal par les nutritionnistes à l'heure de l'obésité galopante. Cela rappelle d'ailleurs le Centre de Coordination pour la Nutrition que Nestlé créa « pour restaurer sa crédibilité, améliorer son image auprès du public et mettre fin au boycott », au moment où la firme était au coeur de la tourmente du boycott décrit ci-dessus, un outil de gestion de crise mis au point par une agence de communication qui y bâtit sa réputation de faiseurs de miracle²³.

Qu'en est-il maintenant de la situation française ? On peut à ce propos utilement rappeler que Nestlé France compte parmi les clients de l'agence de communication Protéines (comme d'autres gros du secteur, McDonald, Danone, Kellogg's, Ferrero, ou l'Union des Industries pour la Protection des Plantes (UIPP) principal défenseur des pesticides), spécialisée dans la gestion de crise et dans la promotion des entreprises sur le secteur de la santé ²⁴. La plupart des points abordés dans le livre blanc ne font d'ailleurs que reprendre le credo des promoteurs de l'agence développée dans leur livre *Désirs de santé* paru récemment : primauté de la responsabilité des individus sur

21 <http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=37865>

22 <http://www.france.attac.org/spip.php?article8661>

23 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.153

24 www.proteines.fr

celle de l'offre proposée par les industriels, rôle crucial dévolu aux familles, vision angélique des entreprises (d'où l'inutilité de la réglementation du secteur privé par l'Etat au profit d'autocontrôles). Le livre blanc met également en avant l'engagement de Nestlé en matière de nutrition en évoquant sa participation dans des démarches présentées comme de nouvelles initiatives dans la lutte contre l'obésité. Il ne précise pas pour autant que ces travaux (l'étude Fleurbaix-Laventie Ville Santé et le programme Epoque qui en découle) sont des projets émanant de l'agence Protéines, et dont les résultats ont été contestés dans le livre de Thierry Souccar « *Santé, mensonges et propagande* » paru en 2003²⁵ et qui seront détaillés plus loin dans ce travail. En matière de lutte contre l'obésité, Nestlé pourrait sans doute être mieux inspirée en répondant par exemple aux demandes de l'association de défense des consommateurs UFC-Que Choisir. Cette dernière souhaite notamment l'interdiction de la publicité pour les aliments déséquilibrés adressés aux enfants, qui représentait tout de même 87% des publicités alimentaires en 2007. C'est d'ailleurs déjà le cas en Suède ou en Angleterre qui a même élargi cette règle aux adolescents. Nestlé a été d'ailleurs directement interpellée à ce sujet par L'UFC Que-Choisir qui rappelle que l'entreprise fait partie des quatre plus gros annonceurs dans le domaine en France²⁶.

Quelle indépendance attribuer dès lors à cette fondation, habillée des meilleurs intentions ? « Tous les scientifiques [de la fondation] sont très attachés à leur indépendance de pensée » nous rassure Jean-Paul Laplace, membre de la fondation lui-même, qui ne nourrit « aucune crainte que cette indépendance soit un jour menacée au sein de la Fondation ». On appréciera cette adoubement de la part du président de l'Institut Français de Nutrition, qui n'est pas connu pour être l'organisme le plus éloigné des intérêts des industriels, d'autant que Nestlé siège justement dans son comité scientifique²⁷, tout comme le CEDUS (le lobby du sucre), Kellogg's, Danone, Unilever, et l'Association nationale des industries alimentaires.²⁸

Qui plus est, le comité de scientifiques sera piloté par une spécialiste d'études de consommation déléguée par Nestlé France. Celle-ci est sous le contrôle du conseil d'administration de la fondation présidée par le PDG de Nestlé France « qui donnera son accord final pour le financement des recherches et des actions soutenues par la Fondation ». La fondation est pourtant censée malgré tout « garantir l'indépendance de ses activités par rapport à celles de l'entreprise Nestlé ».

25 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004

26 <http://www.quechoisir.org> voir "le collectif : protégeons nos enfants !" dénonce la dérobade de l'industrie alimentaire et de la grande distribution, communiqué de presse du 18/03/08, ainsi que "les anglais à la pointe", communiqué du 05/01/08

27 <http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-Propagande-octobre-2007-L-Institut-Fran%C3%A7ais-pour-la-Nutrition-a-1924-85.html>

28 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p. 52

« Toute fondation est comme l'enfer, pavée de bonnes intentions » conclut le livre blanc en épilogue, avant de décrire les points sur lesquels la fondation s'engage pour réaliser ses intentions.

Nous pouvons parier que ses travaux pourront sans doute apporter quelques lumières sur nos comportements et les desseins qu'elle s'est assignée, mais on nous permettra de rester sceptique sur la finalité philanthropique de l'opération. Jusqu'à nouvel ordre, les industries de l'agroalimentaire ne sont pas d'innocentes bienfaitrices, en particulier lorsqu'elles ont la prétention de vouloir participer à titre de bienfaiteur à l'éducation nutritionnelle du public alors qu'elles restent juge et partie en la matière²⁹.

1.4) Conclusion

Ce dernier point nous amène à être bien vigilant sur les finalités des entreprises de l'industrie agroalimentaire qui désirent aujourd'hui jouer un rôle actif en matière de nutrition alors qu'elles sont elles-mêmes vendeuses de produits alimentaires souvent hautement transformés et que leur but est d'en vendre le plus possible. Dans le capitalisme financier actuel, il faut faire toujours plus de profits pour les actionnaires, comme c'est le cas de Nestlé qui ferma l'usine de Saint-Menet en 2005 parce qu'elle ne faisait que 9% de profits et non pas 13 % comme l'exigeaient les actionnaires³⁰. Comme le dit Jean Ziegler, cité plus haut, c'est le règne de la maximalisation des profits à court terme et à n'importe quel prix humain³¹. On peut néanmoins certainement trouver quelques exemples d'entreprises ayant fait des efforts pour améliorer la qualité nutritionnelles de leurs produits, mais la logique reste cependant très certainement orientée vers le profit.

Il s'agit maintenant de détailler les procédés utilisés par l'industrie pour arriver à ses fins à savoir vendre toujours plus de produits, et de voir comment ces moyens arrivent à contourner ou à distordre la science de la nutrition.

2) Moyens mis en oeuvre par l'industrie agroalimentaire pour favoriser ses intérêts au détriment de la science de la nutrition.

Dans cette partie nous souhaitons mettre en relief les différentes techniques employées par l'industrie agroalimentaire pour influencer la science de la nutrition selon ses intérêts, que cela soit à travers du lobbying, la cooptation de professionnels de santé, le dénigrement des critiques que

29 Basé sur un article écrit par nos soins pour lanutrition.fr : <http://www.lanutrition.fr/Livre-blanc-de-la-fondation-Nestl%C3%A9-France-%C2%AB-manger-bien-pour-vivre-mieux-%C2%BB-a-2907-29.html>

30 http://www.la-bas.org/article.php?id_article=1108&var_recherche=london

31 Jean Ziegler, *L'empire de la honte*, Fayard, 2005 p.251

l'industrie rencontre, ou l'influence qu'elle peut exercer au sein même du Programme National Nutrition et Santé et des *Apports Nationaux Conseillés* de l'AFSSA qui sont tous les deux des références incontournables des diététiciens au cours de leur formation et de leur activité professionnelle.

2.1) Lobbying

Le lobbying se définit par toute tentative légale par des individus ou des groupes pour influencer la politique gouvernementale ou ses actions. Historiquement, il se détaille en trois éléments :

- (a) Promouvoir les vues de groupes d'intérêts.
- (b) Tenter d'influencer les lois, les règlements ou les politiques du gouvernement qui pourraient affecter ces groupes.
- (c) Communiquer avec les officiels du gouvernement ou ses représentants au sujet de lois, de règlements ou de politiques ayant un intérêt spécifique.

Les lobbyistes de l'alimentation sont donc des personnes qui demandent aux représentants du gouvernement de faire des lois qui bénéficieront à leurs clients, qu'elles puissent bénéficier ou non à n'importe qui d'autre.

« Au mieux, les lobbyistes fournissent aux officiels un conseil technique bien documenté à propos d'une législation proposée. C'est là l'argument principal à la base des réserves émises en matières de limitation du lobbying. Offrir de l'expertise cependant n'est qu'un volet de leur stratégie. Plus important sont les contacts personnels établis au cours de rencontres sociales. D'autres méthodes de lobbying incluent l'arrangement à des contributions pour des campagnes politiques, la mise au point d'événements médiatiques, l'organisation de manifestations publiques, harasser les critiques, ou d'encourager la poursuite devant les tribunaux. Ces efforts ont été et sont tellement rétribués de succès que les lobbyistes ont été parfois considérés comme constituant leur propre branche de gouvernement.

Les lobbyistes, pourtant, sont engagés et non pas élus. Ils diffèrent des experts indépendants dans la mesure où ils sont payés pour représenter des intérêts privés – non publics – et que beaucoup de leurs activités sont cachées de l'attention du public. » écrit Marion Nestle³².

On peut trouver un exemple de lobbying en France à travers la campagne contre la publicité télévisuelle pour les produits trop gras ou trop sucrés visant les enfants. Il y a quelques années, l'association de défense des consommateurs Que choisir montait au créneau pour demander à la

32 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p 95-96

ministre de la santé Roselyne Bachelot la mise en place d'un dispositif encadrant la pratique de ces publicités. Le président de cette association Mr Alain Bazot avait pris la parole en ces termes : « On est face à un lobby extrêmement puissant, le lobby agroalimentaire, au moment de la loi Evin, les scientifiques avaient établi d'agir sur trois fléaux, l'alcool, le tabac, l'obésité, alors je ne sais pas pour quelles raisons ou je sais trop bien, deux ont été traités, l'alcool et le tabac et en quelque sorte est resté en carafe le dossier majeur de l'obésité. On est depuis quarante ans gavés de produits chocolatés et confiseries avec un doublement de la consommation, un triplement des boissons sucrées et une consommation de yaourts et de desserts lactés multipliée par huit. Aujourd'hui, 93% des enfants ont une consommation de fruits et légumes insuffisantes par rapport à leurs besoins. Pour le moment le gouvernement ne bouge pas, c'est la raison pour laquelle nous adressons aujourd'hui une lettre ouverte à Roselyne Bachelot qui a quand même une double compétence, elle est ministre de la santé et de la jeunesse et il s'agit bien de l'obésité infantile, donc il est temps que le gouvernement prenne à sa charge ce fléau sanitaire. »³³

Olivier Andrault, chargé de mission alimentation au sein de l'association Que choisir renchérit : « Cela fait maintenant trois ans que l'AFSSA (l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments) a demandé qu'on cesse une incitation permanente à manger des produits gras et sucrés en plein coeur des programmes télévisés pour enfants dont on sait qu'elle porte spécifiquement sur ces produits. Trois ans après, qu'est-ce qui se passe, notre enquête montre que 87% de ces spots publicitaires portent sur des produits particulièrement gras ou particulièrement sucrés. Donc les belles promesses de l'industrie agroalimentaire ne marchent pas. La démonstration en est faite, donc cela veut dire qu'il faut passer par une obligation comme l'ont fait des tas d'autres pays comme dernièrement l'Angleterre qui a mis en place exactement le dispositif que nous demandons, c'est-à-dire un encadrement pendant les programmes pour l'enfant s'ils sont tout seuls devant l'écran en l'absence de leurs parents et spécifiquement sur les produits les plus gras et les plus sucrés. Je crois que c'est une disposition suffisamment raisonnable. »³⁴

Quelques temps plus tard, le sénat mit à l'ordre du jour les menaces que fait peser la nourriture industrielle sur la santé publique, le sénateur UMP Gérard Dunot en précisa les contours : « Aujourd'hui il ne fait de doute pour personne que l'obésité qualifiée par l'OMS de première maladie non-infectieuse de l'histoire, constitue un risque sanitaire majeur dans les pays développés. La composition des aliments préparés fait apparaître une proportion de sucre, de sel et de graisse bien supérieure aux besoins quotidiens du corps humain. Or ce double aspect, composition des produits alimentaires et taille des portions dépendent entièrement de l'industrie agroalimentaire.

33 Documentaire de Philippe Borrel « Alerte dans nos assiettes »

34 idem

Quelles sont, Madame la ministre, vos propositions pour rendre les fruits et légumes économiquement plus abordables et/ou renchérir le coût des aliments gras, sucrés? »³⁵

Mme la ministre Roselyne Bachelot répondit dans la foulée : « Il nous faut travailler, agir ensemble parce que le drame sanitaire auquel nous devons nous mesurer dépasse et de loin les intérêts particuliers, il engage notre solidarité nationale. Nous connaissons les contraintes des industries agroalimentaires et celles des médias, mais je sais aussi, je le redis, que leur image à long terme ne bénéficiera pas de ce qui pourrait être interprété comme un manque de fair-play, pire de responsabilités vis-à-vis de nos enfants, je regrette l'absence de certains acteurs économiques lors de nos concertations qui ont eu lieu, je leur ai dit mais je le redis ici une dernière fois, ils restent les bienvenus jusqu'à la fin jusqu'à ce qu'avec eux ou sans eux nous prenions des décisions, merci. »³⁶

A ce stade la responsabilité de l'industrie agroalimentaire dans ce domaine est clairement identifiée. Malgré tout nous retrouvons le président de l'ANIA (Association Nationale de l'Industrie Agroalimentaire) Jean-René Buisson au carrousel du Louvre pour les deuxièmes assises de l'industrie agroalimentaire pas du tout prêt à faire des concessions : « Nous sommes la première industrie du pays et je crois que manifestement ce n'est pas encore bien compris. Avec un chiffre d'affaires de 145 milliards d'euros, nous sommes véritablement les pépites de l'économie française. Malgré ces atouts nous avons en ce moment beaucoup de soucis et notre mission c'est de faire savoir à la communauté politique, communauté scientifique, communauté médiatique que trop c'est trop. La ministre de la santé fait une conférence de presse non concertée sans avoir contacté qui que ce soit dans ce domaine, annonce qu'elle veut revoir les problèmes de publicité au niveau des enfants, qu'elle envisage de supprimer les produits sucrés en sortie de caisse, on va où ? Est-ce qu'il faut que nous mettions nos usines hors de France, est-ce qu'il faut que nous arrêtons de rester dans ce pays au niveau de la première industrie du pays, du premier exportateur, nous nous posons véritablement la question. Où allons-nous, est-ce que c'est aux établissements publics qui se taxent de libéralisme d'organiser les linéaires des distributeurs? (...) et s'il le faut nous changerons de méthode, cela marche pas mal pour les taxis, s'il faut le faire aussi on a beaucoup de camions. »³⁷

Et c'est ici qu'intervient le lobbying, en cédant la parole lors de ces assises au ministre de l'agriculture et de la pêche, Michel Barnier, sur ces mots : « avant de lui laisser la parole, je voudrais lui dire que nous comptons beaucoup sur lui, il sait pourquoi il vient de l'entendre, j'espère. »

Michel Barnier lui fera cette réponse flatteuse : « Monsieur le président je vous ai bien entendu, je vous ai même soigneusement écouté, j'ai bien compris que vous auriez aimé monsieur le président que le ministre de la santé, la ministre de la santé vienne aussi (rires), j'ai tout à fait

35 Documentaire de Philippe Borrel « Alerte dans nos assiettes »

36 idem

37 idem

l'intention monsieur le président je vous le dis d'emblée à vous tous mesdames et messieurs d'être votre ministre. »³⁸

La stratégie de réponse de l'industrie agroalimentaire a consisté à jouer un ministre contre un autre et à continuer à boycotter les réunions de concertations mises en place par la ministre de la santé jusqu'au bout, dans le but « de jouer la montre et de voir combien de temps ils peuvent durer sans prendre des engagements qui soient fermes »³⁹ comme le précise Olivier Andrault de l'UFC Que Choisir, alors que 15% des enfants sont obèses ou en surpoids en France, soit deux fois plus qu'il y a dix ans, et ce chiffre pourrait atteindre les 25% en 2020 selon l'académie de médecine⁴⁰.

Ce type de lobbying se retrouve également au niveau international. En mai 2002, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) publiait un rapport qui recommandait de limiter à 10% la quantité de calories tirées quotidiennement du sucre ajouté dans les aliments transformés et les boissons, afin d'enrayer l'épidémie d'obésité. « La Sugar Association, l'organisation mondiale du sucre, a tout fait pour empêcher la publication dudit rapport. Jusqu'à menacer le directeur général de l'OMS de faire pression sur le Congrès américain pour que ce dernier supprime sa subvention annuelle de 406 millions de dollars. Le 5 janvier, le directeur général de l'OMS recevait une lettre, émanant cette fois du conseiller du secrétaire d'Etat américain à la Santé, qui mettait en question la qualité scientifique du rapport. Celui-ci ne cesse d'ailleurs d'être attaqué par les industriels. »⁴¹

Pour Ludwig et Nestle, l'Etat devrait se prémunir d'une telle influence de la part des poids lourds industriels. Pour eux, « le gouvernement doit assurer le fait que les politiques nationales sont basées sur de la science solide, plutôt que sur des intérêts particuliers. Le Congrès devrait mandater de plus grands financements pour la recherche en nutrition pour aider à contrer l'influence financière de l'industrie agroalimentaire; placer la responsabilité pour les guides diététiques à un organe indépendant comme l'Institut de Médecine (...) »⁴². Ceci montre bien que l'industrie agroalimentaire joue un rôle considérable dans les politiques alimentaires et arrivent à influencer les réglementations au plus haut niveau.

2.1.1) Recruter des lobbyistes : « les portes tournantes »

Le phénomène des « portes tournantes » décrit le fait que les serviteurs de l'Etat d'aujourd'hui peuvent être lobbyistes de demain et vice et versa. Marion Nestle nous dit que ce n'est

38 Documentaire de Philippe Borrel « Alerte dans nos assiettes »

39 idem

40 <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2007-01-18/malbouffe-comment-on-nous-gave-de-sucre/920/0/45064>

41 idem

42 David S. Ludwig, Marion Nestle, « Can the Food Industry Play a Constructive rôle in the Obesity Epidemic? » *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

pas un processus récent, déjà en 1968 « au moins 23 anciens sénateurs et 90 anciens représentants s'étaient enregistrés comme lobbyistes pour des organisations privées [aux Etats-Unis]. Plus récemment, parmi les représentants du congrès défaits lors des élections de 1992, 40% devinrent des lobbyistes. »⁴³ Ces échanges eurent également lieu au sein de l'USDA et de la FDA, les deux organismes publics en charge des questions d'alimentation. En 1974, un rapport lista de nombreux assistants de secrétariat, d'administrateurs et de conseillers ayant joint l'USDA en venant de postes liés à la production de viande, de grain ou au marketing, ou de l'autre côté avaient quitté l'agence pour prendre des postes au sein de l'industrie agroalimentaire. Plus tard, au début des années 1990, la prise de fonction de l'ancien président de l'Association Nationale des Eleveurs (National Cattlemen's Association), JoAnn Smith comme chef de division du marketing alimentaire et de l'inspection souleva des questions à propos de deux de ses décisions qui semblaient favoriser les intérêts des producteurs de viande sur ceux des consommateurs : elle approuva la désignation euphémistique de « boeuf réduit en graisse » pour des morceaux de viande qui avaient été élaborés à partir de produits d'abattoirs sinon inutilisables, et elle s'opposa à une proposition de l'American Heart Association pour apposer un label visant à approuver certaines viandes qui étaient pauvres en graisse, une action qui aurait pu suggérer que la viande pauvre en graisse était meilleure pour la santé. Marion Nestle conclut : « quand des officiels d'agence de régulation vont travailler pour l'industrie, ils sont presque sûrs d'être mieux payés que dans leur travail au sein du gouvernement, et ils apportent à l'industrie l'expertise de valeur qu'ils ont acquis au dépens des contribuables. La pratique de recruter des cadres de l'industrie au gouvernement soulève des questions de conflit d'intérêts, même s'ils acceptent d'être moins bien payés, parce qu'il est difficile d'imaginer qu'ils peuvent prendre des décisions sans se rappeler les intérêts de leur ancien employeur. »⁴⁴

Il faudrait enquêter davantage pour savoir si cette pratique est aussi commune en France qu'elle ne l'est aux Etats-Unis, celle de coopter des professionnels de santé l'est par contre tout autant à coup sûr, comme nous allons le montrer ci-après;

2.2) coopter des professionnels de la nutrition.

Coopter des experts est une stratégie explicite des entreprises. Un guide pour ce genre de stratégie explique que cette tactique particulière : « est très efficacement réalisée en identifiant les experts leader d'opinion... et en les engageant comme consultants ou conseillers, ou en leur donnant des fonds et ainsi de suite. Cette activité requiert un minimum de finesse, cela ne doit pas être trop

43 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.99

44 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.101

voyant car les experts eux-mêmes ne doivent pas reconnaître qu'ils ont perdu leur objectivité et liberté d'action. Au minimum, un programme de ce type réduit la menace que ces experts leader d'opinion soient disponibles pour témoigner ou écrire contre les intérêts des firmes en question. »⁴⁵

L'industrie agroalimentaire procure de manière routinière de l'information ou des fonds à des départements académiques, des instituts de recherche, et des sociétés professionnelles et elle soutient des rencontres, des conférences, des journaux de publication et d'autres activités de ce genre. La plupart des professionnels de la nutrition dépendent de ce soutien, et certains le recherchent activement. Le problème est de savoir si cela corrompt l'intégrité professionnelle des acteurs ou non. Cette question n'apparaît pas facile à poser car comme l'écrit Marion Nestle, beaucoup, si ce n'est la plupart de ses collègues croient sincèrement que c'est seulement en travaillant avec l'industrie agroalimentaire qu'une meilleure nourriture sera mise en oeuvre.⁴⁶

Nous allons montrer qu'il existe de nombreuses alliances et partenariats entre les chercheurs du public et les firmes privées, à travers notamment la participation à des conseils scientifiques, et que des groupes se targuant d'une grande indépendance sont en fait bien plus proches des intérêts des industriels qu'ils ne veulent bien l'admettre. Enfin, nous passerons en revue une des manifestations publiques où se confondent santé publique et intérêts commerciaux sans que s'en émeuvent les responsables publics à l'origine de la manifestation.

2.2.1) Aliances et partenariats

Ce qui frappe dans le paysage de la nutrition française, c'est la fréquence avec laquelle des nutritionnistes de haute volée, ayant des responsabilités dans les plus hautes agences publiques en matière de nutrition et dans les recommandations qui en émanent, entretiennent des rapports étroits avec l'industrie agroalimentaire par le truchement de conseils scientifiques de syndicats interprofessionnels où ils siègent en tant que consultants. D'après Thierry Souccar et Isabelle Robard, si l'on prend le Centre d'Information sur les Charcuteries (CIC), dont l'un des objectifs avoués est « d'intégrer les charcuteries dans une alimentation équilibrée »⁴⁷, ce dernier a été mis au point par une agence de communication parisienne pour vanter les atouts des charcuteries auprès du corps médical et du grand public. Elle a placé à sa tête le docteur Jean-Marie Bourre, familier de l'agence de communication, chercheur à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) et membre de l'Académie de médecine. Le docteur Bourre a participé en parallèle pour l'AFSSA à l'élaboration des *Apports Nutritionnels Conseillers pour la population française*, l'un des

45 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.111

46 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p. 111-112

47Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004, p.24

pilliers sur lequel se basent les diététiciens pour établir leurs rations alimentaires.

Ce comité scientifique du CIC compte quelques membres particulièrement bien introduits dans les agences gouvernementales qui traitent de l'alimentation des Français : on retrouve Gérard Pascal, également membre du conseil scientifique du Centre d'Information des Viandes (CIV) par ailleurs, ancien président du comité scientifique et qui était encore membre du conseil d'administration de l'AFSSA en 2004 ; il y a aussi le professeur Christian Cabrol, qui de 1995 à 2000 assurait à la fois la valorisation scientifique des charcuteries d'un côté et présidait de l'autre le Conseil National de l'Alimentation (CNA), une instance gouvernementale qui a pour mission « d'adapter la consommation aux besoins nutritionnels », et le professeur Jean-Jacques Bernier, qui avait lui-même présidé le CNA jusqu'en 1995.

« Grâce à ses experts, nous disent Thierry Souccar et Isabelle Robard, le centre d'Information sur les Charcuteries ne manque pas une occasion d'informer les Français sur l'intérêt qu'ils ont de consommer des charcuteries pour rester en bonne santé, mais ces mêmes experts sont plus discrets sur le fait qu'une consommation élevée de charcuteries est associée à un risque accru de cancer colo-rectal, et peut-être de diabète »⁴⁸

On peut d'ailleurs se pencher un peu plus sur le cas du docteur Bourre, qui cumule véritablement les postes de conseiller scientifique, puisqu'il est à la fois au CIC, mais aussi dans celui du pain, monté par la même agence de communication parisienne, dans le comité scientifique du Comité national pour la promotion de l'oeuf, mis en place par les producteurs d'oeufs en 1998. Le docteur Bourre préside également le « comité scientifique de l'huître », mis en place par le conseil régional de Poitou-Charentes pour mettre en valeur les « vertus sanitaires » de l'huître. « En fait rien ne semble pouvoir arrêter le docteur Bourre dans sa soif de communiquer sur les qualités nutritionnelles des aliments, souvent ceux des clients de la même agence de communication. En 2002, elle a hérité du budget national interprofessionnel du pruneau avec la mission d'assurer la promotion de ce fruit sec. Le 18 septembre 2002, le pruneau était donc à l'affiche des Entretiens de Bichat sous le thème « Pruneau et fonctionnement cérébral ». Un dossier qui passionne la communauté scientifique, bien sûr, et qui ne peut avoir aucun lien avec de sombres considérations marketing! »⁴⁹

Il apparaît donc que l'engagement de blouses blanches peut être très bénéfique pour la promotion de certaines denrées alimentaires en leur permettant d'atteindre une certaine reconnaissance par le corps médical ainsi que l'accès à des tribunes prestigieuses comme celle des Entretiens de Bichat par exemple. D'après Thierry Souccar « un comité scientifique se monnaie

48Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.24-25

49Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.25

environ 40 000 euros. Pour 1 500 euros supplémentaires, des médecins et des chercheurs un peu naïfs acceptent d'être enrolés dans ces structures qui serviront d'alibi à des opérations de marketing; Un industriel peut donc s'offrir un « comité scientifique » prestigieux clés en main pour 50 000 euros environ. »⁵⁰

Cela pose aussi des problèmes au niveau des conflits d'intérêts que cela peut engendrer pour des chercheurs participant aux recommandations nutritionnelles publiques, mais aussi de probité dans les débats, comme ce fut le cas d'une certaine émission de France 5 consacrée à la vache folle qui réunit entre autres le président du CIV, Louis Orenga et le chercheur Gérard Pascal présenté par France 5 comme étant le président du conseil scientifique de l'AFSSA et celui du comité scientifique directeur de l'Union européenne. Personne ne saura ce jour-là que Gérard Pascal est aussi membre du comité scientifique du CIV, ce qui a pu nuire à la qualité non-consensuelle des débats de l'émission.⁵¹

2.2.1.1) Clamant son indépendance : L'American Council on Science and Health

L'American Council on Science and Health (ACSH) est un groupe à but non lucratif dont les représentants commentent fréquemment les problèmes liés à l'alimentation. Comme son matériel de relation publique l'explique : « à la différence de certaines soi-disantes organisations de défense de consommateurs qui représentent la science que de manière partielle et dévient des priorités de santé, ACSH possède une politique bien établie pour présenter des analyses scientifiques équilibrées des sujets courants sur la santé. »⁵² Quelques 250 docteurs, scientifiques, et conseillers politiques, dont beaucoup d'entre eux assez distingués, corroborent apparemment cette description; ACSH a pris une position forte contre la cigarette, mais cette organisation est aussi connue pour débouter les soucis qui touchent les consommateurs en matière d'alimentation, comme les pesticides, les additifs, le sucre et les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) par exemple. Son directeur exécutif Elizabeth Whelan, écrit régulièrement des articles pour le *New-York Times* et pour le site internet de l'ancien chirurgien général C. Everett Koop fournissant des arguments en faveur de la sécurité de la viande rouge, des graisses artificielles comme olestra®, ou de prendre des comprimés diététiques vus comme dangereux par la FDA. Ce que ne précise pas le matériel de relation publique, c'est à quel degré l'ACSH est financé par les producteurs de ces produits. Son site web ne liste pas les sponsors d'entreprise, c'est le Center for Science in the Public Interest (CSPI), le Centre pour la Science en faveur de l'Intérêt Public, qui a noté ces connections depuis 1982, et le *Consumer*

50 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008, p53

51 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008, p53

52 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.122

Reports, le rapport des consommateurs, identifia 40% des fonds de ACSH comme provenant de l'industrie. Lorsque Marion Nestle demanda à un scientifique de la nutrition s'il endossait les relations du groupe avec l'industrie agroalimentaire, il répondit qu'il était inconscient de la position pro-industrie du groupe et qu'il ne faisait que prêter son nom, sans être payé pour cela et qu'il ne pratiquait pas d'autres services pour cette organisation, ce qui fait dire à Marion Nestle qu'apparemment l'utilisation de son nom est un service suffisant.⁵³

En France aussi il est possible de retrouver des cas similaires d'organisations qui peuvent apparaître impartiales et qui sont en fait liées à l'industrie. On trouve par exemple le CERIN, Centre de Recherches et d'Information Nutritionnelles dont « la mission est de connaître et de faire connaître les relations entre alimentation et santé » d'après son site internet. Ce groupe s'adresse aux professionnels de santé à travers une lettre électronique, une revue bimestrielle, une revue trimestrielle ainsi que des brochures et des dépliants. Sous couvert de parler de l'alimentation en général, ce groupe, d'après son nom, pourrait se faire passer pour un organisme à vocation publique. Or il s'agit d'un groupe émanant de l'industrie laitière comme cela est d'ailleurs discrètement précisé sur son site internet, qui ne manque pas une occasion au détour de n'importe quel sujet lié à l'alimentation de rappeler la place que doivent occuper les produits laitiers dans une alimentation équilibrée, et ce malgré les études qui prouvent le contraire et que nous aurons l'occasion de détailler plus tard.⁵⁴ Cette confusion a en tout cas son efficacité, et des revues normalement aussi bien informées que la revue *Que Choisir*, de l'UFC *Que Choisir* se laisse prendre en relayant les informations du CERIN, comme pour le cas de cette étude anglaise qui montre que de jeunes filles ont eu quatre fois moins de fractures du col du fémur que la moyenne en buvant l'équivalent d'un litre de lait par jour. Cette étude était censée montrer que les produits laitiers permettaient de prévenir ce type de fracture pas seulement chez les personnes âgées mais aussi chez les individus jeunes. Aucune mention ne sera fait de l'étendu de l'échantillon, de la durée de l'observation, ni du financement ou non de l'étude par l'industrie laitière, ce qui relativise la portée de ces simples faits relayés sans précaution.⁵⁵

2.2.1.2) Un manque de crédibilité : L'association Américaine des Diététiciens

L'Association Américaine des Diététiciens (ADA) est un membre majeur de l'alliance pour la formulation des guides alimentaires aux Etats-Unis, c'est une société professionnelle qui représente les intérêts d'environ 70 000 nutritionnistes crédités du titre de diététiciens. De nombreux membres

53 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.123

54 <http://www.cerin.org/>

55 *Que Choisir*, décembre 1994

de l'ADA sont employés par l'industrie agroalimentaire et les relations de l'association avec l'industrie sont particulièrement rapprochées. L'ADA reconnaît des donations de 735 000 dollars de groupes ou d'individus mettant à contribution 10 000 dollars ou plus durant l'année fiscale 1998-1999, parmi lesquels 22 producteurs de nourriture et des syndicats interprofessionnels, et presque 8% des 25 millions de dollars de revenus de l'association proviendrait de ce genre de soutien. Les critiques en contrepartie soutiennent que la dépendance à ce genre de financement a pour conséquence que l'ADA ne critique jamais l'industrie.

« En effet, la position de l'ADA sur le conseil diététique est fermement pro-industrie, écrit Marion Nestle, une de ses doctrines fondamentales est qu'il n'existe pas de bon ou de mauvais aliment. L'association est apparemment consentante pour entrer en partenariat avec n'importe quelle compagnie alimentaire ou syndicat interprofessionnel, sans considération pour la qualité nutritionnelle de ses produits. »⁵⁶ Le journal de l'association comporte par exemple de manière routinière une page d'informations nutritionnelles compilée par la Sugar Association, l'association du sucre qui soutient les intérêts de l'industrie du sucre. Mais la confusion entre publicité pour de la nourriture et conseil diététique est encore plus évidente dans les pages d'information Fact Sheets de l'association, lesquelles ont chacune leur propre sponsor d'entreprise. Pour Marion Nestle : « il n'est pas possible de savoir si les Fact Sheets – ou l'association elle-même – pourraient exprimer des vues plus critiques si elles étaient indépendantes des sponsors de l'industrie agroalimentaire ».⁵⁷

Comme le précisent Ludwig et Nestle, Coca-Cola devint un partenaire de l'ADA et reçut « une plateforme nationale via les événements de l'ADA et des programmes avec l'accès proéminent à des personnes influentes clés, à travers des leaders d'opinion, des preneurs de décisions dans le secteur de l'alimentation et de la nutrition » en échange d'une donation pécuniaire à l'ADA.⁵⁸

En France, l'Association Française des Diététiciens et Nutritionnistes (AFDN) se démarque de sa consœur américaine. Beaucoup plus petite que cette dernière avec ses 2000 membres, on l'a déjà vu prendre position contre les intérêts de l'industrie lors de la campagne de la ministre de la Santé Roselyne Bachelot à propos de la publicité pour les enfants évoquée plus haut. L'AFDN signa un communiqué de presse et une pétition pour la réglementation de la publicité visant les enfants.⁵⁹ Néanmoins à part cet exemple, l'AFDN ne semble pas souvent avoir réagi, comme notamment vis-à-vis des critiques formulées à l'encontre du Programme National Nutrition et Santé, comme celles par exemple fournies par Thierry Souccar à l'encontre de la place réservée aux produits laitiers

56 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.127

57 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.129

58 David S. Ludwig, Marion Nestle, « Can the Food Industry Play a Constructive rôle in the Obesity Epidemic? » *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

59 <http://www.sfsp.fr/petitions/petition.php?cid=1>

selon lui excessive, comme nous le détaillerons plus loin.

Comme le rappellent Ludwig et Nestle, le rôle des organisations de santé publique est d'éduquer, ainsi les associations de santé professionnelles comme l'AFDN devraient éviter les partenariats, les financements pour endosser un produit en particulier ou d'autres liens avec l'industrie qui compromettent leur indépendance et leur crédibilité publique.⁶⁰ L'AFDN est loin d'avoir autant de scrupules, et demande souvent à des industriels de financer en partie son congrès annuel, comme ce fut le cas de Coca-Cola par exemple il y a quelques années.

2.2.1.3) Les Enfants du Goût

On trouve également d'autres formes de partenariat entre le privé et le public, comme les Enfants du Goût, un salon organisé chaque année depuis 1999 pour « donner envie aux enfants d'adopter une bonne hygiène de vie ». Le salon se déroule sous le rassurant patronage du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF), du Centre français d'éducation pour la santé, du Comité d'éducation pour la santé, du Sénat, du ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education nationale.

Le salon se donne pour but de donner une image attrayante des aliments sains et bénéfiques pour la santé tout en montrant les effets néfastes du grignotage, « surcroît de graisses alimentaires, de sucre, de sel et au final de calories » si l'on en croit le site e-santé qui s'enthousiasme pour la manifestation.⁶¹ Pour cela, les Enfants du Goût font bizarrement confiance à des « partenaires » parmi lesquels figurent Lu, la Confiturerie, Univers Céréales, le Centre D'information des Charcuteries (CIC) ou encore Croustipâte, qui commercialise notamment des mini-croissants pur beurre. « De quoi faire douter sur les bonnes intentions consistant à éradiquer des comportements le grignotage entre les repas chez les enfants, comme le font remarquer Thierry Souccar et Isabelle Robard, le salon est abrité par une association loi 1901 créée pour la circonstance, mais lorsqu'on compose le numéro de téléphone des Enfants du Goût, on se retrouve au standard de l'agence de publicité Nutrylis, filiale du groupe Protéines, qui se spécialise dans la promotion de l'industrie agroalimentaire à l'aide d'arguments santé. L'association les Enfants du Goût ne serait-elle donc qu'une banale manifestation commerciale? »⁶²

Il s'agit de le vérifier en prenant l'un des guides de l'exposition. Il commence par un message

60 David S. Ludwig, Marion Nestle, « Can the Food Industry Play a Constructive rôle in the Obesity Epidemic? » *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

61 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004, p.36

62 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.36

du Comité français d'éducation pour la santé (CFES) : « le CFES [...] souhaite vous faire comprendre qu'une alimentation variée et équilibrée, consistant à manger de tout et de façon modérée, est un facteur important pour la santé ». Pour Thierry Souccar et Isabelle Robard : « pour ce qui est de manger de tout, les enfants vont être servis, car le guide est en soi une merveille d'ingéniosité marketing. Du petit déjeuner au dîner en passant, bien sûr, par le goûter, le contenu rédactionnel du « guide » - donc les conseils nutritionnels – a été confié aux « partenaires » qui ont bien voulu payer pour y figurer. Le tout constitue une merveille d'alimentation « variée et équilibrée » comme l'annonce le CFES ». ⁶³

la rubrique petit déjeuner a ainsi été vendue par les organisateurs à Nestlé : « un produit laitier c'est bien! Un yaourt à emporter c'est mieux! » en rappelant que Nestlé est l'un des poids lourds des yaourts à emporter. Accompagnant le produit laitier on trouve les céréales « au délicieux goût de pommes au four qui apportent tous les matins huit vitamines et du fer, et des nutriments indispensables à la croissance » que l'on peut trouver également chez Nestlé. Et pour le lait, « le lait, on le sait, c'est plein de calcium indispensable pour la croissance. Mais additionné de poudre cacaotée, le lait devient encore plus rigolo ». Là encore c'est chez Nestlé que l'on a le plus de chance de trouver la poudre cacaotée qui rend le lait « rigolo ».

« Yaourts et chocolat sucrés, céréales extrudés, il ne manque à ce modèle de petit déjeuner « équilibré » que les biscottes, un aliment qui élève si brutalement le sucre sanguin qu'il exerce sur le pancréas de l'enfant un stress presque aussi intense que le glucose pur. Fort opportunément, Heudebert, une marque de Danone, s'est installée en page 24 avec son Biscoto salé ou sucré « naturellement riche en céréales et [...] en cinq vitamines » comme le soulignent Thierry Souccar et Isabelle Robard. ⁶⁴

La rubrique déjeuner de ce guide s'ouvre sur un autre canon de la nutrition : la pizza promue par Avenance, une société de plats préparés pour les collectivités et les cantines scolaires. On y apprend que la pizza, qui fait partie des aliments soupçonnés de favoriser l'obésité et dont le fromage fournit des graisses saturées, les « mauvaises », est en réalité « un modèle d'équilibre » car elle apporte notamment « du fromage ». Pour le fromage, on trouve la page 35, achetée par le Centre Interprofessionnel et de Documentation de l'information Laitière (CIDIL). On y lit que le fromage est « indispensable à la constitution et à la protection des os ». tant pis pour les enfants chinois ou japonais qui ne consomment pas de fromage et ont des os en parfaite santé, ou pour les études qui affirment le contraire et dont nous parlerons plus loin.

Pour ce qui est du goûter, les organisateurs déclarent la « halte au grignotage », avant de

⁶³Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.36-37

⁶⁴Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.37

vendre une pleine page à Lu pour la promotion de ses biscuits, une autre à Nutribio pour faire la réclame de ses barres chocolatées Yeah!, une troisième au Syndicat des fabricants industriels de glaces, de sorbets et de crèmes glacées car c'est une « excellente façon de consommer du calcium » selon eux.

Pour conclure ce guide, la rubrique consacrée au dîner échoit notamment à Germicopa, qui présente ses pommes de terre, associées dans plusieurs études à un risque accru de diabète, et au CIC pour la charcuterie, aliment dont la consommation régulière est liée à un risque accru de cancers digestifs.⁶⁵

2.2.1.4) Conclusion

Il apparaît ici que les liens entre chercheurs et firmes du privé peuvent être bien plus entremêlés que ce qu'il n'y paraît à première vue, malgré leurs buts respectifs a priori divergents. Ceci est aussi valable pour des organismes et notamment pour l'Association Américaine des Diététiciens ce qui vient jeter en partie le discrédit sur un organisme regroupant de nombreux diététiciens qui s'avère complice des opérations des firmes privées de l'agroalimentaire. Même si cela n'est pas le cas pour l'association des diététiciens en France, cela permet de voir qu'une perméabilité entre diététiciens et intérêts privés est possible et demande une vigilance accrue adéquate. D'autant plus que ceci ne semble pas être la priorité des autorités publiques françaises que de veiller à l'étanchéité des acteurs de ce domaine lorsque l'on voit comment est gérée la manifestation des Enfants du Goût.

2.2.2) Sponsors de la recherche et de l'éducation

Nous étudions ici la place qu'occupe l'industrie agroalimentaire dans le processus de la recherche en nutrition, et plus largement sur son impact sur les journaux de publication et les conférences, ainsi que sur le soin qu'elle prend à élaborer du matériel pédagogique à l'intention des élèves en classe ou en cours d'Education Physique et Sportive.

2.2.2.1) Au niveau de la recherche

Est-ce que le financement des études scientifiques affecte la conduite des recherches scientifiques? Les fonds sont rares dans le domaine et les chercheurs sont toujours en quête de

⁶⁵Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004, p38

financements. « Etant donné la prudente interprétation que requiert la recherche en nutrition, toute étude, revue ou commentaire présentant des conclusions favorables aux sponsors doit donner à réfléchir » selon Marion Nestle. ⁶⁶ Ce fut notamment le cas du National Academies' Food and Nutritional Board (FNB) lorsqu'il recommanda des niveaux plus élevés de prise de vitamine C et E, alors que les travaux de ce groupe sont financés en partie par une fondation soutenue par des compagnies comme Roche Vitamins, Mead Johnson Nutrition Group, Daiichi Fine Chemicals, Weider Nutrition Group et l'association Natural Choice Vitamin E – toutes ayant des intérêts matériels à fixer les standards de ces vitamines si hauts que les personnes puissent seulement les atteindre en prenant leurs suppléments.

La considération la plus importante est de savoir si le financement par l'industrie influence le résultat des recherches et les opinions. Cette question demande une considération particulière dans la mesure où le financement par l'industrie est si commun. Une étude de 1996 trouva que près de 30% des membres des universités acceptaient le financement de l'industrie ; une autre trouva que 34% des auteurs majeurs de 800 articles en biologie moléculaire et en médecine étaient impliqués dans l'obtention de brevets, dans le service de comités de conseil, ou dans la participation dans des parts des entreprises qui pourraient bénéficier des recherches. ⁶⁷

Les études qui portent essentiellement sur le financement de l'industrie pharmaceutique et de celle du tabac démontrent que les chercheurs qui soutiennent l'utilisation de médicament ou de tabac sont plus susceptibles d'avoir des financements avec ce genre de compagnies que des auteurs neutres ou critiques. « Les chercheurs qui travaillent sur ce genre de relations ne suggèrent pas que toute recherche financée par l'industrie est biaisée, seulement qu'il y a une probabilité plus haute pour que ses conclusions soient positives pour le sponsor, souligne Marion Nestle, il semble très probable que les investigations sur la recherche en nutrition financée par l'industrie arriveraient à une conclusion similaire. La recherche peut bien avoir été conduite avec la plus grande attention, son financement partisan donne l'impression que les résultats étaient courus d'avance. Cette impression est renforcée quand les sponsors usent des résultats pour faire la publicité de leurs produits ». ⁶⁸

Marion Nestle donne plusieurs exemples de recherches financées par l'industrie qui illustrent ces points.

- « le plan de plats préparés est une stratégie simple et efficace pour améliorer les buts diététiques et les maladies cardiovasculaires » (cette étude a été financée par Campbell Soup,, producteur des plats préparés)

66 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007. p.116

67 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.117

68 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007. p.118

- « Des résultats scientifiques indiquent que la prévalence de l'intolérance au lactose est grossièrement surestimée » (l'un des auteurs travaille pour le *National Dairy Council*, le conseil national des produits laitiers)
- « le gluconate de zinc réduit de manière significative la durée des symptômes de ce qu'on appelle le coup de froid de 40% comparé au placebo » (l'un des auteurs est connu pour avoir gagné presque 145 000 dollars de la vente de ce produit avant que l'article n'ait été publié. Une autre étude du même groupe trouva plus tard que le zinc était inefficace contre le coup de froid)
- « Il y a des raisons pour être soucieux du fait que baisser la prise de NaCl [sel] puisse avoir des risques métaboliques sur le long terme qui n'ont pas encore été complètement identifiés... Nous n'avons pas de preuve solide que de baisser la prise de Na Cl de manière prospective viendra prévenir ou contrôler l'hypertension artérielle » (l'étude dans laquelle ce passage apparaît a été financée en partie par le *Salt Institute*, une association de soutien à l'industrie du sel.)

En janvier 2007, le PloS Medecine publie une étude sur le lien entre source de financement et conclusion au sein d'articles scientifiques traitant de nutrition. La littérature scientifique mondiale fut mise à contribution pour identifier 206 articles concernant les sodas, les jus de fruit et le lait sur lesquels l'étude se consacrait. La conclusion de cette étude était que « le financement de l'industrie de ces articles traitant de nutrition pouvait dévier les conclusions en faveur des produits du sponsor, avec de significantes implications pour la santé publique ». En effet, les articles financés exclusivement par l'industrie étaient quatre à huit fois plus susceptibles d'avoir des conclusions favorables pour le sponsor que les articles qui n'avaient pas été financés par l'industrie.⁶⁹

Cela corrobore une autre étude publiée en 2003 par le *Journal of American medical Association* (JAMA) qui établit que les chercheurs dont l'étude est financée par des intérêts privés sont quatre fois plus enclins à publier des résultats favorables à leur sponsor que lorsque le financement est indépendant.⁷⁰

En France également on peut observer ce phénomène. « Marketing et science n'ont jamais fait aussi bon ménage qu'aujourd'hui car, pour « communiquer » sur les vertus d'un aliment, rien

69 <http://www.plosmedicine.org/article/info:doi/10.1371/journal.pmed.0040005>

70Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.12

n'emporte plus la conviction qu'une étude scientifique; cela fait sérieux et crédible. Encore faut-il que les résultats soient au rendez-vous » écrivent Thierry Souccar et Isabelle Robard.⁷¹

Comme par exemple l'étude Fleurbaix Laventie Ville Santé, menée auprès de deux mille cinq cents personnes du nord de la France ayant pour objectif de « mieux comprendre les mécanismes impliqués dans la prise de poids excessif et la répartition des graisses ». L'étude est financée, entre autres, par le Centre d'études et de documentation du sucre (CEDUS), Lesieur et Brasseurs de France, elle est animée par le docteur Jean-Michel Borys, l'un des responsables de l'agence de communication Protéines, spécialisée dans le marketing agroalimentaire, et membre du groupe de travail sur les glucides (sucres) mis sur pied par l'AFSSA chargé d'analyser les « relations entre glucides et état de santé ».

« L'étude Fleurbaix Laventie Ville Santé aurait montré que les enfants qui consomment le plus de glucides sont les plus minces, y compris lorsque ces glucides sont des sucres simples, ce qui est une bonne nouvelle pour le CEDUS. L'étude a aussi trouvé que les enfants qui mangent le plus de graisses présentent plus de risques d'être gros. A priori, rien de bon pour le sponsor Lesieur, qui commercialise des huiles végétales, mais les chercheurs ont tenu à préciser que seules les graisses animales « semblent jouer un rôle ». Enfin, l'étude a montré, à la grande satisfaction des Brasseurs de France, que les hommes et les femmes qui boivent chaque jour leur chopine de bière sont plus minces que celles et ceux qui ne boivent pas » commentent Thierry Souccar et Isabelle Robard⁷²

Ces auteurs se sont aussi penchés sur le cas de l'étude très médiatisée SU.VI.MAX (Supplémentation en vitamines et minéraux antioxydants) qui a eu pour objectif principal de tester, entre 1994 et 2002, les effets sur la santé d'un complément alimentaire antioxydant. Elle a été mise sur pied par un chercheur du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), le docteur Serge Hercberg, devenu depuis un personnage de premier plan de la nutrition française puisqu'il dirige le Programme National Nutrition-Santé (PNNS) mis en place par le ministère de la santé pour conseiller le public dans ses choix alimentaires. Pour cette étude le docteur Hercberg réussit à persuader vingt et un sponsors de participer à son travail.

« Mais un sponsor, ça veut des retombées. L'un des moyens imaginés pour « rentabiliser » l'investissement de cette étude a été de « louer » à des organismes et à des entreprises de l'agroalimentaire les milliers de volontaires qui ont participé à l'étude, sous le prétexte d'enquêtes scientifiques dont les résultats sont habilement exploités nous disent Thierry Souccar et Isabelle Robard ⁷³ qui donnent un commentaire du Canard enchaîné : « Moyennant plusieurs dizaines de

71 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.26

72 idem

73 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.27

milliers d'euros par enquête, les industriels de l'agro ont ainsi fait le plein d'arguments de vente sur le dos des cobayes de SU.VI.MAX »

Prenons le cas du fabricant de soupes Knorr, étant « partenaire » de SU.VI.MAX, les chercheurs se sont lancés dans une enquête sur la consommation de soupe en France. Grâce à eux, Knorr sait que 35% des hommes et que 38% des femmes prennent de la soupe deux à quatre fois par semaine et surtout que ceux qui consomment de la soupe gardent mieux la ligne que les autres, qu'ils répartissent mieux leurs calories dans la journée et qu'ils dînent légèrement le soir, éléments importants pour la communication de la marque.

Le Centre d'information sur les charcuteries a lui aussi puisé dans le vivier des volontaires SU.VI.MAX pour mener une grande enquête sur la « consommation française de charcuterie ». Le docteur Serge Hercberg en révélait les résultats le 26 juin 1997. Sous le titre « les Français et les charcuteries : des préjugés à la réalité scientifique », le chercheur révélait que les Français « consomment en moyenne des quantités très raisonnables de charcuteries ». Pour lui la consommation de charcuteries n'a pas d'influence directe sur les taux de cholestérol ou de triglycérides, pas plus que sur la glycémie. Les charcuteries n'apportent pas beaucoup d'acides gras saturés (les mauvais), mais elles constituent « une source en fer de bonne qualité ». En conclusion, cette étude conduite dans le cadre de SU.VI.MAX et sponsorisée par les charcutiers « fait la preuve que l'on peut concilier charcuteries, alimentation équilibrée et santé »⁷⁴.

Cependant on n'en est pas à une contradiction près car en 1997 le docteur Serge Hercberg apportait son soutien aux charcutiers, lesquels finançaient en partie son étude, mais six ans plus tard, le même Serge Hercberg, responsable du très officiel Programme National Nutrition-Santé (PNNS) sans l'aide d'aucun charcutier, attirait l'attention sur les risques des charcuteries. Dans le livret *Alimentation, nutrition et cancer* du PNNS, publié en 2003 et qu'il a cosigné, le docteur Hercberg découvre que les charcuteries augmentent probablement le risque de cancers ; il indique qu'elles « sont composées de plusieurs éléments qui sont susceptibles d'expliquer l'augmentation du risque de cancers observée dans les travaux épidémiologiques »

« Ces études épidémiologiques qui montrent une association entre la consommation de charcuteries et les risques de développer un cancer étaient pourtant bien connues dès 1997, à l'époque où le même docteur Hercberg stigmatisait ceux qui voulait « diaboliser » les charcuteries. Elles sont toutes citées et analysées dans le volumineux ouvrage consacré à l'alimentation et au cancer édité par le Fonds mondial de recherche sur le cancer et paru en 1997. Il suffisait de lire... » précisent Thierry Souccar et Isabelle Robard ⁷⁵.

74 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004, p.28

75 idem

Lu, la marque de biscuits de Danone, a également fait appel aux ressources de SU.VI.MAX. Il s'agissait de savoir si les Français qui goûtent régulièrement sont plus gros ou plus minces que les autres. « Lu en a eu pour son argent : non seulement l'étude sur les goûters qu'il a financée dans le cadre de SU.VI.MAX a trouvé que les personnes qui goûtent sont plus minces que les autres, mais il y est aussi déclaré que plus on s'alimente entre les repas plus on est mince! » soulignent Thierry Souccar et Isabelle Robard.⁷⁶

2.2.2.2) Au niveau des journaux

Les sociétés de nutrition publient des journaux et des suppléments aux journaux qui sont chers à produire, et les sponsors d'entreprise aident à défrayer les coûts. Ainsi le *Journal of Nutrition Education* reconnaît huit « amis entrepreneurs majeurs » et quatre « amis entrepreneurs de soutien qui font une contribution financière annuelle pour soutenir les buts de la société et son journal ». Le *Journal of Nutrition*, plus orienté vers la recherche liste dix compagnies d'alimentation et de médicaments comme associés en soutien de sa société parente, et l'*American Journal of Clinical Nutrition* liste vingt huit compagnies de la sorte, soutenant « certaines activités éducatives sélectionnées ». Les sponsors des journaux de nutrition incluent des entreprises comme Coca-Cola, Gerber, Nestlé, Monsanto, Procter & Gamble, Roche vitamins, Slim-Fast, et l'Association du Sucre, aussi bien que d'autres qui préparent de la nourriture pour les bébés ou des laits maternisés, des suppléments vitaminiques, des alicaments, des produits diététiques, des céréales petit-déjeuner sucrés et des organismes génétiquement modifiés (OGM), ayant virtuellement toutes des produits dont les attributs nutritionnels sont considérés comme controversés et couramment en débat.

Certains journaux érigent à grande peine des pare-feux entre leur ligne éditoriale et leur fonction économique, mais ces barrières sont battues en brèche trop facilement. Une des raisons pour cela tient au fait que les publicitaires contribuent à la santé financière des journaux académiques comme des journaux plus populaires. L'Association Américaine des Diététiciens (ADA) par exemple reporte un revenu d'environ trois millions de dollars de son journal en 1999. Son exemplaire d'avril 2000 portait douze pleines pages de publicité, principalement de compagnies vendant des suppléments diététiques ou des logiciels d'analyses nutritionnelles ; un insert « éducatif » de vingt pages séparément relié du Dannon Institute ; et encore huit autres pages de publicité. Le compte des pratiques en matière de publicité des deux journaux médicaux américains leader dans leur domaine, le *New England Journal of Medicine* et le *Journal of the American Medical Association*, qui publient tous deux la fine fleur de la recherche en nutrition, observent

⁷⁶ Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.29

qu'ils ont des fonctions académiques mais aussi économiques et qu'ils « sont redevables aux fabricants de médicaments de leur viabilité économique ». Chacun d'eux prend environ vingt millions de dollars chaque année des publicités des firmes pharmaceutiques. Le moins que l'on puisse dire nous dit Marion Nestle, c'est que ce financement cause un considérable inconfort à la face éditoriale du pare-feu⁷⁷.

Des articles présentés à des conférences sponsorisées par l'industrie agroalimentaire sont parfois publiés comme suppléments dans des journaux de nutrition, et les firmes aussi prennent en charge alors les frais de publication. En 2000 par exemple, des compagnies comme Wyeth Nutritionals, Bristol-Myers Squibb, Mead Johnson, et l'International Nut Council ont aidé à la publication de suppléments pour l'*American Journal of Clinical Nutrition*. Des recherches sur les sponsors des compagnies pharmaceutiques ont montré que ces publications sont hautement corrélées à des articles favorables aux produits des sponsors, et les suppléments des journaux de nutrition tendent de mettre en lumière les bénéfices de nourritures ou de diètes particulières dans lesquelles le sponsor a un intérêt.⁷⁸

La presse est l'une des cibles privilégiées de l'information agroalimentaire, à commencer par la presse médicale dont certains articles sont souvent inspirés par les laboratoires et les annonceurs. Le 25 septembre 2002, à l'occasion du salon mondial du lait Congrilait, *le Quotidien du médecin* a publié un numéro spécial sur le thème « produits laitiers, nutrition et santé ». Dans sa préface, non signée, le journal rappelle que « les professionnels de santé ont un rôle important à jouer dans le domaine de l'information et de la formation nutritionnelle »⁷⁹. A condition toutefois de rapporter les messages du Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitières (CIDIL) qui travaille pour l'industrie laitière et qui selon sa propre profession de fois contribue « au développement de la consommation du lait et des produits laitiers, par des programmes de promotion collective »⁸⁰, avec lequel *Le Quotidien du médecin* confesse en petits caractères, avoir « réalisé » ce numéro.

« L'objectivité règne d'ailleurs à toutes les pages de ce monument érigé à la gloire de l'industrie laitière. On y apprend que l'intolérance au sucre du lait, le lactose, est souvent « psychosomatique », et qu'elle permet de toute façon de « tolérer l'équivalent d'un quart de litre de lait ». Et voilà allègrement évacué le fait que l'intolérance au lactose, qui se manifeste par des troubles digestifs, ne concerne que les trois quarts de la population de la planète.

On apprend aussi dans ce numéro que le lait contient des acides gras, les CLA (acides

77 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.113-114

78 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.114

79 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004, p.32

80 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.72

linoléiques conjugués), qui « auraient un effet protecteur vis-à-vis [...] du cancer, de l'obésité, des maladies cardiovasculaires, du diabète ». Pas un mot en revanche sur les études montrant que les laitages sont soupçonnés d'augmenter le risque de plusieurs cancers.

Le calcium des laitages, nous indique aussi le CIDIL par l'intermédiaire du *Quotidien du médecin*, aiderait au contrôle du poids. Par quel mécanisme? Probablement par « une diminution de l'activité de la 1,25 dihydroxyvitamine D ». En clair – et les rédacteurs ne s'y attardent bien sûr pas – vous échangez grâce au calcium laitier quelques centaines de grammes sur la balance contre une baisse de votre taux de vitamine D active, l'une de nos meilleures armes anticancer.

Mais ce tableau des effets bénéfiques du lait ne serait pas complet sans l'inévitable couplet sur la « protection osseuse ». Et le quotidien de citer une poignée d'études témoignant du « bénéfices durable sur l'os » de la consommation de calcium laitier. Bizarrement, pas un mot sur les études moins réjouissantes - dont nous parlerons plus loin – et qui sont pourtant à la portée d'un journal aussi bien informé que *Le Quotidien du médecin*. » écrivent Thierry Souccar et Isabelle Robard ⁸¹.

2.2.2.3) Au niveau des conférences

Les meetings professionnels ont lieu normalement dans des hôtels, ils sont chers à mettre en place mais peuvent produire des rentrées d'argent substantielles pour les sociétés de nutrition. L'Association Américaine des Diététiciens par exemple reporte des revenus de presque 900 000 dollars lors de son meeting annuel en 1998, un chiffre qui excède à coup sûr les dépenses occasionnées. Pour générer de tels revenus, les sociétés de nutrition recherchent de manière routinière les sponsors d'entreprise, et les firmes les accordent bien volontiers. Les compagnies de nourriture, de boissons ou de suppléments achètent des espaces d'exposition, des espaces publicitaires dans les livrets de programme des sessions, prennent en charge des pauses café, des repas, sponsorisent des récompenses de recherche ou des prix d'étudiants, et fournissent des sacs, des stylos et d'autres souvenirs du meeting pour lesquels ils sont souvent remerciés dans le livret de programme.⁸²

Le livret de programme de la rencontre annuelle de l'Association Américaine des Diététiciens de l'année 2000 reconnaît des sessions sponsorisées par plus de trente compagnies de nourriture, boissons et suppléments, parmi lesquelles certaines ayant des intérêts commerciaux dans le sujet en discussion. Le Distilled Spirits Council, le Conseil des alcools distillés par exemple,

⁸¹ Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.32

⁸² Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.115

sponsorise une session sur les risques et les bénéfices de santé de la consommation d'alcool, Slim-Fast sponsorise des discussions sur la prévention et le traitement de l'obésité, la compagnie qui produit la margarine Benecol prend en charge une session sur ses ingrédients réduisant le cholestérol, et Quaker/Gatorade soutiennent des conférences sur les suppléments diététiques des athlètes.

Marion Nestle pose la question : « est-ce que le fait d'être sponsorisé influence le contenu des conférences ? ». Selon son expérience : « ceux qui prennent la parole lors de ce genre de sessions sponsorisées sont offensés par cette question. Le fait d'être sponsorisé est si répandu et est considéré comme si utile que presque personne peut imaginer qu'il pourrait avoir des conséquences fâcheuses »⁸³. Une étude des pratiques de l'industrie pharmaceutique a pourtant noté que les docteurs qui acceptent des financements pour leurs voyages, des repas ou des cadeaux de la part des firmes pharmaceutiques, ou qui assistent à des conférences sponsorisées par elles, sont plus susceptibles d'écrire des ordonnances pour les médicaments sponsorisés. Une autre étude décrit comment une compagnie pharmaceutique utilisa une conférence médicale comme une stratégie de relation publique pour générer de l'intérêt dans les vitamines comme « de puissants agents de santé » ; cette étude conclut qu'en tout cas, il n'y eut pas de critiques des produits pendant le débat.⁸⁴

2.2.2.4) Matériel pédagogique et événement sportif

Les industriels de l'agroalimentaire sont passés maîtres dans la mise au point de « kits pédagogiques » dans lesquels tout en présentant un support ludique et pédagogique, la marque va faire sa publicité et inciter les enfants à consommer ses produits. Parmi les plus actifs figurent le CEDUS (Centre d'études et de documentation du sucre) et le CIC (Centre d'Information sur les Charcuteries), lequel diffuse depuis 1995 aux instituteurs qui le demandent un « document pour le maître » servant « de support à la formation nutritionnelle » des enfants⁸⁵. Ce document est complété par des fiches, que le maître distribue aux enfants et aux parents, et par une cassette vidéo. En 1998, pour répondre aux demandes écoles deux mille kits complets ont été tirés.

Mais c'est l'industrie laitière – et para-laitière – qui se montre la plus productive en la matière. « Cette démarche est d'autant plus douteuse que le lait, certes source de calcium, est aussi soupçonné de faire courir à certains enfants et adultes un risque de maladies chroniques », comme nous en parleront un peu plus loin. Le CIDIL (Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitières) a édité une impressionnante batterie de fiches, de livres, de posters et de

83 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.116

84 idem

85 Thierry Souccar et isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.39

jeux que les enseignants sont invités à commander moyennant une modeste participation aux frais, afin de faire des enfants de dévoués consommateurs de lait. Ainsi le colis « Grandir, quelle aventure » destiné aux cycles 1 et 2 comprend un album de soixante-douze pages de récits, d'images et de jeux avec « un dossier détachable pour les parents, « alimentation et croissance » », un dossier « pédagogique » et une plaquette « scientifique « Croissance et calcium » pour répondre aux questions-pièges parfois posées par les enfants et les parents »⁸⁶. Le CIDIL invite aussi enseignants et enfants à « découvrir le goût avec les produits laitiers » grâce à un « guide d'information pour l'instituteur » et à un « livret élève ».

Depuis 1986 et la création du comité paritaire d'évaluation voulu par le Conseil National de la Consommation (CNC), les kits pédagogiques sont évalués par le comité paritaire, à raison de plus d'une centaine par an. A part L'institut National de la Consommation (INC) y figure aussi des organisations de consommateurs, la DGCCRF, et des professionnels comme le Centre national d'information et d'éducation sur le lait (CNIEL) pour ce qui touche à l'alimentation, ce qui peut aider à comprendre pourquoi les outils touchant au lait sont si bien cotés comme « au fil du lait » par exemple réalisé par le CIDIL qui obtient quatre étoiles, soit la note maximale, au classement du comité paritaire.

Le travail de l'INC peut néanmoins guider les professeurs livrés à eux-mêmes pour « veiller aux messages non-apparents [...] qui représentent pour l'entreprise un vecteur publicitaire », « cette exigence doit être strictement respectée » comme le précise une circulaire de l'éducation nationale sous le nom de « code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire »⁸⁷.

Cependant la ligne blanche semble parfois aisément franchie comme par exemple lorsque « l'agence [de communication 6-12] a profité d'un événement organisé par les profs de gym pour distribuer des brioches industrielles aux élèves, le sport un bon prétexte pour faire la pub d'un goûter sucré. [Pour Elisabeth Sitbon, directrice de l'agence dont « le métier est de trouver des prétextes éducatifs pour faire entrer les produits dans l'école »], « la légitimité que nous avons trouvé sur cet événement sportif est qu'il permet donc de faire participer des sociétés qui ont des produits alimentaires à des événements sportifs. Dans cette opération nous avons échantillonné 200 000 brioches et cela a permis donc à 200 000 enfants d'avoir un goûter » le journaliste demande alors « l'industriel s'y retrouve parce qu'il touche les enfants à un moment privilégié c'est ça? » ce à quoi lui répond la directrice de l'agence « absolument »⁸⁸.

De même, lors de séances de prévention à la sécurité routière présentée par des policiers, un professeur remarquera que les vidéos présentées montrent toujours les enfants devant un fast-food

86 Thierry Souccar et Isabelle Robard, Santé mensonges et propagande, le seuil, 2004 p.40

87 http://www.dailymotion.com/video/xnnlk_les-marques-entrent-dans-lecole_news

88 http://www.dailymotion.com/video/xnnlk_les-marques-entrent-dans-lecole_news

Quick, et qu'ils y mangent « comme récompense à une longue journée d'école ».⁸⁹

Il arrive aussi que l'Education nationale cautionne même du matériel franchement publicitaire, comme c'est le cas du logiciel pépitologue, un logiciel d'initiation informatique mis en avant par le site pédagogique de l'académie de Paris. « Les élèves de 4 à 6 ans y apprennent le maniement de la souris, le personnage Pépito est incontournable, le gâteau bien mis en évidence et les efforts des élèves sont récompensés par un sympathique grignotage.⁹⁰

Parfois, ces kits sont de la pure propagande, comme dans le cas de Mc Donald's, qui selon la revue 60 millions de consommateurs, « diffuse un outil caricatural, qui fait passer la marque pour une championne de la diététique »⁹¹. C'est pareil pour la mallette Milka, « on trouve un tableau comparatif des goûters d'où il ressort que Milka est celui qui est le plus équilibré »⁹².

D'après une étude, 50% des enseignants déclarent avoir utilisé au moins une fois un tel document pour avoir un outil sur des sujets « qu'ils ne maîtrisent pas bien ». Certains évoquent positivement la marque ou le produit devant les élèves, d'autres en parlent de façon neutre. Les parents d'élèves des écoles concernées considèrent en majorité que l'initiative de ces marques est positive, même s'ils regrettent la diffusion de certains documents purement publicitaires, le sponsoring se banalise donc à l'école dans l'indifférence apparente de tous les acteurs⁹³.

L'agence de communication Junium-Altavia a plusieurs dizaines de clients, son argumentation à destination des entreprises est éloquente : « la communication pédagogique permet à la fois une segmentation fine, une durée de prise de parole exceptionnelle (1h30 à 2h) et cela au service de messages complexes (...) les élèves y sont en situation d'écoute, d'échange, et accordent une forte crédibilité aux messages ». L'agence continue un peu plus loin : « la communication pédagogique doit favoriser l'évolution des comportements, elle crée un lien complice avec votre marque ou institution. »⁹⁴

2.2.2.5) Conclusion

L'industrie agroalimentaire apparaît jouer un rôle majeur dans le domaine de la recherche et de l'éducation, ce qui peut lui permettre d'influencer les décisions des professionnels de santé en déformant leur opinion ou lorsque ces derniers sont tentés d'utiliser du matériel pédagogique mis au point par les entreprises et dont le contenu s'avère franchement publicitaire.

89 idem

90 idem

91 « La publicité envahit l'école », 60 millions de consommateurs, janvier 2006

92 idem

93 « La publicité envahit l'école », 60 millions de consommateurs, janvier 2006

94 idem

2.2.3) Garde-fous actuels

Nous avons vu que les entreprises recherchaient activement à financer des chercheurs, et que ceux-ci dépendaient parfois entièrement de ce genre de financement pour conduire leur étude. Il y a consensus pour dire que le fait d'être sponsorisé ne prouve et ne cause pas nécessairement des biais dans les recherches, mais la plupart des experts qui travaillent sur le sujet sont de l'avis que la déclaration d'intérêt qui porte sur les relations financières liées à la recherche est essentielle. Marion Nestle nous dit que cette déclaration n'était pas réellement demandée par le passé mais que cela est en train de changer, comme c'est le cas à la Food and Drug Administration (FDA) par exemple, qui demande aux membres de ses comités de revue de certifier s'ils ont reçu des financements de la part de compagnie ayant des intérêts dans les décisions de l'agence. De même de nombreux journaux scientifiques et médicaux parmi les plus importants ont commencé à demander de publier les déclarations d'intérêt, comme le *Lancet* ou le *British Medical Journal* notamment. Les journaux de nutrition aussi s'y sont mis, comme par exemple :

- Les auteurs doivent informer l'éditeur de tout arrangement financier, d'affiliation d'organisation, ou autre relation qui puisse constituer un conflit d'intérêt (*Journal of the American Dietetic Association*)
- Tout arrangement financier entre un auteur et une compagnie dont le produit figure de manière prééminente dans le manuscrit soumis [doit être] apporté à l'attention de l'éditeur (*Journal of Nutrition*)
- Les auteurs doivent déclarer, lorsqu'ils soumettent leur article, tout arrangement financier qu'ils peuvent avoir avec une compagnie dont le produit figure de manière prééminente dans le manuscrit soumis ou avec une compagnie produisant un produit compétitif. (*Nutrition in Clinical Care*)⁹⁵

Ces procédures encouragent les déclarations d'intérêts, alors qu'une étude suggère que beaucoup de scientifiques ont des conflits d'intérêt mais que peu d'éditeurs demandent des déclarations d'intérêt et que peu d'auteurs les donnent. D'après Marion Nestle, des chercheurs ont pris en compte presque 1400 journaux scientifiques leader en 1997 et ont trouvé que moins de 16% avaient des procédures de demande de déclaration d'intérêt. Parmi ces journaux, presque 70%

95 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.133

n'avait pas de déclaration d'intérêt et seulement 0,5% des 61000 articles mentionnait des conflits d'intérêt financier en relation avec la recherche. Les chercheurs suggèrent que le faible niveau de déclaration d'intérêt est manifestement plus dû à la faible participation des auteurs aux procédures des journaux plutôt qu'à l'absence de sponsors financiers. Mais malgré ces résultats, Marion Nestle conclut qu'à peu près tous les chercheurs parmi ses connaissances croient qu'ils sont incorruptibles et dénie fermement que le soutien de l'industrie puisse influencer leurs vues.⁹⁶

Une autre solution serait de refuser tout financement provenant des compagnies, comme le suggère l'un des anciens éditeurs du *New England Journal of Medicine*, qui fut renvoyé pour sa prise de position contre les pressions pour augmenter l'exploitation commerciale de ce très prestigieux journal. Pour lui, la plupart des docteurs « n'ont pas eu à prendre en considération que les relations avec l'industrie pharmaceutique pouvait compromettre leur jugement » et il appelle les directeurs des programmes médicaux à faire plus attention aux problèmes liés aux conflits d'intérêt. Selon lui : « En ce qui concerne le professionnalisme, ils doivent enseigner qu'il n'y a pas de repas gratuit. Pas de dîner gratuit. Ou même un stylo à bille. »⁹⁷

Pour Marion Nestle, cette option paraît trop rigide pour être appliquée à grande échelle. De son point de vue, un compromis plus pragmatique pourrait être trouvé en identifiant la mesure du conflit entre les buts des compagnies agroalimentaires et les buts des individus ou des sociétés professionnelles, pour balancer les risques et les bénéfices, tout en déclarant les intérêts de tous les financements privés. Un autre compromis est de dire que les contributions de l'industrie sous la forme de voyage, de repas, d'honoraires, et de sessions à des conférences posent des problèmes minimaux mais que le potentiel pour des conflits d'intérêt augmente quand les compagnies contribuent à des programmes de recherche ou d'éducation, comme c'est le cas pour la fondation Nestlé dont nous avons parlé au début de notre travail.⁹⁸

En France, les décrets d'application de l'article 26 de la loi de démocratie sanitaire du 4 mars 2002, reprise par l'article L4113-13 du Code de la santé publique, ont été publiés le 25 mars 2007, suite à un recours du *Formindep* devant le Conseil d'Etat. Depuis cette date, tout professionnel de santé qui s'exprime publiquement sur un produit de santé, doit déclarer ses liens d'intérêt avec les entreprises commercialisant ou fabriquant de tels produits. Cette obligation s'applique aux interventions professionnelles et dans les media grand public, quel que soit le support, écrit, oral, électronique, audio-visuel... Pour le *Formindep* : « Aux termes de la loi, "les membres des professions de santé qui ont des liens avec des entreprises (...) ou des organismes (...) sont tenus de les faire connaître". Bien que cela reste ambigu, il n'est donc pas prévu que les

96 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.134

97 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.135-136

98 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.136

professionnels procèdent à une déclaration d'absence de liens d'intérêts lorsque ceux-ci n'en ont pas, ce qui serait pourtant préférable. Cela signifie que lorsqu'un professionnel de santé ne déclare pas de lien lors d'une intervention sur un produit de santé, celui-ci est sensé ne pas en avoir. Absence de déclaration d'intérêts signifie donc absence de liens d'intérêts.⁹⁹ » Le *Formindep* a lancé ensuite une enquête pour savoir si la loi était vraiment appliquée ou pas. Il en ressort que pour l'instant, la loi n'est pas appliquée par les professionnels de santé et parmi eux les leaders d'opinion. Sur 150 médecins suivis, il a été possible de retrouver des liens avec l'industrie présentant des conflits d'intérêt. Le *Formindep* et l'*UFC Que Choisir* ont déposé une plainte contre neuf d'entre eux pour essayer de faire respecter la loi de transparence de l'information afin que celle-ci soit davantage prise au sérieux dans le domaine de la santé.

2.3) Désarmer la critique

2.3.1) Usage des firmes de relations publiques et de sécurité

L'usage des firmes de relation publique est très répandu pour faire la promotion des produits au sein des industries de toute sorte et de celles de l'agroalimentaire en particulier. Nous étudierons ici plus spécifiquement comment une multinationale comme Nestlé a utilisé ces firmes de relations publiques pour contrer les critiques dont elle faisait l'objet et pour essayer de gagner l'opinion publique à ses vues.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, Nestlé a dû essuyer un intense boycott international mené entre 1977 et 1984, suite à la diffusion de nombreux pamphlets, livres, films produits pour montrer les effets tragiques des laits maternisés sur les enfants dans les pays en voie de développement. Nestlé possédait 49% du marché international, presque exclusivement concentré sur ces pays. Les effets négatifs pour l'image de la marque et les pertes enregistrées lors de la baisse des ventes incitèrent Nestlé à investir dans une vaste campagne de relation publique. La première de ses stratégies fut de dénigrer les membres du boycott en les traitant de communistes pour leur donner une mauvaise image auprès du public américain. Cette stratégie s'avéra contre-productive. La firme demanda alors que le problème soit amené devant deux agences mondialement reconnues, l'Organisation Mondiale de la Santé et l'UNICEF pour établir des directives avec lesquelles elle puisse coopérer. Pour contrer les critiques dont elle faisait l'objet, la firme publia un article où elle développa ses arguments : les mères des pays en voie de développement n'ont pas suffisamment de lait maternelle à fournir ; les laits maternisés sont nécessaires pour sauver les bébés ; la mortalité

⁹⁹ <http://www.formindep.org/LA-LOI-EST-ELLE-REELLEMENT>

infantile dans les pays en voie de développement est en train de décliner ; il n'y a pas de preuve scientifique faisant le lien entre lait maternisé et des taux plus élevés de mortalité infantile ; ce sont la pauvreté et le manque d'eau potable qui sont le problème, pas les laits maternisés ; c'est le besoin de travailler des femmes, et non les pratiques de l'entreprise qui est responsable du déclin de l'allaitement au sein... Le papier de Nestlé concluait qu' « il est évident que les problèmes de l'alimentation infantile dans les pays en voie de développement sont d'une grande complexité. Ils ne peuvent être résolus ou même probablement être affectés de manière sensée avec les solutions proposées par les activistes [...] Un forum international peut fournir les réponses appropriées et les directives pour la vente de laits maternisés [...] l'annonce du forum de l'OMS et son soutien étendu rendent le boycott des produits Nestlé aux Etats-Unis inapproprié dont la signification symbolique a disparu.¹⁰⁰ »

D'après Nestlé, durant le temps menant au meeting de l'OMS/UNICEF, Nestlé travailla en coulisses pour convaincre les délégués que les restrictions sur les pratiques de marketing des laits maternisés n'étaient pas dans l'intérêt de leur pays. Néanmoins les délégués passèrent le Code en 1981. Le Code établissait que les gouvernements devaient fournir l'information sur la supériorité de l'allaitement au sein et sur les risques des laits maternisés et il donnait des mesures qui devaient contrôler l'utilisation inappropriée des pratiques de marketing. Les délégués adoptèrent le Code avec un seul refus, celui des Etats-Unis. La raison de ce refus selon l'officiel de l'US State Department était que le Code pouvait violer la Constitution américaine. Cette position semble peu crédible pour Marion Nestlé qui y voit plus raisonnablement une instruction du State Department aux délégués américains de voter contre le Code en réponse à l'intense lobbying des compagnies américaines de laits maternisés. « De manière plus compréhensible – quoique également non-défendable – le State Department cherchait avant tout à éviter un précédent pour les pratiques des compagnies pharmaceutiques. Bien que deux délégués américains démissionnèrent en guise de protestation et qu'une grande protestation publique s'en suivit, le vote de refus envoya un message aux compagnies de laits maternisés qu'elles pouvaient compter sur le gouvernement américain pour regarder à côté si elles continuaient à violer le Code ¹⁰¹» nous dit Marion Nestlé.

A ce stade, Nestlé mit en place une unité à Washington, DC, le Nestlé Coordination Center for Nutrition (NCCN), pour restaurer la crédibilité de la compagnie, améliorer son image publique, et terminer le boycott. Les efforts de Nestlé en terme de relation publique se déplacèrent vers une approche moins agressive, en commençant par l'annonce que la compagnie avait pleinement l'intention d'adhérer aux visées et aux principes du Code et en avait instruit ses employés. Nestlé

100 Marion Nestlé, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.152

101 Marion Nestlé, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.153

commença à publier une newsletter, Nestlé News, pour parler de groupes qui refusaient de ce joindre au boycott ou qui l'avait quitté et des activités socialement responsables de Nestlé dans les pays en voie de développement. A côté de ces efforts, Nestlé forma des alliances avec d'autres producteurs de laits maternisés et avec des organisations de santé nationales ou internationales dans les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Nestlé réunit aussi des rapports d'information sur des groupes de défense des consommateurs, supprima les discussions publiques sur le problème et travailla à exclure les critiques des processus de décision.

D'après Nestlé la manoeuvre de relation publique la plus efficace pourtant fut la création et le financement de la Nestlé Infant Formula Audit Commission (NIFAC) qui visait à collecter et à évaluer les plaintes vis-à-vis des potentielles violations du Code par la compagnie. Nestlé demanda à l'ancien sénateur démocrate et secrétaire d'Etat Edmund Muskie de présider la commission et persuada différents officiels distingués de l'Eglise et des universitaires d'y participer. Bien qu'il fut reporté que Nestlé payait le sénateur au même taux horaire qu'il recevait en tant que partenaire dans une firme de droit international, monsieur Muskie a maintenu que la commission serait complètement indépendante. Quand ce dernier annonça en 1983 que la commission avait trouvé que Nestlé s'évertuait largement à suivre le Code et que ce dernier était un compromis imparfait parce qu'il ne s'adressait pas aux causes profondes de l'utilisation inadaptée des laits maternisés, c'est-à-dire la pauvreté, beaucoup d'individus et de groupes acceptèrent les résultats d'une source aussi crédible. Des avocats de défense des consommateurs pourtant restèrent sceptiques et interprétèrent les données collectées par la commission comme démontrant précisément le contraire, c'est-à-dire des violations perpétuelles du Code. Mais leurs analyses n'eurent pas autant d'écho dans la presse populaire que n'en eut la commission Muskie. Les efforts de relation publique furent couronnés de succès en convainquant la plupart des personnes que Nestlé s'évertuait à suivre le Code, et les groupes commencèrent à se retirer du boycott. Ses leaders mirent fin au boycott en 1984, lorsque Nestlé donna son accord pour arrêter de faire la promotion des laits maternisés aux docteurs et aux hôpitaux et pour mettre des signes d'avertissement sur les produits de la compagnie et fournir des informations.

: « Malgré la fin du boycott, les groupes d'activistes continuèrent à argumenter que Nestlé était engagé dans des pratiques qui violaient le Code. Lorsque des observations les convainquirent que la compagnie avait remplacé la publicité comme sa première stratégie marketing par le placement d'échantillons gratuits dans les maternités, les groupes recommencèrent le boycott en 1988, nous dit Marion Nestlé. Cette année fut aussi celle de la publication d'un livre *Infant feeding : Anatomy of a Controversy*, contenant des chapitres écrits par de proéminents experts internationaux qui soutenaient la version de Nestlé de l'histoire. Les contributeurs décrivirent la compagnie comme

sincère dans ses essais pour adhérer au Code et comme injustement visée par les avocats. Des critiques néanmoins firent référence au livre en tant que « sponsorisé par Nestlé », comme « outrageusement unilatéral », et comme une « déplorable » démonstration que la « vieille garde de la compagnie était encore en train d'essayer de réécrire l'histoire et de défendre ses activités ». D'autres soulignèrent que l'éditeur du livre et l'auteur de l'avant-propos étaient des consultants de Nestlé. Nulle part dans le livre sont notées de telles connections au-delà de la reconnaissance de l'éditeur de la coopération de la compagnie »¹⁰².

D'après Nestle, après un changement dans l'administration, les Etats-unis finirent par rejoindre le reste du monde en signant le Code International en 1994. Deux années plus tard, des avocats notèrent que Nestlé et d'autres compagnies avaient encore changé de stratégie et étaient maintenant en train de tourner leur marketing de laits maternisés et d'autres suppléments similaires en direction des femmes enceintes dans les pays en voie de développement à travers des publicités aussi trompeuses que celles qui visaient les enfants (« ce qui est bon pour maman [...] est meilleur pour bébé »). Le *Interagency Group on Breast-feeding Monitoring*, une coalition internationale d'organisations chrétiennes et de groupes d'activistes publia un rapport annuel appelé *Cracking the Code*, dans lequel ils démontraient la persistance des violations du Code. L'édition 1997 mettait en scène des violations par les compagnies faisant le marketing de laits maternisés dans quatre pays : Pologne, Bangladesh, Thaïlande et Afrique du Sud. L'année suivante l'*International Baby Food Action Network* documenta les actions des compagnies de laits maternisés qui donnaient des échantillons gratuits aux mères, aux soignants, et aux hôpitaux ; des posters, des horloges, des calendriers, des cadeaux et du matériel éducatif pour faire la promotion des produits des firmes et pour étendre la gamme de produits de manière à inclure les femmes enceintes et les jeunes enfants non encore en âge d'aller à l'école, dans des douzaines de pays en voie de développement à travers le monde.

Pour Nestle : « Nestlé, la plus grande des compagnies alimentaires au monde, a de vastes ressources pour influencer les opinions et les actions des personnes qui travaillent pour des agences nationales ou internationales [...] Son utilisation des firmes de relations publiques peut être un exemple extrême faisant apparaître des motifs économiques surpassant les considérations de santé, mais cela illustre les raisons pour lesquelles des stratégies de marketing souples comme celles-ci peuvent conforter les sceptiques dans leurs idées tout en faisant apparaître toute critique des produits comme motivés idéologiquement ou comme trop simplistes »¹⁰³.

Nestlé fait également appel à une agence de sécurité. L'émission « Temps présent » de la

102Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.154

103Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.158

Télévision suisse romande diffusée jeudi 12 juin 2008 à 20 heures révèle que la multinationale Nestlé a mandaté une société de sécurité privée, Securitas pour espionner des membres du groupe de travail d'Attac Vaud qui rédigeaient un livre sur Nestlé (Attac contre l'Empire Nestlé, 2004). Cet espionnage a duré au moins une année, soit de fin 2003 à fin 2004.

« En utilisant une fausse identité une agente de Securitas s'est infiltrée dans un groupe de travail d'Attac Vaud travaillant sur les multinationales puis dans un groupe limité aux sept auteurs. Elle a eu accès -en direct- en particulier par le biais d'une liste email restreinte aux auteurs à toutes les recherches, les sources, les contacts en Suisse et à l'étranger liés à cet ouvrage ainsi qu'à la campagne qui a suivi sa sortie, en particulier lors du Forum Nestlé à Vevey le 12 juin 2004 où nombre d'entre vous étaient partie prenante. L'agente de Securitas s'est également rendue au domicile privé de plusieurs auteurs du livre où avaient lieu les réunions clés concernant l'élaboration de ce livre. Le livre traitait notamment de l'attitude de Nestlé face aux OGM, à la privatisation de l'eau mais touchait aussi des sujets plus sensibles comme des luttes de syndicalistes et de militant.e.s engagé.e.s dans des conflits de travail contre Nestlé dans de nombreux pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés comme la Colombie. (...) L'agente de Securitas a fait régulièrement des rapports de ces réunions à Securitas qui en informait son client : Nestlé. L'agente s'est même rendu au moins une fois avec des responsables de Securitas au siège de Nestlé où elle a rencontré le chef de la Sécurité et un responsable de la communication pour leur faire un compte rendu détaillé d'une de nos séances. Securitas a tenu au courant la police cantonale vaudoise de cette infiltration et des informations dont elle disposait. La police cantonale vaudoise qui n'a pas jugé utile d'informer les personnes victimes de cette surveillance scandaleuse » proclame le communiqué d'Attac Suisse.¹⁰⁴

La présidente d'honneur d'Attac France, Susan George, rédactrice de la préface du livre s'est également indignée et a fait remarqué que « si Nestle peut impunément infiltrer des groupes de citoyens et surveiller leurs activités entièrement licites et non-violentes comme s'il était un Etat infiltrant une cellule terroriste, alors les chercheurs en sciences sociales n'auront plus le droit de travailler, ni les journalistes de faire des enquêtes comme l'équipe de Temps Present l'a très courageusement fait. Plus personne ne pourra critiquer une entreprise transnationale ni défendre les droits de l'homme, du travail, de l'environnement »¹⁰⁵. Nestlé a en tout cas fait savoir que si le besoin se faisait sentir elle aurait de nouveau recours à ce genre de pratiques¹⁰⁶.

Cette pratique d'infiltration n'est pas réservée à Nestlé, comme le rappellent John Stauber et

104<http://www.suisse.attac.org/Plainte-suite-a-l-espionnage-d>

105<http://www.france.attac.org/spip.php?article8661>

106http://info.rsr.ch/fr/news/Affaire_Attac_Nestle_pourrait_recidiver.html?siteSect=2010&sid=9363948&cKey=1216838054000

Sheldon Rampton. Jeremy Rifkin, auteur militant du livre *Beyond Beef* où il recommandait aux consommateurs d'arrêter de manger du boeuf pour des raisons éthiques, sanitaires et écologiques en fit également les frais. Il fut publiquement dénoncé par le *Beef Council*, un groupe producteurs de boeuf, et par l'Association nationale des produits laitiers, respectivement clients des agences de relations publiques Ketchum et Morgan & Myers qui introduisirent une « taupe » dans l'équipe de bénévoles de l'auteur. Grâce au travail d'espionnage mené dans différentes organisations, Seymour « Bud » Vestermark obtint l'itinéraire de la tournée promotionnelle du livre de Rifkin, ce qui permit de déclencher contre lui une offensive de grande ampleur. Stauber et Rampton cite l'ouvrage de David Helvarg *The War Against the Greens* où celui-ci raconte que la tournée de Jeremy Rifkin au printemps 1992 : « dut être annulée après plusieurs sabotages successifs. D'après Melinda Mullin, chargée de la promotion de *Beyond Beef* chez Dutton Books, les producteurs de radio et de télévision qui avaient invité Rifkin dans leurs émissions commencèrent à recevoir des appels d'une femme qui se faisait passer pour elle et annulait les rendez-vous ou donnait de fausses informations sur les déplacements de Rifkin. Finalement, Mullin dut utiliser un nom de code pour communiquer avec les producteurs. Liz Einbinder, une productrice de radio de San Francisco qui avait *Beyond Beef* sur son bureau depuis plusieurs semaines, reçut des coups de téléphones hostiles à Jeremy Rifkin et un colis anonyme quelques heures après avoir contacté Melinda Mullin. Suite à cet incident, l'éditeur Dutton Books se demanda si ses téléphones n'étaient pas placés sur écoute »¹⁰⁷.

Sheldon et Rampton font aussi état du livre de David Steinman *Diet for a Poisoned Planet* dans lequel l'auteur démontrait que les aliments produits aux Etats-Unis, des raisins au yaourt en passant par le boeuf, contenaient des centaines de substances cancérigènes et d'autres produits contaminants, principalement des pesticides. Les auteurs de *L'industrie du mensonge* nous disent que l'Association des viticulteurs de Californie voulut alors s'assurer que le livre de Steinman serait immédiatement enterré. Pour cela ils firent appel à l'agence de relation publique Ketchum et à l'agence Edelman PR, dont l'agent Jean Rainey qui contacta le « Today Show » pour leur proposer des documents critiquant *Diet for a Poisoned Planet*. Ce dernier leur suggéra d'inviter le président de l'Association américaine des Diététiciens, dont nous avons plus haut souligné les liens avec l'industrie, afin de contrer les arguments de David Steinman. Le Today Show finit bien par interviewer Steinman mais ne diffusa jamais le reportage¹⁰⁸.

Quand à l'agence Ketchum Sheldon et Rampton rapporte qu'elle « ne se contente pas d'écrire des communiqués et d'organiser des conférences de presse, elle promeut de façon agressive ses

107John Stauber, Sheldon Rampton, *L'industrie du mensonge : lobbying, communication, publicité et médias*, Agone, 2004 p.23-24

108John Stauber, Sheldon Rampton, *L'industrie du mensonge : lobbying, communication, publicité et médias*, Agone, 2004 p.19

services en matière de « gestion de crise » - spécialité qui se développe dans le secteur du lobbying. Voici comment elle vante son expérience et affirme savoir gérer toutes sortes de problèmes : « Crises provoquées par la découverte de déchets toxiques, voire de déchets nucléaires de faible intensité ; relations avec les populations vivant à proximité des sites d'élimination du programme Superfund [censé localiser et nettoyer les décharges les plus dangereuses] ; réunions scientifiques où l'on débat de questions comme la toxicité des pesticides.¹⁰⁹ »

La stratégie de Ketchum pour gérer la crise induite par le livre de Steinman fut la collecte d'informations et de renseignements ainsi que l'obtention d'une copie du tapuscrit, ou des épreuves du livre, et le programme de la tournée de promotion. Là aussi un informateur impliqué dans la campagne du livre fut utilisé. Ce dernier communiqua à l'agence les dates et les noms des émissions auxquelles David Steinman devait participer. Les représentants de Ketchum expliquèrent aux responsables des programmes qu'il était injuste de laisser parler David Steinman sans que l'on puisse entendre un point de vue opposé, ou essayèrent de le présenter comme un « extrémiste loufoque sans aucune crédibilité. »

Le gouvernement fut également actionné dans cette affaire. Comme nous le précise Sheldon et Rampton, Elizabeth Whelan qui dirige le Conseil américain pour la science et la santé dont nous avons déjà parlé plus haut, groupe largement financé par l'industrie chimique et par ailleurs également client de l'agence Ketchum écrivit une lettre le 12 juillet 1990 au secrétaire général de la Maison-Blanche, John Sununu pour l'avertir que David Steinman et d'autres personnes « dont la spécialité est d'effrayer les consommateurs menaçaient le niveau de vie américain et pourraient constituer à l'avenir un danger pour la sécurité nationale ». Une copie de la lettre fut adressée aux directeurs de la Food and Drug Administration (FDA), au ministère de l'Agriculture, au ministère de la Santé et des Services sociaux, à l'Agence pour la protection de l'environnement et au Surgeon General, le chef des services de santé. L'ex-Surgeon General Everett Koop, un proche de Whelan fut également contacté et ce dernier se joignit à l'offensive contre Steinman en affirmant dans une déclaration envoyée aux quatre coins du pays que l'ouvrage était un « torchon ¹¹⁰».

Toujours selon les mêmes auteurs, en septembre 1990, avant la parution du livre de Steinman, le ministère de l'Agriculture lança sa propre offensive contre l'ouvrage en mobilisant quatre fonctionnaires. Selon un rapport du gouvernement, ce service ministériel pensait que « le travail de communication mené par les parties concernées en direction des médias a su réduire l'intérêt potentiel de l'opinion à propos des questions soulevées dans cet ouvrage¹¹¹ »

109John Stauber, Sheldon Rampton, *L'industrie du mensonge : lobbying, communication, publicité et médias*, Agone, 2004 p.18

110John Stauber, Sheldon Rampton, *L'industrie du mensonge : lobbying, communication, publicité et médias*, Agone, 2004 p.20

111John Stauber, Sheldon Rampton, *L'industrie du mensonge : lobbying, communication, publicité et médias*, Agone,

Selon Sheldon et Rampton : « le docteur William Marcus, alors principal conseiller scientifique de l'Agence pour la protection de l'environnement, écrivit l'introduction de *Diet for a Poisoned Planet*. Son opinion provoqua une violente réaction de Whelan, qui demanda à John Sununu de s'occuper personnellement de l'affaire. Elle fit également pression pour que William Marcus retire son introduction. Il refusa et fut licencié peu après. La politique fédérale a aujourd'hui changé : les fonctionnaires n'ont plus le droit d'écrire des préfaces... Cette campagne est exemplaire de la manière dont une agence de lobbying peut, en dehors de toute légitimité, décider des informations qu'elle juge aptes ou non à être transmises au public.¹¹² »

Le livre de Marion Nestlé *Food politics* dut lui aussi essuyer un feu croisé de critiques peu avant sa publication, orchestrées par une agence de relation publique selon Sheldon Rampton qui porta secours à l'universitaire pour prendre sa défense¹¹³.

En France également il existe de telle agence de communication, comme l'agence Protéines, que nous avons eu l'occasion d'évoquer plus haut dans notre travail. Cette agence existe depuis 1989, et conseille des groupes comme l'UIPP, l'Union des Industries pour la Protection des Plantes, qui constitue en France le plus grand lobby des pesticides, en répondant à cette question « comment prendre la parole dans un contexte où seuls les opposants parlent de pesticides ? En ouvrant le dialogue avec le grand public et les cibles privilégiées et en devenant une source d'information reconnue.¹¹⁴ » L'agence conseille également Mc Donald's : « comment intégrer Mc Donald's dans l'équilibre alimentaire du « mangeur » du 21ème siècle ? Mc Donald's optimise son offre, l'explique à tous ses publics et installe avec eux de nouvelles relations ¹¹⁵» ou bien Ferrero : « pour Kinder, Nutella... plus que jamais, le droit au plaisir doit s'affirmer dans une époque qui préfère trop souvent la prohibition à l'éducation. Ferrero le défend et replace la gourmandise dans son contexte affectif, social... et éducatif.¹¹⁶ » On notera que malgré les intentions affichées d'être en première ligne sur les questions de santé, Protéines s'évertue à faire la communication de groupes dont ce n'est à première vue guère la préoccupation, comme c'est le cas des trois exemples que nous venons de citer.

D'autres exemples de relation publique peuvent être donnés, avec par exemple le fossé qui existe entre ce que disent les groupes agroindustriels à propos de leurs efforts en vue de lutter contre l'obésité et leurs actes concrets. David Ludwig et Marion Nestle, dans une étude publiée dans le *Journal of American Medical Association* (JAMA), l'un des plus réputés au monde, font état de ce

2004 p.21

112idem

113Marion Nestlé, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 préface vii-viii

114http://www.proteines.fr/-contenu-?id_article=44

115http://www.proteines.fr/-contenu-?id_article=25

116http://www.proteines.fr/-contenu-?id_article=43

double langage. D'un côté des entreprises comme Mc Donald's, PepsiCo, Coca-Cola, ou Kraft s'engagent pour évincer l'obésité à travers des prises de position comme celle-ci, faite par Mc Donald's : « nous encourageons les individus à faire des choix informés pour savoir comment maintenir un équilibre essentiel entre prise d'énergie (les calories consommées dans la nourriture) et la dépense d'énergie (les calories brûlées dans la dépense physique) ». Ludwig et Nestle citent l'étude de Simon qui aboutit à la conclusion que les entreprises « font du lobbying de manière agressive contre les politiques visant à améliorer la santé des enfants; font des constats trompeurs et déforment leurs politiques à des rencontres gouvernementales et dans d'autres rendez-vous publics; font des promesses publiques de responsabilité de l'entreprise qui semblent bonnes, mais qui ne sont en fait rien de plus que de la relation publique »¹¹⁷.

Ainsi, Kraft resta fortement engagé dans le marketing de produits néfastes pour la santé à l'encontre des enfants, malgré des promesses de lutte contre l'obésité infantile annoncée en grande fanfare en 2003¹¹⁸.

Ludwig et Nestle abordent aussi le cas du Center for Consumer Freedom (CCF ou Centre pour la Liberté des Consommateurs). Avec un budget supérieur à 3 millions de dollars, le CCF fait du lobby intensif contre les campagnes de santé publique contre l'obésité, la législation qui vise à réguler le marché de la junk food pour les enfants, et les scientifiques qui apportent leur soutien à des diètes plus saines. Le CCF revendique que « leur stratégie est de fusiller le messenger... Nous devons attaquer la crédibilité des activistes en tant que preneurs de parole. » Selon le centre pour les Media et la Démocratie, le CCF est surtout financé par des donations provenant de compagnies comme Coca-Cola, Cargill, Tyson Foods, et Wendy's, ce qui leur permet de soutenir des pratiques obséquieuses de lobbying tout en clamant être des citoyens tout à fait responsables.¹¹⁹

2.3.1.1) Conclusion

Les sociétés agroalimentaires, comme d'autres firmes privées ne se refusent pas l'aide de firmes de relation publique ou de sécurité pour contrôler leur image vis-à-vis du public, quitte à faire en sorte que certains ouvrages ne parviennent pas jusqu'à la population et ne puisse pas nourrir le débat public comme l'on pourrait l'attendre en démocratie qui permet également avec la bénédiction de la police qu'une multinationale infiltre un groupe de citoyens et le traite comme une bande de terroristes.

117 David S. Ludwig, Marion Nestle, Can the Food Industry Play a Constructive Role in the Obesity Epidemic? *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

118 David S. Ludwig, Marion Nestle, Can the Food Industry Play a Constructive Role in the Obesity Epidemic? *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

119 idem

2.3.2) Usage des tribunaux

Quand la publicité, les relations publiques, les arrangements avec les experts, le lobbying et les autres efforts discutés plus haut s'avèrent insuffisants pour protéger les ventes, l'industrie agroalimentaire s'engage alors dans une autre stratégie qui consiste à poursuivre les critiques devant les tribunaux pour diffamation, et ceci également pour intimider d'autres critiques des conséquences de leurs actes.

2.3.2.1) Le cas de McDonald's contre London Greenpeace : Mc Libel

D'après Marion Nestle, à la fin des années 80, Greenpeace Londres, un petit groupe d'activistes sans connection avec Greenpeace International, commença à distribuer des brochures titrées « *Qu'est-ce qui ne va pas chez Mc Donald's ? Tout ce qu'ils ne veulent pas que vous sachiez* ». La brochure disait que « plus vous en savez sur la nourriture préparée par Mc Donald's, moins vous en aurez envie... [et] la vérité au sujet des hamburgers est telle que vous pourrez vous en passer pour le reste de votre vie »¹²⁰. La brochure chargeait Mc Donald's d'exploitation des producteurs de nourriture dans les pays en voie de développement, des enfants et de ses employés, ainsi que de la destruction des forêts primaires, de la production d'une nourriture pas bonne pour la santé basée sur la torture et le meurtre des animaux.

Mc Donald's aurait très bien pu ignorer ces attaques, mais préféra poursuivre cinq des membres de Greenpeace Londres pour diffamation dans un procès qui porta bientôt le nom de Mc Libel. Sous la loi britannique de la diffamation, c'est à la défense de prouver que leurs accusations sont vraies. Cette tâche est particulièrement difficile et la plupart des personnes ainsi poursuivies préfèrent abjurer pour que le cas soit réglé. Trois des accusés suivirent cette voie, mais deux autres s'engagèrent dans le procès. Après deux ans et demi d'instruction à partir de 1994, l'audition de 180 témoins dont beaucoup de chercheurs leaders en nutrition, et la revue de plus de 60 000 pages de dossier, le juge jugea que la défense avait en effet diffamé Mc Donald's dans la mesure où ils n'avaient pas pu prouver que la compagnie détruisait les forêts primaires, établissait des discriminations parmi les employés, ou empoisonnait les consommateurs. Par contre le juge ne trouva pas diffamatoire les accusations qui portaient sur la cruauté envers les animaux, l'exploitation des enfants au sein des publicités et le fait de déprécier les salaires au sein de l'industrie des fast-food.

Pour Marion Nestle : « Lorsqu'il se termina, le procès était devenu « l'une des plus grandes

¹²⁰Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007, p.160

histoires de David contre Goliath de la jurisprudence de loi commune ». Le procès n'avait pas seulement attiré l'attention du public sur les problèmes éthiques du marketing de Mc Donald's vis-à-vis des enfants pour ce qui concerne les diètes hautes en calories, en graisses saturées et en sodium, il avait aussi illustré le temps et l'argent qu'une compagnie alimentaire était prête à mettre sur le tapis pour faire taire les critiques »¹²¹. En effet Mc Donald's ne dépensa pas moins de 15 millions de dollars dans ce procès.¹²²

2.3.2.2) Le cas des éleveurs contre Oprah Winfrey

En avril 1996, Oprah Winfrey, une célèbre présentatrice de Talk Show aux Etats-Unis invita Howard Lyman, un activiste végétarien de l'Human Society of the United States pour parler des implications pour les américains de l'épidémie de vache folle qui commençait en Grande Bretagne.

Les prix pour le boeuf chutèrent de 10% après la diffusion de l'émission, regardée par près de 22 millions d'américains. Un éleveur texan dit à un reporter que sa compagnie avait perdu 7 millions de dollars suite au show. Lui et d'autres éleveurs intentèrent un procès contre Oprah Winfrey pour incitation à la peur de manger du boeuf dans les esprits des consommateurs. Le procès commença en janvier 1998. Les avocats d'Oprah Winfrey montrèrent que le prix du boeuf était en train de chuter avant la diffusion de l'émission, et cette dernière gagna son procès.

Mais comme le déclare Marion Nestle : « Avec cette victoire, Oprah Winfrey avait remporté le procès, mais à un coût énorme ; ses contributions légales ont atteint les 1 million de dollars. Sur ce seul point, les éleveurs ont réussi leur but réel : de « rendre les reporters, les journalistes et les présentateurs de télévision – et qu'importe comment Oprah se considère elle-même – plus prudents. » Bien qu'ils perdirent le procès, les éleveurs eurent le succès de démontrer que la menace d'un procès pouvait orienter le débat sur les pratiques controversées de l'industrie agroalimentaire. ¹²³»

2.3.2.3) Le cas de Pierre Meneton contre le comité des Salines de France

En 2006, le chercheur et lanceur d'alerte de l'Inserm (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale) Pierre Meneton publiait une interview dans le mensuel TOC où il insinuait que « le lobby des producteurs de sel et du secteur agroalimentaire (était) très puissant » et « désinform(ait) les professionnels de la santé et les médias ». L'article, intitulé « Scandale

121 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.161

122 idem

123 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.164-165

alimentaire: sel, le vice caché », était accompagné d'une boîte de sel où figurait la mention « le sel tue », comparable à celle figurant sur les paquets de cigarettes. Le comité des Salines de France, syndicat qui regroupe la majorité des producteurs français de sel a poursuivi le chercheur ainsi que le journaliste auteur de l'article, Pierre Cattan, et le directeur de la publication du mensuel, Arnaud Champremier pour diffamation.

Selon un article publié dans Libération, pour le tribunal, « il ne s'agit que de l'évocation d'une question d'ordre général sur l'utilisation excessive d'un produit naturel qui, quelle que soit sa pertinence, ne dépasse pas les limites autorisées de la liberté d'expression dans une société démocratique ». Par ailleurs, relèvent les juges, « le titre de l'article et la mention portée sur la boîte de sel (...) s'analysent comme la critique d'un produit », or « les appréciations, même excessives, touchant les produits, les services ou les prestations n'entrent pas dans les prévisions » des lois françaises sur la diffamation. En outre, soulignent-ils, si le chercheur critique le sel, « le produit n'est pas dénigré en lui-même, la qualité du sel français n'étant, en particulier, pas remise en cause ». Le tribunal a ainsi débouté de sa plainte le comité des Salines de France en mars 2008.

Toujours selon le journal Libération, lors de l'audience du 31 janvier, Pierre Meneton avait rappelé qu'en France l'excès de sel était responsable de 100 décès par jour, décès imputables à des maladies cardio-vasculaires favorisées notamment par l'hypertension. Selon l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments), la communauté scientifique admet généralement que 4 grammes de sel sont suffisants pour combler les besoins quotidiens d'un adulte. Or, les Français en consomment deux à trois fois plus.

Devant le tribunal, Pierre Meneton s'était dit « pas étonné » des poursuites du Comité des Salines de France, les producteurs de sel ayant poursuivi l'équivalent américain de l'Inserm en 2003 et des poursuites similaires ayant eu lieu en Grande-Bretagne en 2005. Dans les deux cas, avait-il rappelé, « ils ont perdu ». « Cela fait plus de vingt ans qu'un lobby du sel fait de la désinformation sur le lien entre l'excès de sel et les effets délétères sur la santé (...) alors que des dizaines de publications scientifiques disent le contraire », avait témoigné le chercheur, accusant le lobby de produire « des chiffres minorés », notamment sur le sel caché préincorporé dans les aliments¹²⁴.

En effet, depuis une quarantaine d'années, plusieurs dizaines d'expertises collectives ont montré que l'excès de sel chronique a des conséquences néfastes pour la santé. De l'Académie Américaine des Sciences à l'Association Américaine du Coeur, en passant par l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA), toutes ces instances ont recommandé une baisse en apport en sel. Et pourtant le comité des salines a soutenu pendant toutes ces années le contraire, comme c'est le cas dans ce rapport de l'Assemblée générale

124<http://www.liberation.fr/societe/010131341-le-lobby-du-sel-perd-son-proces-contre-un-chercheur-de-l-inserm>

de 1992 : « L'événement le plus marquant de l'actualité salinière a été le Septième Symposium International du Sel. Il s'est déroulé du 6 au 9 avril 1992 à Kyoto. Les membres du Comité Européen d'Etude du Sel ont pris une part active dans le déroulement des sessions, soit en les animant, soit en y présentant des exposés. Ceux-ci ont été regroupés sous cinq rubriques. Pour la première fois, l'une d'elle était réservée au thème « sel et santé ». A cette occasion, il est apparu que le rôle du sel dans l'incidence et la maintenance de l'hypertension était fortement contesté et que des apports insuffisants en sel, alors qu'il avait été choisi comme vecteur de l'iode, pouvait justifier l'inquiétude des spécialistes. Ceux-ci ont de nouveau exprimé leurs préoccupations lors du séminaire organisé à Bruxelles et demandé la mobilisation de tous ceux qui sont intéressés par une supplémentation en iode plus idoine. Les mises en garde de plusieurs experts, membres de la Commission médicale consultative, à propos des méta-analyses utilisées pour démontrer des a priori ont trouvé une confirmation éclatante dans les interventions du professeur Swales qui a rappelé, en prenant l'exemple du chlorure de sodium et de l'hypertension, qu'un rapprochement arbitraire d'études effectuées à partir de protocoles différents et mal contrôlés pouvait facilement déboucher sur des conclusions erronées. Les travaux poursuivis en Allemagne ont montré qu'une restriction sodée même modérée (5 grammes/jour) avait pour effet une augmentation du taux de cholestérol... En outre, chez les sujets âgés, elle affectait négativement les fonctions cognitives... ¹²⁵»

Ces efforts de l'industrie du sel pour se défendre fait dire à Pierre Meneton qu'elle « s'emploie à faire croire à une controverse, d'un débat au sujet de la nocivité de l'excès de sel, en mettant en avant les quelques études allant dans leur sens ¹²⁶»

Avant le procès, Pierre Meneton avait fait l'objet d'autres types de pression pour le faire taire. Le Comité des salines de France avait envoyé par exemple une lettre au directeur général de l'INSERM en 2006 pour faire pression sur lui. Il y était écrit : « Dans un récent passé, nous avons alerté sur les attaques sans fondement scientifique à l'égard du sel alimentaire auquel dans sa monomanie Pierre Meneton se livrait sans discernement ni mesure. Nous nous réservons d'engager des poursuites prévues par la loi, néanmoins dès à présent nous vous invitons à prendre à l'égard de ce chercheur extravagant les sanctions qui s'imposent et de publier un communiqué marquant clairement que l'INSERM se désolidarise de ces allégations. ¹²⁷»

Le chercheur réagit à cette lettre en disant qu'il ne « faut pas que les gens s'imaginent que ce type de lettre ou de pression se fait une fois tous les trois ou quatre ans, non c'est une action de lobbying qui est continue et systématique, qui concerne les professionnels de santé, mais aussi les

125 Pierre Meneton, *Le sel, un tueur caché*, Favre, 2009 p.65

126 Pierre Meneton, *Le sel, un tueur caché*, Favre, 2009 p.92

127 Documentaire « Alerte dans nos assiettes » de Philippe Borrel

médias, les parlementaires, le monde politique, les cabinets ministériels, les enseignants. ¹²⁸»

Ce procès montre également un autre élément très bien résumé par cette phrase de Pierre Meneton : « Je suis un peu surpris, en effet dans un pays de 60 millions d'habitants ce sont des individus qui sont, qui doivent monter au créneau sur de tels sujets alors qu'on a quand même des agences, des instituts, un ministère de la santé qui normalement sont là pour s'occuper de la population ¹²⁹». Cette assertion met bien en évidence le fait que malgré la protection des agences publiques travaillant sur le thème de l'alimentation, les choses ne se font pas d'elle-même lorsque des intérêts économiques sont en jeu et que cela nécessite l'implication de lanceurs d'alerte comme Pierre Meneton pour faire avancer les débats. En effet, comme le reconnaît ce dernier : « depuis 2002, la position des pouvoirs publics français, c'est de reconnaître l'existence du problème, mais de dire on se repose sur le volontariat du secteur agroalimentaire pour remédier à ce problème. Or on voit actuellement et c'est la dernière enquête de l'AFSSA qui le montre très bien que la situation n'a pratiquement pas évolué entre 2000 et 2007 en France sur le problème de l'excès de sel »¹³⁰.

L'exemple du sel et des positions défendues par Pierre meneton en matière de réponse des pouvoirs publics rappelle les propositions formulées par Ludwig et Nestle. Pour ces derniers dans le cas de l'obésité, « l'industrie agroalimentaire, considéré comme un acteur majeur dans la campagne contre l'obésité, est activement encouragée à participer à des ateliers sponsorisés par le gouvernement, à contribuer à la formulation de politiques nationales nutritionnelles, affiliées avec des initiatives financées par l'Etat, et faire des partenariats avec des scientifiques et des associations professionnelles. Plus ou moins, il a été demandé à l'industrie agroalimentaire d'établir des codes de bonnes conduites volontaires pour la qualité nutritionnelle et les pratiques de marketing, parfois en coopération avec des organisations de santé publique. Pourtant, cette approche de concertation semble plus favorable aux intérêts de l'industrie qu'à ceux du public. » Ainsi pour ces auteurs, comme pour Pierre Meneton, le rôle de l'Etat serait tout autre, il devrait « réguler des standards rigoureux pour la nutrition dans les écoles, bannir le marketing visant les enfants, et interdire les réclamations de santé sur les labels alimentaires »¹³¹. On est bien loin de la volonté d'autocontrôles voulus par les industriels pour s'autoréguler.

2.3.2.4) Conclusion

Même si les exemples de procès que nous avons donnés tendent finalement à donner raison

128 idem

129 idem

130 idem

131 David S. Ludwig, Marion Nestle, « Can the Food Industry Play a Constructive rôle in the Obesity Epidemic? » *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808)

à ceux que l'industrie agroalimentaire a agressé, il n'en reste pas moins que cela fut atteint à grands frais pour ceux qui s'exposèrent au courroux de l'industrie, comme le rappelle Marion Nestle pour le cas d'Oprah Winfrey et que cela peut avoir tendance à décourager d'autres critiques d'être faites.

2.4) Instrumentalisation du PNNS et des *Apports Nationaux Conseillés* (ANC) de l'AFSSA : le cas des laitages

Lancé en janvier 2001 par le ministère de la Santé et par le ministère de l'Agriculture, le Programme National Nutrition-Santé (PNNS) doit amener les Français à mieux s'alimenter afin de prévenir les maladies chroniques. Certaines de ses recommandations remportent l'adhésion de tous, comme celle visant à faire consommer plus de fruits et de légumes, mais ce n'est pas le cas de toutes. Comme nous allons le montrer la question des produits laitiers est particulièrement intéressante vu qu'il est possible en se basant sur les dernières avancées scientifiques d'aboutir à des conclusions différentes du PNNS et des *Apports Nationaux Conseillés* (ANC) de l'AFSSA, et de poser la question de l'influence de l'industrie laitière en la matière. Cela est d'autant plus important que le Programme National Nutrition-Santé et les *Apports Nationaux Conseillés* sont des références incontournables des diététiciens et nutritionnistes.

Pour Thierry Souccar et Isabelle Robard, l'une des critiques fondamentales que l'on peut faire au PNNS c'est de ménager les industriels en évitant soigneusement tout ce qui pourrait conduire à privilégier un type d'aliment au détriment d'un autre, comme c'est le cas par exemple pour les huiles de table. Au lieu de conseiller clairement l'usage de l'huile de colza et de l'huile d'olive, associées à une meilleure santé cardio-vasculaire, les auteurs du PNNS préfèrent entretenir la confusion en recommandant de « varier les huiles pour bénéficier de leurs avantages spécifiques »

Pour les auteurs de *Santé, mensonges et propagande*, « le PNNS se refuse en effet à « présenter un modèle [alimentaire] idéal, normatif et moralisateur ». il ne faut pas « contraindre ou interdire certains aliments ». Cette timidité s'explique peut-être par la présence du ministère de l'Agriculture dans le poulailler du PNNS, et par les liens étroits qui unissent depuis de longues années certains des principaux responsables du PNNS à l'industrie agroalimentaire.

Grâce au flou qui l'entoure, le PNNS est d'ailleurs applaudi par l'ensemble des industriels des filières de l'agro-business. Mieux : le PNNS est devenu un argument marketing pour promouvoir une nuée de produits qui n'ont pas toujours grand-chose à voir avec la santé. ¹³²»

Comme le rappelle Marion Nestle : « je pense que tous les guides alimentaires produits par

132 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.327

les gouvernements sont biaisés, parce qu'ils doivent concilier des impératifs de santé et des impératifs économiques, ce qui est très difficile»¹³³. L'exemple des produits laitiers illustre parfaitement cette assertion comme nous allons le voir.

Thierry Souccar mentionne tout d'abord la place de l'industrie laitière dans le paysage français, soit :

- un chiffre d'affaires qui dépasse 20 milliards d'euros, c'est 16% de la production européenne et 5% de la production mondiale.
- 20% du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires françaises, elle emploie directement 180 000 personnes.
- Le premier annonceur publicitaire de l'agro-alimentaire
- 371 kilogrammes d'équivalent lait entier par an consommés par chaque français¹³⁴.

2.4.1) Des liens étroits entre secteur public et privé

Pour le professeur Walter Willett, de l'Ecole de santé publique de l'université Harvard, : « il y a un problème sérieux quand les recommandations nutritionnelles sont sous le contrôle d'un organisme dont les membres entretiennent des liens étroits avec l'agro-business, parce que leur influence, pour ne citer que l'industrie de la viande et du lait, est très puissante. [...] Je serais bien plus à l'aise si ces recommandations étaient sous la responsabilité d'une organisation non gouvernementale¹³⁵ »

En effet, en France également les liens des chercheurs du PNNS et de l'industrie laitière sont étroits, à commencer par son président, Serge Herberg qui était membre du comité scientifique de Candia jusqu'à une date récente et qui prit ses distances suite à la publication des livres de Thierry Souccar selon ce dernier, qui portait à la connaissance du public ces conflits d'intérêt patents. C'est ainsi que le PNNS en 2001 se fixait lui comme objectif prioritaire « d'augmenter [chez tous les Français] la consommation de calcium » en consommant notamment « trois produits laitiers par jour » Pour Thierry Souccar « ces recommandations ont été d'autant plus facilement entérinées par le PNNS qu'y participaient deux cadres de Candia, un de Danone, un autre médecin membre du conseil scientifique Candia, un médecin membre du conseil scientifique Danone, un médecin membre du conseil scientifique Nestlé, un représentants de Kellogg's qui ne vend pas des laitages mais en fait la promotion active.¹³⁶ »

133 http://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Entrevues/Fiche.aspx?doc=nestle_m_20050606

134 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.27

135 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.323

136 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.55

Pour ce qui est des Apports Nationaux Conseillés rédigés en 2001 par l'AFSSA, ceux pour le calcium ont été confiés à un ex-chercheur de l'INRA (Institut National de Recherche Agronomique), Léon Guéguen qui siège au sein du comité scientifique de l'institut Candia. Pour Thierry Souccar et Isabelle Robard, « les apports en calcium conseillés par Léon Guéguen et les experts de l'AFSSA ont été révus à la hausse pour les enfants de 7 à 9 ans, qui ont dorénavant besoin de 900 mg de calcium par jour (+30%), les enfants de 10 à 12 ans, les femmes de plus de 55 ans et les hommes de plus de 65 ans ont quant à eux besoin de désormais de 1,2 g de calcium par jour (soit +20% pour les enfants et +33% pour les adultes concernés).

Pour monsieur Guéguen, il existe un moyen simple d'identifier les Français qui risquent de manquer de calcium : « il s'agit de tous les individus dont la consommation journalière est inférieure à un quart de litre de lait ou à son équivalent [laitier]. » Car, et la phrase est mise en exergue, « un régime sans produits laitiers ne fournit pas plus de 400-500 mg par jour ». Et notre expert de poursuivre : « il est incontestable qu'une forte consommation de lait et de produits laitiers pendant l'enfance et surtout l'adolescence détermine l'acquisition du pic de masse osseuse et est associée à une densité osseuse plus élevée chez les jeunes adultes. De plus ces habitudes alimentaires se prolongent souvent à l'âge adulte, et constituent alors un facteur important de prévention de l'ostéoporose.¹³⁷ »

Thierry Souccar et Isabelle Robard font remarquer que les lecteurs des *Apports Nationaux Conseillés* pour la population française ne peuvent savoir que ces lignes sont dues à un conseiller de Candia, information qui ne figure nulle part dans l'ouvrage.

Pour ce qui est de l'AFSSA, Thierry Souccar montre que « sur les 29 membres du comité d'experts en nutrition humaine de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), c'est-à-dire le comité chargé de conseiller les Français sur leur alimentation, 20 avaient des liens de collaboration avec l'industrie laitière. Treize de ces experts travaillaient avec Danone. Le président du comité lui-même, un pédiatre, siégeait au conseil scientifique de Nestlé France.

Aucun de ces liens n'est jamais porté à la connaissance du public comme la loi l'exige pourtant des experts lorsqu'ils s'expriment dans la presse, à la radio, à la télévision ou dans les congrès¹³⁸».

La frontière entre acteurs du secteur public et du secteur privé est donc plus que floue, comme en témoigne le document officiel à l'en-tête du PNNS, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, du ministère de la Santé, et de la Direction générale de la santé publié en octobre 2001 sous le titre *Prévention des fractures liées à l'ostéoporose, nutrition de la personne âgée*. Comme

137 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.68

138Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.55

nous dit Thierry Souccar : « ce livret officiel a été rédigé avec la collaboration de la responsable nutrition du CERIN, présentée laconiquement dans le document comme « nutritionniste, Paris », et d'un professeur de rhumatologie de Tours présenté tout aussi sobrement dans ce document comme « gériatre », alors qu'il siège au conseil scientifique de Danone. Pas étonnant que le message principal de ce document d'une indiscutable objectivité tourne autour du caractère quasi obligatoire des laitages. Le terme lait ou assimilé y figure d'ailleurs quatre-vingt-dix-huit fois en quarante-cinq pages. [...] Ce livret officiel propose aussi 9 recettes lactées dont à nouveau une « soupe au lait », ou un soufflé au roquefort »¹³⁹.

La collaboration entre le CERIN et les pouvoirs publics s'étend aux directions sanitaires locales, dans le cadre de formations à la nutrition, comme la « *Formation alimentation nutrition destinée aux aidants à domicile* » organisée par la direction régionale de l'action sanitaire et sociale des Pays de la Loire¹⁴⁰.

2.4.2) l'argument du calcium pour les os

Le lait apparaît toujours comme un aliment essentiel, notamment par son apport de calcium qui serait censé prévenir l'ostéoporose qui frappe de nombreux pays industrialisés. Depuis 1979 et l'étude de Velimir Matkovic et de Christopher Nordin qui a montré que plus une population consommait de calcium laitier plus sa masse osseuse est plus élevée et conserve plus d'os et connaît un risque inférieur de fracture, l'équation liant le calcium, donc les produits laitiers à un pic de masse osseuse maximale à 20 ans et à une densité osseuse élevée à 50 ans établissait que cela conduisait à un risque plus faible de fracture. Cette antienne a depuis été reprise par de nombreux organismes privés et publics s'occupant de santé et s'est établie comme une vérité incontestable.

Pourtant, dès 1982, Robert Heaney, qui travaillait pourtant pour le *National Dairy Council*, le conseil national des produits laitiers, devait reconnaître « que la plupart des études épidémiologiques publiées sur la consommation de calcium, n'ont trouvé aucune association ou une association très faible entre la consommation de calcium alimentaire et la masse osseuse ». Il ajoute qu'il « n'existe aucune étude pour indiquer que la consommation de calcium intervient directement dans le pic de masse osseuse ». Quant aux études d'intervention au cours desquelles on a donné des suppléments de calcium pour voir s'ils peuvent ralentir la perte osseuse chez des femmes ménopausées et chez des femmes atteintes d'ostéoporose, Heaney reconnaît, après avoir passé en revue leurs résultats contradictoires « qu'elles ne permettent aucune conclusion ferme ». Il ajoute

139Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.59

140Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.60

enfin que « les données disponibles prises collectivement n'indiquent pas qu'en augmentant la consommation de calcium on abolira le problème de l'ostéoporose »¹⁴¹.

Pour Thierry Souccar : « Dès le début, en réalité, les consignes de l'OMS sur la primauté de la densité minérale osseuse n'ont pas été unanimement acceptées. Dès la publication de ces critères, plusieurs voix s'élèvent pour en contester la pertinence y compris dans des sociétés savantes comme au Japon, la Société pour la recherche sur l'os. Ces chercheurs font valoir qu'une densité osseuse basse peut refléter deux situations bien distinctes : un état normal comme un état pathologique. Par exemple, dans les pays asiatiques et africains, la densité minérale osseuse est plus faible qu'en Occident, et pourtant l'ostéoporose y est plus rare ! C'est aussi ce qui a été observé chez des végétariens stricts.

Ainsi un grand nombre de personnes dont le score de densité osseuse est bas ne connaîtront jamais de fracture, et un nombre tout aussi important dont le score est élevé, se casseront un os. Dans l'étude SOF (*Study of Osteoporotic Fractures*) plus de la moitié des femmes ménopausées qui ont souffert d'une fracture du col du fémur avaient un score de densitométrie (T-score) suffisamment élevé pour qu'elles ne soient pas considérées comme ostéoporotiques. D'une manière générale, si la mesure de la densité osseuse peut prédire un risque élevé à l'échelle d'une population, elle ne peut pas prédire avec fiabilité le risque de fracture chez un individu »¹⁴².

Une étude a trouvé que « 85% des facteurs qui contribuent à l'augmentation du taux de fractures n'ont aucun lien avec la densité osseuse ». La taille de l'os, sa forme, l'intégrité des fibres de collagène, la vitesse de renouvellement osseux affectent aussi la solidité de l'os¹⁴³.

En mars 2008, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié un outil de dépistage des fractures d'ostéoporose appelé FRAX qui ne prend pas en compte la densité minérale osseuse mais l'âge, le sexe, l'existence d'une fracture avant 50 ans, l'usage de corticostéroïdes, l'existence d'une polyarthrite rhumatoïde, d'une ostéoporose secondaire à une maladie, le tabagisme, la consommation de plus de deux verres d'alcool par jour et l'indice de masse corporelle. L'OMS ne s'intéresse donc pas ici du niveau de consommation de laitages ni de celui du calcium.

Ceci peut s'expliquer « par cette enquête suédoise, d'après Thierry Souccar, dans laquelle des habitants de Malmö se sont prêtés à des mesures de densité minérale osseuse. Les résultats ont été comparés à ceux obtenus aux Etats-Unis, en France, et au Japon. Les taux de fractures ont aussi été comparés d'une population à l'autre. [...] Suédois et Américains ont des niveaux de densité osseuse comparables, mais supérieurs à ceux relevés en France et au Japon. Les Suédois ont donc des os plus lourds que les Français et les Japonais. Selon le modèle déjà exposé, ils doivent être protégés

141Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.71

142Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.82

143 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.83

du risque de fracture. Eh bien pas du tout : la Suède détient le record mondial de fractures d'ostéoporose – et selon cette étude, une sorte de record de densité osseuse. Les auteurs de l'étude concluent que « le taux plus élevé de fractures dans les pays scandinaves ne peut s'expliquer par une masse osseuse plus faible. » »¹⁴⁴

D'où la question, les laitages est-ce donc bien moins de fractures ou non ?

Pour l'INRA, « le calcium du lait prévient l'ostéoporose » toujours en 2008, alors que de nombreuses voix s'élèvent pour défendre l'idée contraire, comme celle du professeur Mark Hegsted, professeur émérite de nutrition de l'université Harvard qui dit que « croire que l'ostéoporose est due à un manque de calcium, c'est croire que les infections sont dues à un manque de pénicilline ¹⁴⁵ ». Colin Campbell, l'un des chercheurs en nutrition les plus respectés des Etats-Unis, avec à son actif plus de 300 études, parmi lesquelles l'enquête épidémiologique la plus complète sur les comportements alimentaires et la santé baptisée *The China Study* en vient lui aussi à la même conclusion après plus de 40 ans de recherche : « on nous alerte presque quotidiennement sur la nécessité de consommer du calcium laitier pour renforcer les os. Nous sommes submergés sous une avalanche de commentaires nous avertissant que la plupart d'entre nous ne couvrent pas leurs besoins en calcium. Mais cette orgie de calcium n'est pas justifiée. ¹⁴⁶ »

La question de la justification de ces recommandations est de taille puisqu'elle concerne directement 200 millions de femmes dans le monde, aux Etats-Unis seulement, l'ostéoporose coûte directement plus de 14 milliards de dollars.

En France, les Françaises et les Français consomment déjà en moyenne 2,1 à 2,8 produits laitiers par jour, soit presque les 3 produits laitiers par jour recommandés. Pourtant les nombreuses études de population sont claires : moins, dans un pays, on consomme de lait et de protéines animales, plus les os sont en bonne santé¹⁴⁷. Au Nigéria par exemple, où l'on boit très peu de lait, le ratio entre protéines animales et protéines végétales est dix fois plus faible que celui relevé en Allemagne. L'incidence de fractures du col du fémur y est plus basse de 99%. En 2002, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a clairement identifié cette situation sous le nom de « paradoxe du calcium ».

Plusieurs réponses ont été apportées pour réfuter les arguments avancés par Thierry Souccar, notamment celui qui dit qu'il est normal qu'on ait plus d'ostéoporose en Europe car on y vit plus longtemps qu'ailleurs. Mais ce dernier leur a répondu que cet argument ne tient pas dans la mesure où les taux de l'OMS sont rapportés à chaque tranche d'âge pour pouvoir être comparés. Et qu'en

144 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.84

145 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.87

146 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.88

147Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.92

plus on ne vit pas plus longtemps en Europe qu'au Japon par exemple.

Le nutritionniste Jacques Fricker a également tenu à répondre à Thierry Souccar en expliquant que si les scandinaves ont plus de fractures, c'est parce qu'ils manquent de vitamine D par manque de soleil, un nutriment important pour la santé des os. Mais pour Souccar, cela n'explique pas que les fractures augmentent aussi en Grèce en dépit d'une explosion de la consommation des laitages et d'une forte exposition au soleil, comme c'est le cas également pour l'Australie.

Reste l'argument comme quoi on ne peut pas comparer des populations qui ne sont pas comparables au moins génétiquement et dans la plupart des facettes de leur mode de vie. Souccar répond à cela par l'étude des deux Chines, celle du continent, où l'on observe que peu de fractures et où l'on ne consomme que très peu de laitages et celle de Hong-Kong qui a adopté un style de vie occidental et où l'on observe un nombre de fracture proche de celui des pays européens. Souccar en conclut que « l'épidémie d'ostéoporose qui affecte Hong-Kong alors qu'elle a jusqu'ici épargné la Chine continentale ne peut pas s'expliquer par des différences génétiques, de longueur du col du fémur, de position du centre de gravité ou de niveau de vitamine D. Elle est étroitement liée à l'adoption d'une alimentation occidentalisation qui est caractérisée par la montée des laitages, des viandes, du sel et des boissons sucrées. ¹⁴⁸»

Les études de population sont intéressantes mais pas très fiables, pour se forger une opinion un peu plus ferme, il faut se tourner vers d'autres types d'études, épidémiologiques et cliniques. De nombreuses recherches ont été menées. Pour y voir plus clair sur l'affaire du calcium, laitier ou pas, et des os, les études individuelles, qu'elles soient cliniques ou épidémiologiques, ont fait l'objet de plusieurs grandes reviews ou méta-analyses, qui est une analyse statistique combinée des résultats de plusieurs études isolées, afin d'en tirer un enseignement. Ces analyses ont été conduites par neuf groupes de chercheurs avec chacun leurs propres méthodes. Sept de ces analyses s'intéressaient au calcium laitier. « Toutes, sauf une, ont conclu qu'il ne sert à rien de consommer plus de calcium laitier pour avoir des os plus solides. La seule analyse ayant trouvé des vertus aux laitages est signée d'un médecin payé par l'industrie laitière. ¹⁴⁹» Comme celle par exemple menée par une unité de l'OMS dirigée par John Kanis, de l'université de Sheffield, en 1999, qui analyse 75 études et qui conclut : « Il n'y a pas de preuves qu'une consommation accrue de calcium ait d'effet sur la consolidation du squelette ou sur le risque de fracture avant ou après l'arrêt de la croissance longitudinale ». Ils ajoutent, à l'endroit des femmes de plus de 50 ans : « Il n'est guère justifié d'inciter la population postménopausée à augmenter sa consommation de calcium »¹⁵⁰.

148Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.96-97

149Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.98

150Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.100

Il ne semble pas y avoir plus de preuve que le calcium participe à la bonne santé des os chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte jeune, malgré les recommandations de l'AFSSA qui tablent sur 500 mg de calcium de 1 à 3 ans, 800 mg de 4 à 9 ans, 1200 mg de 10 à 18 ans et 900 au delà de 18 ans en mettant l'accent sur les produits laitiers, comme c'est le cas également de l'Inpes (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) qui précise que « les jeunes doivent veiller à consommer suffisamment de laitages en jouant sur la variété ¹⁵¹» et qui chiffre ce suffisamment à 3 à 4 laitages par jour. Pourtant ce n'est pas la conclusion de l'étude de Amy Joy Lanou, Susan Berkow et Neal Bernard publiée dans le journal de référence *Pediatrics* en août 2005 qui proclame que « nous n'avons pas trouvé aucune preuve pour soutenir l'idée que le lait est la meilleure source de calcium [...] A l'heure actuelle, les recommandations nutritionnelles qui visent à augmenter la consommation de lait et d'autres laitages pour favoriser la minéralisation des os des enfants et des adolescents ne reposent pas sur des preuves scientifiques.¹⁵² »

Nous n'avons pas ici détaillé toutes les études auxquelles se réfèrent Thierry Souccar, et celui-ci professe que ce sont les données dont disposent les responsables de la santé publique et qu'il n'y en a pas d'autres, ce que les défenseurs des laitages admettent. Selon Souccar et les exemples que l'on vient de donner, « rien, absolument rien ne permet aujourd'hui d'affirmer qu'en consommant toute sa vie 3 à 4 laitages par jour on évitera une fracture du col du fémur. C'est pourtant sur ces résultats qu'est bâti le message de santé publique selon lequel il faut consommer 3 à 4 laitages par jour pour avoir des os solides.¹⁵³»

A ce stade, il apparaît que la consommation de produits laitiers ne parvient pas à favoriser la bonne santé des os, mais il est également possible qu'au contraire leur consommation soit défavorable, comme le pense le professeur Mark Hegsted de l'université d'Harvard : « il serait assez embarrassant que l'engouement actuel pour le calcium se révèle inutile. Mais ce sera infiniment pire si ces recommandations nuisent à la santé »¹⁵⁴ prévient-il. Ce dernier a reçu de nombreuses distinctions académiques et en tant que chercheur, son thème principal de recherche porte sur la calcium qu'il a étudié depuis les années 50 jusqu'à la fin des années 80 où il prit sa retraite, ce qui en fait l'un des meilleurs spécialistes mondiaux du calcium selon Thierry Souccar.

Pour le professeur Hegsted, il y aurait également un problème dans notre consommation de calcium, mais non parce que nous en consommerions pas assez mais au contraire parce que nous en consommerions trop. « Selon Hegsted, si l'on consomme trop de calcium trop longtemps, le corps perd sa capacité à contrôler le métabolisme du calcium [...] c'est alors que l'on perd la capacité à

151Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.105

152idem

153Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p. 107

154Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.109

utiliser efficacement le calcium alimentaire et à le conserver dans les os lorsqu'on est âgé.

L'idée que l'organisme, lorsqu'il est soumis à un abus, peut perdre le contrôle d'un mécanisme au réglage très délicat est un phénomène bien connu en biologie, et qui donne du poids à l'hypothèse de Mark Hegsted »¹⁵⁵.

Pour Thierry Souccar il existe également une autre hypothèse qui montrerait que la consommation de laitages n'est pas favorable à la santé des os pour prévenir l'ostéoporose. Elle consisterait à dire que l'ostéoporose est une maladie du remodelage osseux qui fait intervenir des ostéoclastes et des ostéoblastes respectivement actifs sur l'os pour décomposer les vieux tissus et les remplacer par des nouveaux. Or le stock d'ostéoblastes apparaît comme étant limité, et les laitages comme les aliments les plus puissants pour stimuler la croissance osseuse ou activer le remodelage osseux. En effet, « les laitages renferment des protéines qui stimulent la prolifération des ostéoblastes. Le calcium laitier lui-même semble activer le remodelage osseux, ce qui n'est pas observé avec d'autres formes de calcium.

Les laitages contiennent un autre facteur important de la prolifération des ostéoblastes, une substance appelée IGF-1 (pour insulin-like growth factor-1). L'IGF-1 est un moteur de la croissance et de la réplication de toutes les cellules. Non seulement les laitages apportent de l'IGF-1, mais ils élèvent indirectement le taux d'IGF-1 dans le plasma. Or l'IGF-1 augmente fortement le remodelage osseux et stimule les ostéoblastes.

La plupart des laitages sont acidifiants, les aliments acidifiants stimulent les ostéoclastes et la destruction du tissu osseux parce que le carbonate de calcium des os est utilisé par l'organisme pour « tamponner » l'excès d'acide. Mais en stimulant l'activité des ostéoclastes, les aliments acidifiants augmentent aussi secondairement celle des ostéoblastes par effet de couple qui lie mécaniquement la formation osseuse à sa résorption. Donc les aliments acidifiants favorisent le remodelage osseux. [...]

En consommant de grandes quantités de laitages tout au long de la vie, on acquiert une densité osseuse élevée dans la première partie de l'existence, mais ce stress imposé aux ostéoblastes et aux cellules souches qui les fabriquent à un coût : l'épuisement avant l'heure de la population des cellules [souches] et de leur capacité à approvisionner l'os en ostéoblastes. Cet épuisement est amplifié par les effets de l'âge et, chez la femme, par la chute des hormones après 50 ans »¹⁵⁶.

Si cette hypothèse se confirme, les messages actuels qui visent à surconsommer les laitages dès l'enfance sont tout sauf appropriés à la santé osseuse, comme ce long développement a voulu le montrer. Toujours selon Souccar, « chez l'enfant et l'adolescent, les nutritionnistes et les médecins

155Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.110

156Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.119-120

cherchent par tous les moyens, notamment laitiers, à « favoriser un pic minéral osseux » vers l'âge de trente ans. Mais agir ainsi, c'est peut-être prendre le risque d'accélérer le renouvellement des ostéoblastes et de contribuer à l'épuisement du *pool* des cellules souches. Toutes les études épidémiologiques montrent que la santé osseuse est précaire dans les pays surconsommateurs de laitages »¹⁵⁷. Ainsi non seulement les recommandations visant à faire consommer plus de laitages pour prévenir l'ostéoporose seraient inefficaces, mais elles pourraient être au contraire contre-productives. Le PNNS véhicule pourtant cette affirmation comme quoi le calcium laitier est important pour la santé osseuse, on peut dès lors se demander si les liens de ses dirigeants avec l'industrie laitière ne corrompent pas les chercheurs en faveur des intérêts de l'industrie laitière. Mais la question du calcium n'est pas la seule qui met les laitages sur la sellette, comme les exemples d'autres pathologies suivants le montrent.

2.4.3) le problème de l'intolérance au lactose

Le gros des recommandations concernant les laitages se focalisent sur la santé des os et la prévention de l'ostéoporose, mais d'autres facteurs interviennent dans la consommation des laitages qui peuvent contribuer à préférer leur non consommation, comme c'est le cas de l'intolérance au lactose. D'après le CIDIL, « le lait est l'aliment le plus complet qui existe. C'est l'aliment vital par excellence »¹⁵⁸, cependant 75% de la population mondiale, et 41% en France n'est pas capable de digérer le sucre du lait, le lactose, par défaut de l'enzyme lactase à l'âge adulte.

Selon Thierry Souccar, pour les personnes qui ne digèrent pas le lait : « les effets du lactose dessinent en effet le tableau d'une intoxication généralisée : maux de tête, sensations de vertiges, difficultés à se concentrer, troubles de la mémoire, fatigue intense, douleurs musculaires et articulaires, allergies, arythmie, ulcères de la bouche, maux de gorge »¹⁵⁹, nausées et vomissements... Une estimation prudente des personnes touchées en France par cette intolérance au lactose pourrait comprendre 4 millions d'adultes, auxquels il faut ajouter les enfants et adolescents de plus de 5 ans qui sont dans la même situation, soit environ 850 000 garçons et filles, ce qui donne une estimation à environ 5 millions d'individus pour la France seulement.

« Si le test est positif, l'attitude à adopter ensuite diffère selon que votre médecin est persuadé de l'intérêt des laitages ou qu'il y est indifférent (voire opposé). Dans un article récent, un gastro-entérologue français proche de l'industrie laitière assure que « le maintien du lactose dans l'alimentation est possible au prix de quelques conseils diététiques simples chez la majorité des

157Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.122

158Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.125

159 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.130

sujets intolérants ». Le docteur Anthony Campbell de l'université de Cardiff – un spécialiste de ces questions qui n'a pas de liens avec l'industrie – ne voit pas tout à fait les choses de la même manière. Après un test positif, dit-il, « nous conseillons un régime sans lactose pendant 12 semaines. Si les symptômes se sont améliorés significativement, alors on peut affirmer que le patient est intolérant au lactose ». le docteur Campbell ne conseille pas à ces patients de réintroduire le lactose dans leur alimentation sauf à doses minimales (le fromage). « L'élimination quasi complète du lactose a transformé la vie de 300 patients qui nous avaient été adressés, dit-il »¹⁶⁰.

2.4.4) Laitages et cancers

Le chercheur T. Colin Campbell, que nous avons déjà évoqué, a mené des études sur la caséine qui constitue 87% des protéines du lait de vache et leur lien avec le cancer du foie induit par l'aflatoxine. « Quelque soit le niveau d'exposition à un agent cancérigène [comme l'aflatoxine], nous venions de découvrir que, comme avec un commutateur, nous pouvions contrôler la promotion des cancers, simplement en changeant le niveau des protéines alimentaires. Mais pas n'importe quelle protéine : la protéine du lait de vache. Il était déjà difficile à mes collègues nutritionnistes d'accepter l'idée que les protéines aident un cancer à se développer. Mais la protéine du lait de vache ? Inimaginable ! »¹⁶¹. Ce dernier reproduisit son expérience avec le virus de l'hépatite B qui était également suspecté de jouer un rôle dans le cancer du foie en l'associant aux caséines du lait de vache, et là aussi l'association fut positive. Le chercheur en conclut que « même si je commençais à me convaincre qu'en consommant beaucoup de caséine on peut favoriser le cancer, je me gardais de trop généraliser »¹⁶².

Les quantités d'Insulin-like Growth Factor (IGF) que l'on trouve dans le lait sont elles aussi suspectées de favoriser le cancer. L'IGF est l'une des hormones protéiques les plus concentrées dans le sang. Le sang renferme des quantités d'IGF mille fois plus élevées que la plupart des autres hormones protéiques. Cet IGF a des effets profonds sur la croissance et le métabolisme. Il est présent chez chacun de nous et il s'agit clairement d'une hormone-clé, influençant de nombreux aspects de notre santé.

« L'IGF-1 fait se multiplier les cellules, mais pas seulement les cellules saines. Il donne un coup d'accélérateur aux cellules précancéreuses ou cancéreuses. Plusieurs études ont trouvé que les personnes qui avaient les taux d'IGF-1 les plus élevés dans le sang avaient un risque augmenté de

160Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.134-135

161Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.143

162Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.144

cancer du sein avant 50 ans, mais aussi de cancers de la prostate et du poumon »¹⁶³. Une étude japonaise de 1997 a montré que contrairement à ce que défendait l'industrie laitière, l'IGF-1 du lait n'est pas totalement digérée et qu'une partie se retrouve dans la circulation sanguine, et même près de 70% de cet IGF-1 quand elle est associée à l'ingestion de caséine, comme c'est le cas avec le lait de vache.

« Les études disponibles montrent que le lait fait grimper les taux plasmatiques d'IGF-1 à tous les âges de la croissance, aussi bien à 9 mois qu'à 7-8 ans ou 12 ans. Et chez l'adulte, le niveau d'IGF-1 dépend de nombreux facteurs. Il baisse avec l'âge, il est plus élevé chez les personnes en surpoids. Les femmes qui à la ménopause suivent un traitement hormonal substitutif ont moins d'IGF-1. Mais l'alimentation module aussi le niveau d'IGF-1 dans le sang. Et quel est l'aliment qui le pousse le plus haut ? Le lait. Ceci a été vérifié à plusieurs reprises et à tout âge chez l'homme comme chez la femme. Dans une étude, on a demandé à 204 hommes et femmes de boire 3 verres de lait par jour – précisément ce que conseille aux Français le Programme National Nutrition-Santé. Leur taux d'IGF-1 a augmenté de 10% en moyenne »¹⁶⁴. Pour le professeur Jeff Holly, vice-président de la Société internationale de l'IGF, l'un des experts mondiaux de ce facteur de croissance, « il est important de se rendre compte que l'IGF-1 est essentiel. [...] Mais si vous en avez trop, votre risque de cancer du sein, de la prostate et de cancer colorectal augmente certainement. Nos études, et celles d'autres chercheurs à Harvard et à Montréal, ont prouvé que les personnes dont les taux sanguins d'IGF-1 se situent dans le quart supérieur ont un risque de ces cancers multipliés par trois ou quatre. [...] Les cancers du sein comme ceux de la prostate sont en augmentation. Les gènes, nous le savons, n'expliquent que 2 à 5% du risque, donc le reste est lié à des facteurs environnementaux. Le lien direct entre l'IGF-1 et les risques de cancer du sein et de la prostate, nous fait suspecter une responsabilité alimentaire, en particulier la consommation de laitages, et, à moindre degré, celle de protéines animales, qui a également pour effet d'augmenter l'IGF-1. Ce sont des suspects probables. [...] Cela n'a aucun sens de continuer à boire [du lait] à l'adolescence ou à l'âge adulte. Aucun autre mammifère ne boit de lait après le sevrage. Personnellement, je ne bois pas de lait et, sur la base de nos recherches, je ne conseille à personne avec un diagnostic de cancer du sein ou de la prostate d'en boire. Je ne conseillerais à personne, pour quelque raison que ce soit, de consommer de grandes quantités de laitages. ¹⁶⁵»

L'enquête va porter sur le cancer de la prostate parce que l'on sait à cette époque que les hommes qui ont les taux d'IGF-1 les plus élevés ont un risque accru de cancer de la prostate. « Elle est confiée à Edward Giovannucci, un spécialiste de l'épidémiologie des cancers, qui dispose d'une

163 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.148

164 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.150

165 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p. 171-173-174

base de données unique au monde, celle de l'Etude des professionnels de santé (*Health Professionals Follow-Up Study* ou HPFS), un groupe de près de 50 000 médecins, dentistes, pharmaciens, vétérinaires et autres membres des professions de santé suivis par Harvard depuis 1986.

En 1997, Ed Giovannucci rapproche les consommations alimentaires de calcium, des cas de cancer de la prostate survenus depuis l'origine. Une réalité s'impose : ceux qui, parmi ces professionnels de santé, consomment le plus de calcium (2 grammes par jour et plus), notamment parce qu'ils avalent plus de laitages, ont un risque de cancer avancé de la prostate multiplié par 3 par rapport à ceux qui consomment peu de calcium (moins de 500 mg/j). L'étude est publiée en 1998.

La piste est sérieuse et Giovannucci n'est pas seul à la suivre. Dès 1986, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a analysé la consommation de lait par habitant et la mortalité par cancer de la prostate dans 59 pays. Qu'a-t-elle constaté ? Les pays où l'on consomme le plus de lait sont ceux dans lesquels la mortalité est la plus élevée. En 1997, le *World Cancer Research Fund* (Fonds mondial de recherche sur le cancer et l'*American Institute for Cancer Research* (Institut américain de recherche sur le cancer) publie un document sur les connaissances de l'époque en matière de cancer. « Il est possible, écrivent les 120 chercheurs qui ont participé à la rédaction de ce document, que les régimes riches en lait et en laitages augmentent le risque de cancer de la prostate ».

En 2002, les spécialistes du Centre international de recherche sur le cancer (Lyon) publient leur propre analyse des causes environnementales du cancer. Après avoir examiné les études épidémiologiques publiées, ils confirment qu'elles suggèrent une « association positive » entre laitages et cancer de la prostate. En fait, la piste est si inquiétante que la même année l'institut américain pour la recherche sur le cancer (AICR) se voit contraint d'adresser au grand public une mise au point. En février, il adresse aux agences de presse un communiqué dont chaque mot est pesé. « En l'état des connaissances, y lit-on en préambule, il n'est pas possible d'affirmer ou de nier que la consommation de laitages augmente le risque de cancer de la prostate. » Mais l'AICR juge cependant les preuves suffisamment troublantes pour émettre, pour la première fois de son histoire, un conseil de prudence : « les laitages, dit-il aux Américains, devraient être consommés en faible quantité ». [...]

En septembre 2003, les responsables du Programme National Nutrition-Santé (PNNS) et les nutritionnistes de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) publient donc un livret intitulé *Alimentation, nutrition et cancer*. Ce travail est présenté aux journalistes et au corps médical comme un document de référence, rigoureux et indiscutable. Il a été rédigé sous la direction du patron du PNNS, un médecin chaud partisan des laitages et proche de l'industrie

laitière. Le PNNS et son patron conseillent en effet de consommer 3 à 4 laitages par jour.

Le regard que porte sur les laitages le guide *Alimentation, nutrition et cancer* du PNNS et de l'AFSSA est très éloigné de l'idée qu'on s'en fait au même moment à Harvard, au Centre international de recherche sur le cancer, au Fonds mondial de recherche sur le cancer, à l'association pour la recherche internationale sur le cancer et à l'institut américain pour la recherche sur le cancer. Alors que ces organismes soupçonnent les laitages de favoriser le cancer de la prostate, les responsables français du PNNS et de l'AFSSA les blanchissent d'un trait de plume. Ils assurent dans leur livret qu'on ne peut « en aucun cas mettre en accusation le lait et les produits laitiers en termes de risque de cancer ». Ceux qui prétendent le contraire se livrent, selon le docteur Serge Hercberg, responsable du PNNS et cosignataire du livret *Alimentation, nutrition et cancer*, à rien moins que de la « désinformation »¹⁶⁶. Pour ce dernier, « croire les alertes régulières – et pourtant infondées – concernant les produits laitiers et leur propension à favoriser la formation de cancers, c'est priver son organisme d'une source importante de calcium, élément indispensable à la bonne santé des os. »¹⁶⁷ [...] [Alors qu'] en résumé, en 2004 toutes les études de consommation par pays et la majorité des études épidémiologiques ont rapporté une association entre laitages et risque de cancer de la prostate. Impossible bien sûr de conclure formellement, mais cette convergence doit inciter à la prudence, d'autant que les résultats publiés depuis n'ont fait que confirmer cette tendance. »¹⁶⁸

En effet les études qui suivront ne feront que confirmer la tendance tracée par les études précédentes. Ce sera le cas d'une étude japonaise publiée en 2004, d'une autre des chercheurs de l'université Tufts de Boston en 2005 et d'une seizième étude publiée en mai 2005 par le NIH (National Institutes of Health, l'Inserm américain) qui a suivi 3612 hommes de 1982-1984 à 1992 et qui conclut : « L'observation que les laitages puissent augmenter le risque de cancer de la prostate est troublante, compte tenu des recommandations actuelles pour consommer plus de calcium et de la promotion agressive des laitages comme source de calcium »¹⁶⁹.

« L'industrie doit réagir. Le Centre d'information de l'industrie laitière (CIDIL) décide alors d'utiliser la caisse de résonance que représente le Medec 2006 – le salon annuel de la médecine – pour tordre le cou à la rumeur qui enfle et pour rassurer médecins, buveurs de lait et amateurs de yaourts. Elle organise à grands frais le 15 mars un symposium intitulé *Lait et santé : rumeurs, vérités et actualités scientifiques*. Quatre médecins dont trois chefs de service ayant pignon sur rue sont recrutés pour badigeonner de rose les études scientifiques. Comme le professeur Patrice Fardellone, du CHU d'Amiens, qui, selon ses propres déclarations à la haute Autorité de santé

166 Thierry Souccar et Isabelle Robard, *Santé mensonges et propagande*, le seuil, 2004 p.81

167 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.137

168 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p. 150-151-152-153

169 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.156

(mais pas aux journalistes et aux médecins venus l'écouter ce jour-là) a des liens « durables et permanents », sous la forme de « contrat de travail, collaboration régulière » avec la société Candia et le CERIN (une émanation, comme on l'a vu, du Centre d'information de l'industrie laitière). [...]

Arrive évidemment la question du cancer et des laitages. On a bien sûr exhumé pour les journalistes l'incroyable rapport du PNNS de 2003 qui est le seul rapport de toute la communauté scientifique à dédouaner les laitages. Certains journalistes vont tomber dans le panneau. Voici par exemple ce qu'en rapporte, avec un admirable sens critique, le journaliste d'un grand hebdomadaire : « Et bien sûr, pour finir, le lait serait un facteur de multiplication de cancers (...) Scientifiquement peu documentées, la plupart de ces accusations apparaissent tellement énormes que, dans un style inhabituel pour un rapport officiel, un document du PNNS parle d' « idées fausses véhiculées par quelques gourous pseudoscientifiques ». Des idées farfelues que les « vrais » chercheurs [...] sont contraints de démolir une à une. »¹⁷⁰

Mais au même moment sont publiés certains résultats de l'étude SU.VI.MAX du docteur Serge Hercberg, patron du PNNS concernant les produits laitiers dans le *British Journal of Nutrition*. « Les chercheurs ont observé un risque accru de cancer de la prostate chez les hommes qui consommaient le plus de laitages et de calcium par rapport à ceux qui en consommaient le moins. Pour l'ensemble des laitages, le risque est modérément élevé (+35%), en revanche pour le calcium, ce risque est multiplié par 2,4. Parmi les laitages, ce sont les yaourts qui poseraient le plus de problème, avec un risque de cancer qui augmente de 60% chaque fois qu'on consomme un yaourt en plus (125 g). »¹⁷¹ Largement commentés en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les résultats de cette étude ne seront pas repris en France.

Un mois avant la publication dans le *British Journal of Nutrition* de l'étude française, une autre grande enquête sur 47 750 hommes, l'étude de Suivi des Professionnels de santé avait également trouvé une association positive entre consommation de calcium et cancer de la prostate, tout comme l'étude CLUE2 en février 2007, l'étude finlandaise ATBC d'avril 2007, l'étude américaine NIH-AARP d'octobre 2007 et l'étude américaine PLCOCS de décembre 2007 ou celle conduite à Hawaï le même mois, ce qui fait écrire à Thierry Souccar : « Bilan à la fin de l'année 2007 : seules deux études n'ont pas trouvé de lien particulier entre le calcium laitier et le risque de ce cancer »¹⁷².

Le journaliste et biochimiste précise : « c'est dans ce contexte que les Académies de médecine et d'agriculture ont tenu le 2 avril 2008 à Paris une conférence finement intitulée : « Est-il raisonnable de se priver de lait et de produits laitiers? », et justifiée par le fait que « le lait fait l'objet

170 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.156-157

171 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.158

172 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.158-159

de campagnes dénonçant abusivement sa toxicité et sa nocivité en occultant ses qualités nutritionnelles. C'est un enjeu de santé publique, d'abord pour les enfants et dans une perspective de prévention de l'ostéoporose et des fractures qui lui sont associées ». après avoir recommandé « de consommer plus de laitages à tous les âges de la vie », l'Académie mettait en garde « contre des rumeurs alarmistes propagées par quelques livres ou articles récents qui attribuent aux produits laitiers une large liste de maladies et dénigrent leur intérêt dans la prévention de l'os. Le Dr Charles Joël Menkès, un rhumatologue de l'hôpital Cochin a notamment expliqué qu'il « était impossible de dire que les laitages sont liés au cancer de la prostate ».

Le jour même où se tenait cette conférence étaient publiés les résultats de l'étude européenne EPIC, une enquête prospective monumentale sur 142 251 Européens de sexe masculin qui ont été suivis pendant près de 9 ans. Les auteurs de cette étude ont trouvé que par rapport aux hommes qui consomment peu de laitages ceux qui en consomment le plus ont un risque de cancer de la prostate augmenté de 22%. Ils calculent ainsi que chaque fois qu'on mange chaque jour 35 g de protéines lactières en plus, on augmente son risque de cancer de 32%. Parmi toutes les sources de calcium, seul le calcium laitier est associé au risque de cancer »¹⁷³.

Pour ce qui touche aux autres types de cancer, on note une étude canadienne de 2003 qui conclut que les hommes qui mangent de grandes quantités de fromage ont un risque plus élevé de cancer des testicules, il pourrait être dû à la présence d'hormones femelles – des oestrogènes – dans les laitages. Des chercheurs chinois sont arrivés à la même conclusion en se basant sur les modes alimentaires et les taux de cancer de la prostate et des testicules dans 42 pays¹⁷⁴.

Au début des années 1990, les chercheurs d'Harvard ont rapporté que les femmes qui boivent le plus de lait ont un risque accru de cancer des ovaires, ce qui a été confirmé en novembre 2004 par Susanna Larsson et des chercheurs suédois du Karolinska Institutet de Stockholm qui ont publié une étude sur plus de 60 000 Suédoises. En février 2006 l'école de santé publique de Harvard a publié les résultats d'une analyse combinée de 12 études épidémiologiques. Les chercheurs concluent qu' « une élévation modeste du risque de cancer des ovaires a été observée à un niveau qui correspond à 3 portions de lait par jour, ou plus. Sachant que les nouvelles recommandations alimentaires conseillent ce niveau d'apport quotidien en laitages, la relation entre consommation de produits laitiers et risque de cancer des ovaires à ce niveau d'apport mérite d'être examinée de près ». Depuis deux études n'ont pas trouvé que les laitages augmentent le risque de ce cancer, le lien entre laitages et cancer des ovaires n'est donc actuellement pas confirmé.¹⁷⁵

Tout ce développement sur le cancer peut expliquer cette phrase du professeur Walter Willett

173 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.160-161

174 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.167

175 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.166-167-168

: « Comment expliquer que la nouvelle pyramide alimentaire américaine recommande de prendre trois tasses de lait par jour, sans évoquer l'influence du lobby du lait? » [...] « Une telle recommandation, au lieu de favoriser la santé de la population, pourrait, au contraire, faire augmenter l'incidence du cancer de la prostate et du cancer des ovaires.¹⁷⁶ » Pourtant selon l'AFSSA : « l'intérêt de plus en plus démontré des apports en calcium dans la réduction du risque de cancer de la prostate plaide en faveur d'une alimentation calcique convenable. Le lait et les produits laitiers (fromages et laitages) constituent nos premières sources de calcium »¹⁷⁷.

Marion Nestle vient également appuyer les dires du professeur Willett : « comment les produits laitiers sont venus à être considérés comme *essentiels* malgré leur contenu élevé en graisse, en graisses saturées, et en lactose est un sujet d'un intérêt historique considérable. A ce qu'il en ressort, les nutritionnistes ont collaboré avec les lobbies laitiers pour faire la promotion de la valeur nutritionnelle des produits laitiers depuis le début du vingtième siècle. Récemment, pourtant, certains scientifiques ont soulevé des doutes par rapport au fait que les produits laitiers puissent conférer des bénéfices de santé particuliers. En plus d'inquiétudes au sujet de l'intolérance au lactose, certains remettent en question la sagesse conventionnelle que les produits laitiers protègent contre l'ostéoporose ou, d'ailleurs, accomplissent l'un des buts de santé publique. D'autres suggèrent que les hormones, les facteurs de croissance, et les protéines allergisantes dans les produits laitiers finissent par faire plus de mal que de bien. Les problèmes scientifiques en relation à l'utilisation des produits laitiers – ou à celle de n'importe quel simple nutriment ou nourriture – ne sont pas susceptibles d'être résolus facilement ou bientôt, mais ils portent l'attention sur le rôle de l'industrie laitière comme première source d'information à propos de cette nourriture.¹⁷⁸»

2.4.5) Laitages, diabète de type 1 et sclérose en plaques

Selon Souccar, le diabète de type 1, une maladie très grave qui affecterait selon les estimations de 180 000 à 250 000 Français, se déclare souvent entre 8 et 16 ans. Les enfants de moins de 5 ans sont les plus touchés. Il est directement lié à des comportements alimentaires et il est en forte augmentation en Europe et aux Etats-Unis depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. En Europe, l'incidence de la maladie a été multipliée par 5 à 6 chez les enfants de moins de 16 ans et rien ne laisse présager un ralentissement. L'incidence est plus forte dans les pays du nord que dans ceux du sud, puisque sur 100 000 enfants, plus de 40 sont atteints en Finlande, 20 au Royaume-Uni, et 3 seulement en Macédoine. Mais l'incidence varie aussi selon le niveau de

176 <http://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Nouvelles/Fiche.aspx?doc=2005060204>

177 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.145

178 Marion Nestle, *Food politics*, university of california press, Berkeley, 2007 p.79

consommation de laitages. Un petit Finlandais a 40 fois plus de risque de développer un diabète qu'un petit Japonais, et 100 fois plus de risque qu'un enfant de la région de Zunyi en Chine, de plus les pays dans lesquels on consomme le plus de lait de vache sont les plus touchés par l'épidémie¹⁷⁹

Quinze pays se sont associés pour lancer en mai 2002 un étude internationale, en partie financée par la Communauté européenne avec pour objectif de vérifier si les enfants qui sont exposés trop tôt aux protéines de vache ont un risque plus élevé que les autres de développer un diabète insulino-dépendant appelé aussi diabète de type 1. « Avec les résultats de l'étude [TRIGR] attendus en 2012, dit Hans Akerblom, l'un des responsables de l'étude, on devrait réussir à prouver si l'utilisation ou l'absence de produits à base de protéines de lait de vache pendant les premiers mois de la vie peut prévenir un diabète insulino-dépendant chez un enfant qui présente un haut risque génétique d'avoir cette maladie »¹⁸⁰.

Pour Thierry Souccar : « à ce jour, l'ensemble des données scientifiques disponibles – des dizaines d'études, tant chez l'animal que chez l'enfant - accuse le lait de vache, même si tous les détails ne sont pas parfaitement connus. Nous possédons des preuves du danger des protéines du lait de vache et nous avons identifié des mécanismes biologiquement plausibles qui peuvent expliquer pourquoi le lait de vache déclenche un diabète de type 1. [...] Le site internet du CIDIL, qui ne consacre que onze lignes au diabète de type 1, affirme que le lien entre lait et diabète n'est qu'une « rumeur ». le CIDIL voudrait donc nous faire croire que c'est sur la foi d'une simple « rumeur » que des scientifiques lancent une étude internationale du calibre de TRIGR et que l'Union européenne en assure une partie du financement. Voilà qui en dit long sur la fiabilité des « informations nutritionnelles » que donne l'industrie laitière au grand public et aux médecins. [...] Malgré tout, quelques études n'ont pas trouvé que les cas de diabète sont moins nombreux chez les enfants qui ont été allaités longtemps et un petit nombre d'études a mis en cause d'autres aliments que le lait de vache : les céréales, les légumes. Néanmoins aucune étude ne suggère que le lait de vache puisse protéger du diabète de type 1.[...] [Mais] dans un rapport récent, l'Académie américaine de pédiatrie résume ainsi l'état des connaissances sur le sujet : « l'exposition aux protéines de lait de vache peut-être un facteur majeur dans l'initiation du processus de destruction des cellules β du pancréas »¹⁸¹, ce que nie pourtant le professeur Michel Vidailhet, de l'hôpital d'enfants CHU de Nancy dans la lettre objectif nutrition de l'institut Danone n°77 de septembre 2005 en déclarant que « rien, malgré le grand nombre d'études déjà publiées ne permet d'attribuer au lait un rôle particulier dans le risque de diabète »¹⁸².

179 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.189-191

180 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.188

181 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.189-190-191-192

182 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.187

En ce qui concerne la sclérose en plaques, les premiers travaux mettant en cause les laitages remontent à la fin de la Deuxième guerre mondiale avec l'étude de Roy Swank, un neurologue d'abord en poste en Norvège, puis à Montréal et enfin à la faculté de médecine de l'université de l'Oregon, dont il a dirigé le service de neurologie. Depuis les premiers travaux de Swank, de nombreuses études ont confirmé son intuition et l'ont précisée, jusqu'à mettre en cause le lait de vache en 1976. L'épidémiologie montre bien que les populations qui consomment le plus de lait de vache sont plus touchées que les autres pour la sclérose en plaques. Ceci est vrai lorsqu'on compare des pays entre eux, mais aussi lorsqu'on compare des états américains entre eux ¹⁸³.

2.4.6) Laitages et syndrome métabolique, infarctus et diabète

Le 12 septembre 2005, le groupe Lactalis a organisé une conférence à Paris dans le cadre des entretiens de Bichat. Lactalis a fait venir le professeur Jean-Louis Schlienger du CHU de Strasbourg. Pour ce dernier, les laitages protégeraient d'un syndrome appelé syndrome X ou syndrome métabolique qui se manifeste par une obésité abdominale et prédispose aux maladies cardiovasculaires par une hypertension, un « bon » cholestérol trop bas, des triglycérides élevés, et au diabète. Pour le professeur Schlienger : « plus on consomme de produits laitiers, moins on est gros et moins on souffre de diabète et de dyslipidémies »¹⁸⁴ (troubles du cholestérol sanguin). Ce dernier s'appuie notamment sur l'étude MONICA qui a observé que 33% des personnes qui consomment le moins de laitages souffrent de syndrome métabolique, contre 22% de celles qui en consomment beaucoup. Mais d'après Thierry Souccar : « [c'est] une différence significative, mais pas spectaculaire pour une étude épidémiologique. [...] Les auteurs de l'étude sont plus prudents. Selon eux, les hommes qui buvaient plus de lait et mangeaient plus de produits laitiers avaient pris mieux soin d'eux que les autres : « ils faisaient plus d'exercice, buvaient moins d'alcool, fumaient moins » précise le professeur Jean Dallongeville (institut Pasteur de Lille), l'un des auteurs de l'étude. Commentaire du Dr Robert Eckel, président de l'Association américaine de cardiologie devant lequel ces résultats étaient présentés lors d'un congrès à Dallas : « Intéressant, mais quant à savoir s'il y a une relation de cause à effet, ça n'est pas très clair »¹⁸⁵. Le professeur Schlienger s'appuie aussi sur l'étude DESIR qui a observé que les hommes qui consomment des laitages souffrent moins de syndrome métabolique, mais pas les femmes.

Par contre un nombre au moins aussi important d'études selon Souccar a trouvé le contraire, c'est-à-dire que les gros consommateurs de laitages ont un risque plus élevé d'obésité abdominale,

183 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.197

184 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.200

185 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.210

de troubles du cholestérol et de diabète. « En 2005, des chercheurs de l'université de Bristol (Royaume-Uni) ont demandé à 4286 femmes âgées de 60 à 79 ans d'indiquer si elles buvaient du lait et sous quelle forme. Ils ont ensuite procédé à des analyses sur ces volontaires pour déterminer si elles relevaient d'un syndrome métabolique [...] Résultats : les femmes qui évitaient le lait avaient un risque de syndrome métabolique réduit de 45% par rapport à celles qui buvaient du lait. Le type de lait (écrémé ou non) n'avait aucune influence sur les résultats. Les chercheurs concluent que « les individus qui ne boivent pas de lait sont peut-être protégés de la résistance à l'insuline et du syndrome métabolique. » [...]

Donc le moins qu'on puisse dire, c'est que les résultats des études épidémiologiques ne convergent pas pour soutenir l'hypothèse selon laquelle les laitages préviennent le syndrome X. Comme dans le cas du lait qui fait maigrir, on comprend bien que l'agro-business laitier ne communique que sur les études qui vont dans son sens, et qu'il passe les autres sous silence. [...]

Si les études d'observation proposent une association, il faut avoir recours à des études d'intervention pour vérifier si l'association traduit une relation de cause à effet. Au cours de ces études, on demande à des participants de consommer un type d'aliments – dans ce cas, du lait – avant de relever directement ses effets sur la santé. [...] une seule étude de ce type a été conduite à ce jour.

Elle n'a pas trouvé qu'en donnant plus de lait à des enfants de 8 ans, comme veut le faire le gouvernement français, on diminue leur niveau de résistance à l'insuline. En fait elle a trouvé le contraire. Des chercheurs danois ont recruté 24 garçons et leur ont demandé de manger pendant 7 jours soit des laitages apportant 53 grammes de protéines, soit de la viande fournissant la même quantité. Résultat : dans le groupe « lait », les concentrations d'insuline à jeun ont doublé, et la résistance à l'insuline a elle aussi été multipliée par deux. Dans le groupe « viande » aucune perturbation n'a été relevée. Les auteurs de cette étude s'interrogent avec raison – et une inquiétude palpable - sur « les conséquences à long terme de ce type de régime ». »¹⁸⁶

Pour ce qui touche au cholestérol, l'agro-business laitier américain qui s'appelle le *National Dairy Council* a publié un *Guide produits laitiers et nutrition* qui affirme que « les laitages n'augmentent pas le cholestérol »¹⁸⁷. Pour cela le guide cite une étude britannique de Alan Howard et John Marks, publiée en 1977, qui avait trouvé que les personnes qui boivent du lait voient leur cholestérol baisser de manière importante. Mais pour Souccar : « la suite de l'histoire, c'est que de très nombreux autres chercheurs ont tenté de reproduire ces résultats et qu'ils ont observé l'inverse, à savoir que les laitages, en particulier lorsqu'ils ne sont pas écrémés, font grimper le cholestérol.

186 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.203-204-209-210

187 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.211

[...] Alan Howard et John Marks ont fini par écrire ceci, que vous ne trouverez ni dans le guide nutrition du *National Dairy Council*, ni dans la conférence du professeur Shlienger [...] : « Roberts et des collaborateurs rapportent qu'ils ne trouvent aucune preuve que le lait contient un facteur qui fait baisser le cholestérol, comme nous l'avions autrefois avancé. Après avoir revu les études scientifiques, nos propres études publiées et des résultats plus récents non encore publiés, nous sommes d'accord avec eux. »¹⁸⁸

En plus d'être les premiers pourvoyeurs de graisses totales et de graisses saturés dans les pays occidentaux, les laitages sont une source majeure d'un autre type d'acides gras, les acides gras *trans* que l'on trouve sous une autre forme dans les aliments préparés, les viennoiseries, les biscuits et qui augmentent le risque de maladie cardiovasculaire. L'industrie laitière a dépensé des sommes colossales pour accréditer l'idée que les acides gras *trans* des laitages ne se comportent pas comme les autres acides gras *trans*, qu'ils auraient même des bénéfices, qu'ils préviendraient le cancer, qu'ils n'augmentent pas le risque de maladie cardiovasculaire. Nestlé s'est associé au CNIEL (l'industrie laitière en France) et au groupe laitier néo-zélandais Fonterra pour donner de l'argent à des chercheurs de l'INRA qui suggèrent en effet dans leur étude TRANSFACT que l'on ne devrait pas assimiler les acides gras *trans* des laitages à leurs homologues industriels et qu'ils ne devraient pas faire l'objet de restriction comme c'est le cas pour ces derniers. Thierry Souccar s'est penché sur les résultats de cette étude et en tire d'autres conclusions : « Pour commencer, une mauvaise nouvelle : les acides gras *trans* des laitages ont fait baisser le « bon » cholestérol chez les hommes, comme l'ont fait les acides gras *trans* industriels. Chez les femmes, seuls les acides gras *trans* industriels ont diminué ce « bon » cholestérol. [...] A ce stade, on se dit que s'il n'y a pas de bénéfice chez les hommes, il y en a peut-être chez les femmes. Mais voilà! Chez ces femmes, les acides gras *trans* laitiers ont fait grimper le « mauvais » cholestérol, alors que les acides gras *trans* industriels l'ont fait baisser ! Quant aux triglycérides, un autre facteur du risque cardiovasculaire, les acides gras *trans* industriels ne les ont guère fait bouger, alors que les acides gras *trans* laitiers les ont augmentés dans les deux sexes ! [...] Sur ces résultats, on serait presque tenté de trouver des bénéfices aux acides gras *trans* industriels !

Les autorités scientifiques britanniques se sont prononcées en 2007 sur les effets respectifs des acides gras *trans*, industriels ou laitiers. Elles notent qu'un petit nombre d'études épidémiologiques avaient, il y a quelques années, laissé penser que les *trans* industriels étaient plus dangereux pour le cœur que les *trans* laitiers. Mais, ajoutent-ils, des analyses plus récentes, sur des périodes plus longues n'ont pas trouvé que les seconds soient plus recommandables que les premiers. [...]

188 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008, p.211-212

Moralité : les *trans* d'origine laitière restent pour l'instant des acides gras *trans*, avec leurs inconvénients. Parmi ceux-ci [...] une dégradation de la sensibilité à une hormone, l'insuline, en particulier chez les diabétiques. « les effets des [acides gras *trans* laitiers] sur l'action de l'insuline sont les effets secondaires les plus dramatiques jamais décrits pour un acide gras » observe-t-on à l'université d'Uppsala en suède dans un article récent. »¹⁸⁹.

Ce n'est pas ce que recommande l'AFSSA, qui tout en conseillant de moins consommer d'acides gras *trans* industriels, plaide pour « ne pas diminuer les apports en lait et produits laitiers tout en préférant les produits demi-écrémés ou écrémés. »¹⁹⁰

2.4.7) Des laitages pour mincir

Pour le CIDIL, « le calcium laitier a des vertus insoupçonnées! Il accélère l'utilisation des graisses comme source d'énergie et réduit la conversion de l'excès de glucides en graisses. En outre, une alimentation riche en calcium permettrait une meilleure stabilisation du poids après un régime amaigrissant. » C'est ainsi qu'une nouvelle gamme de produits laitiers, enrichis en calcium est vanté auprès du public comme le *Sveltesse Secret pour la Ligne* de Nestlé lancé en 2005. Le lobby laitier s'appuie ici sur trois études publiées par le docteur Michael Zemel portant en tout sur 60 personnes et financées par l'industrie laitière dont la première a été publiée en 2004. « Il y a deux ans, ses « preuves » sous le bras, l'industrie laitière américaine est allée taper à la porte de la Food and Drug Administration des Etats-Unis (FDA), dont dépend la réglementation qui touche les aliments vendus sur le territoire américain. But de la visite : obtenir de l'agence gouvernementale qu'elle encourage ouvertement la population américaine à boire du lait et à manger des laitages « dans le but de perdre du poids ». pas question, a répondu une commission d'experts, qui a critiqué le petit nombre de personnes enrôlées dans les études de Zemel. »¹⁹¹

Il faut dire qu'aucun des chercheurs qui a tenté de reproduire les résultats de Zemel n'y est parvenu, avec pourtant des échantillons de personnes plus grands et portant sur des périodes plus longues, comme en 2001 une étude sur 62 femmes qui avait duré 3 mois, ou en 2004 une autre portant sur 100 femmes réalisée sur 25 semaines. En 2004 encore une autre ne trouva pas de différence de perte de poids entre les deux types de régime qu'elle proposait, et le résultat a été le même pour les études conduites en août et en octobre 2005.

D'autres études avec un protocole sensiblement différent aboutirent à la même absence de résultat concernant le pouvoir amaigrissant des laitages, comme celle menée par Susan Barr en

189 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.214-215

190 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.216

191 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.178

2003, ou mars 2005 qui conclut que « pris collectivement, les résultats des études ont échoué à démontrer un effet bénéfique des laitages sur le poids corporel des enfants et des adolescents »¹⁹². Et c'est la même chose pour l'étude de juin 2006 publiée par des chercheurs de l'université de York au Royaume-Uni.

Thierry Souccar a recherché aussi des études épidémiologiques sur le sujet qui recherchent des associations entre le poids corporel d'un côté et la consommation de laitages et/ou calcium de l'autre, à la différence des études cliniques citées précédemment qui interviennent sur les régimes des volontaires. Aucune de ces études épidémiologiques n'a trouvé qu'en consommant plus de laitages (ou de calcium) on perdait du poids ou de la graisse. « En conclusion, nous dit Thierry Souccar, sur 47 études cliniques et épidémiologiques portant sur la relation entre calcium ou calcium laitier et poids corporel, seules 5 études, dont 3 payées par l'agro-business laitier, ont conclu qu'en mangeant plus de laitages on perd du poids. En matière de preuves, on fait mieux. ¹⁹³»

Le 9 juin 2005, une association de médecins américains (*Physicians committee for Responsible Medicine*) a porté plainte contre plusieurs sociétés laitières pour « publicité mensongère ». le 19 août 2005, la société Kraft a promis qu'elle arrêterait à l'avenir de prétendre dans ses publicités que les laitages font maigrir. « En attendant, L'INRA y croit dur comme fer : dans un document toujours diffusé en mars 2008, intitulé « Est-il raisonnable de se priver de lait et de produits laitiers ? », cette institution gouvernementale, financée par le contribuable, soutient que « le calcium du lait et des produits laitiers stimule la perte de matières grasses par l'organisme et réduit l'accumulation de lipides, diminuant ainsi la prise de poids. ¹⁹⁴»

2.4.8) Besoins en calcium

Pour le Programme National Nutrition-Santé : « l'augmentation de la consommation de calcium à tous les âges de la vie est un objectif prioritaire »¹⁹⁵, et pour les *Apports Nationaux Conseillés* de l'AFSSA (ANC), il faut 900 mg de calcium pour les adultes et même 1200 mg pour les femmes après 50 ans et les hommes après 65ans. Ces besoins ont été calculés par un chercheur de l'INRA, Léon Guéguen qui ne cache pas ses liens avec l'industrie laitière, selon la méthode factorielle qui enregistre les pertes en calcium de l'organisme, et qui calcule l'apport en calcium correspondant pour atteindre un équilibre pour l'ensemble de la population, c'est-à-dire en prenant des marges de sécurité. Les chiffres actuelles retenus rendent les laitages presque

192 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.181

193 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.183

194 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.185

195 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.217

incontournables pour atteindre les besoins décrits par l'AFSSA.

Cependant, la plupart des études qui portent sur les bilans calciques, en particulier chez la femme, sont des études à court terme. Leurs conclusions ne peuvent pas s'étendre aux besoins en calcium à long terme. Selon l'Ecole de médecine de l'université d'Oslo : « parce que l'organisme sait s'adapter à des apports plus faibles, parce que les études d'équilibre calcique sont critiquables, parce que l'activité physique influence la rétention de calcium, les résultats de ces études [celles qui ont permis d'établir les ANC] sont difficiles à interpréter »¹⁹⁶. L'Ecole de santé publique de Harvard ne dit pas autre chose : « pour savoir réellement de quelle manière le corps s'adapte à différents apports de calcium sur le long terme, il faudrait qu'on dispose d'une batterie d'études de longue durée, ce qui n'est pas le cas. »¹⁹⁷ Le professeur Willett qui dirige l'Ecole de santé publique de Harvard relève d'ailleurs la cacophonie qui règne dans l'établissement des besoins de la population en calcium : « des experts gouvernementaux américains et britanniques ont établi des valeurs dites optimales chacun de leur côté à partir des mêmes études scientifiques. Résultat : aux Etats-Unis on estime qu'un adulte a besoin de 1 000 mg par jour, mais en Grande-Bretagne c'est le chiffre de 700 mg qui a été retenu, soit 30 % de moins ! »¹⁹⁸.

En fait, ce qu'il apparaît, c'est que les besoins en calcium varie beaucoup selon le mode de vie des individus. Plus on mange de protéines animales et de sel, plus on perd du calcium. L'un des aspects des apports conseillés de la France, de l'OMS ou de l'union européenne, c'est qu'ils ont été calculés sur les bases d'un régime occidental acidifiant, riche en sel et en protéines animales, un régime pourtant très éloigné du mode alimentaire que les mêmes autorités sanitaires conseillent à la population d'adopter, avec plus de fruits, plus de légumes, moins de viande et moins de sel. En réalité, un régime alimentaire moins acidifiant, du type de celui qui est préconisé par les autorités sanitaires et les nutritionnistes, diminue considérablement les besoins en calcium alimentaire, car celui-ci est plus efficacement retenu.

D'après Souccar : « l'OMS s'est [...] lancée dans un autre calcul savant qui tient compte d'une consommation moins importante de sel et de protéines animales, caractéristique des populations asiatiques, africaines ou sud-américaines. [...] L'OMS a calculé que dans ces conditions, un adulte n'a plus besoin que de 450 mg de calcium par jour, ce qui conduirait, en appliquant un facteur correctif de sécurité à un apport conseillé de 540 mg de calcium par jour. »¹⁹⁹ Soit près de deux fois moins de calcium que ce qui est recommandé pour l'ensemble de la population adulte.

Il n'apparaît donc pas nécessaire pour recevoir le calcium dont la population a besoin de se

196 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.221

197 idem

198 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.221

199 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.229

soumettre aux 3 ou 4 laitages quotidiens recommandés par le PNNS. Sous réserve d'avoir adopté un régime pauvre en sel et modéré en protéines animales, on peut suivre l'avis de l'Ecole de santé publique de Harvard qui conseille simplement de « se procurer une à deux bonnes sources de calcium par jour »²⁰⁰ qu'il s'agisse de légume, fruit, eau, sardine ou même laitage.

2.4.9) Exemples de communication biaisée sur les laitages

Nous avons déjà mentionné les nombreux liens du docteur Jean-Marie Bourre avec l'industrie et sa propension à communiquer en faveur des produits qu'il défend (cf page 20). Ce dernier a récemment pris position sur les laitages, et du haut de son autorité, celui-ci a péremptoirement affirmé qu'« aucune étude de qualité, aucune instance scientifique ne démontre la toxicité du lait en consommation modérée et courante », malgré toutes les études que nous avons citées précédemment et qui ne représentent qu'un échantillon. De même, pour cet éminent chercheur, « le lait est accusé d'être à l'origine de maladies aussi diverses que l'obésité, le diabète, l'hypertension, le cancer, voire la baisse de la fertilité masculine, ou encore la polyarthrite, les otites et les rhinites, l'autisme et même l'ostéoporose ! C'est absurde » sans autre forme de procès. Tout est nié en bloc et l'argumentation du docteur repose en partie sur des arguments d'autorité de ce type. Ainsi, le docteur Bourre conclut son article de la manière suivante : « il est beaucoup plus dangereux pour la santé de supprimer les produits laitiers que d'en consommer »²⁰¹. Tant pis pour les recommandations de Walter Willett, un expert pourtant autrement plus recommandable que le docteur Bourre qui préconise lui un à deux produits laitiers par jour maximum en sachant que l'on peut s'en passer totalement si l'on prend dans sa journée au moins une bonne source de calcium.

Le magazine pourtant averti 60 millions de consommateurs se laisse également prendre à la propagande pro-laitière. Dans son article « Ne pas se perdre dans le rayon des laits », la revue rappelle les points classiques sur lesquels se fondent la réputation positive des laitages. Il est donc écrit qu'il faut un produit laitier à chaque repas, et l'article mentionnera les propos de Léon Guéguen, que nous avons présenté page 74, seulement comme « un grand spécialiste ». Ses liens avec l'industrie laitière ne sont pas mentionnés, tant pis pour la déclaration de conflits d'intérêts et la loi de prévention des malades que défend le *Formindep*. Ainsi, pour Léon Guéguen, il est important de rappeler le rôle du calcium dans la prévention des troubles aussi divers que l'hypertension artérielle, les calculs rénaux, l'obésité et le cancer colorectal. Pour lui « il est donc important de se rapprocher des Apports nationaux Conseillés ». La revue ne précisera pas qu'ils ont justement mis

200 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.234

201 <http://www.lefigaro.fr/sante/2010/05/09/01004-20100509ARTFIG00226-est-il-dangereux-de-boire-du-lait.php>

au point par ce même Léon Guéguen. Elle se contentera de continuer sur la lancée et de rappeler qu'ils sont de 900 mg par jour pour les adultes et atteignent 1200 mg pour les adolescents et les personnes âgées. Le magazine termine en insistant bien là-dessus : « ces deux dernières catégories ne doivent donc pas lésiner sur la consommation de produits laitiers. »²⁰²

2.4.10) Conclusion

Ce long développement sur les produits laitiers nous amènent à poser la question de la priorité suivie par le Programme National Nutrition-Santé (PNNS) et par les Apports Nationaux Conseillés (ANC) de l'AFSSA dans leur soutien inconditionnel aux laitages, s'opposant aux derniers développements de la science en matière de lien avec le cancer ou avec l'ostéoporose. La question de savoir si cela est dû à une influence de l'industrie se pose d'autant plus que de nombreux experts du PNNS et de l'AFSSA sont proches de l'industrie laitière comme nous l'avons souligné. Le docteur Serge Hercberg, patron du PNNS, a reconnu que « dans cette lutte bien évidemment qu'il y a des enjeux économiques, alors on le sait pour l'alimentation aujourd'hui, on le savait déjà pour le tabac ou l'alcool, les lobbies sont puissants, les lobbies essayent de destabiliser, essayent d'utiliser des voies contournées pour essayer parfois de contrer les voix des scientifiques. »²⁰³ La question des produits laitiers laissent bien apparaître ce constat tout en posant la question de la position des scientifiques eux-mêmes comme c'est le cas pour le docteur Hercberg qui semble avoir favorisé les intérêts économiques de l'industrie laitière au détriment de la science et de la santé publique.

Il semblerait ainsi que les professionnels de santé siégeant au sein des grandes instances publiques comme c'est le cas du PNNS et du comité nutrition de l'AFSSA et ayant des liens avec l'industrie soient loin d'être exclus des processus de décision, alors que cela peut être le cas d'autres chercheurs pourtant fort compétents comme nous le dit le professeur Willett de l'Ecole de santé publique de Harvard: « Nous avons réussi à rester assez indépendants dans nos recherches mais lorsqu'il a fallu transcrire les résultats en réglementation, aucun membre de notre département de nutrition à Harvard n'a été autorisé à faire partie du comité national des réglementations diététiques alors même qu'une grande partie des recherches avaient été menée chez nous. Bref quand il a fallu constituer un comité pour revoir les réglementations sur la base des résultats scientifiques nous avons tout simplement été exclus. »²⁰⁴ Pourtant, comme nous le dit Thierry Souccar : « dans le domaine de la médecine clinique, c'est l'équipe de Harvard qui a été le plus citée par d'autres scientifiques entre 1995 et 2005. A la première place du palmarès des auteurs les plus cités, on

202 « Ne pas se perdre dans le rayon des laits », 60 millions de consommateurs, septembre 2006

203 Documentaire de Philippe Borrel « alerte dans nos assiettes »

204 idem

trouve Meir Stampfer, le chef du département d'épidémiologie de Harvard : 376 de ses articles ont été cités 31 000 fois. A la deuxième place, on trouve Walter Willett, patron du département de nutrition de Harvard : 516 de ses articles ont été cités 30 000 fois. A la septième place, la onzième, la douzième et la seizième, on trouve encore des chercheurs de Harvard à savoir Graham Colditz, JoAnn Manson, Paul Ridker et Frank Speizer. Au total ce sont donc bien les études de Harvard qui ont été les plus citées par l'ensemble de la communauté scientifique entre 1995 et 2005.²⁰⁵» Et pour le professeur Willett il est clair que « en l'état actuel des connaissances, il est irresponsable de faire la promotion des laitages .²⁰⁶»

Il apparaît également à travers cet exemple des produits laitiers que les défenseurs de l'industrie, représentés parfois par des docteurs ou des professeurs n'hésitent pas à n'utiliser que les études qui sont favorables aux laitages en laissant les autres de côté, comme c'est le cas pour celles montrant un effet amaigrissant du lait, ou à tourner en dérision des études trop gênantes, comme c'est le cas pour celles concernant le diabète de type 1 tournées en ridicule sous le terme de « rumeur ».

Deuxième partie

Dans cette deuxième partie, nous allons étudier la place de l'esprit critique au sein de la formation des diététiciens, et plus particulièrement de celle que nous avons suivie pendant un an et demi au sein d'un lycée technique public.

1) Etat de l'art de la critique au sein de la formation des diététiciens actuelle.

Le 10 mars 2007, le journal Le Monde publiait un article intitulé « la pensée critique en médecine, une nécessité » par Christian Funck-Brentano, Michel Rosenheim, tous les deux professeurs de médecine à la faculté de médecine Pierre et Marie Curie et Serge Uzan, doyen de la faculté de médecine Pierre et Marie Curie, Paris VI. Voici cet article :

« Le 22 février 2006, des représentants des étudiants en médecine ont obtenu du ministère de l'enseignement supérieur la "suspension" de l'épreuve de lecture critique d'articles (LCA) devant compter, à partir de 2008, pour la note finale de l'examen classant national (ECN), qui a remplacé l'ancien internat en médecine. Dont acte, l'épreuve de LCA ne sera pas inscrite à l'ECN 2008.

Mais si cette suspension devait aboutir à un retrait pur et simple de cette épreuve, une réforme

205 Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.255

206Thierry Souccar, *lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar éditions, 2e édition, 2008 p.231

"intelligente" des études de médecine depuis des décennies aurait lamentablement échoué.

La pratique de la médecine requiert des qualités multiples dont l'intelligence n'est pas la moindre, mais les études médicales ne développent pas l'intelligence critique. La tyrannie des programmes, les nécessités d'une formation à finalité opérationnelle et le volume insensé des connaissances à acquérir dans un laps de temps finalement court, malgré la longue durée des études médicales, contraignent les enseignants à cibler l'apprentissage et la gestion de connaissances et de compétences plutôt que la réflexion critique sur ces notions. Cette réflexion est supposée venir plus tard, notamment dans le cadre de la formation continue mais elle est, en pratique, peu enseignée. C'est donc bien durant les études médicales qu'il faut initier les futurs praticiens à l'art de la critique.

Plus que tout, l'apprentissage de la lecture critique d'articles est le fondement de la sélection de l'information médicale, enjeu majeur de la pratique qui, contrairement à ce qu'avancent certains étudiants, n'est pas destiné à une élite universitaire et scientifique mais bien à la masse des praticiens de santé, en particulier en ville. La critique de l'information médicale, socle de l'amélioration des pratiques, est nécessaire aux médecins pour ne pas se laisser submerger par les messages issus du marketing. Les professionnels de l'information sont passés maîtres dans l'art du détournement des résultats des études sur lesquelles se fondent nos pratiques et nos décisions. Seul un apprentissage personnel permettra aux professionnels de santé de prendre la vraie mesure des résultats des articles.

Il est donc fondamental que l'épreuve de LCA soit inscrite à l'ECN et pas seulement enseignée comme une matière du deuxième cycle des études médicales. L'expérience passée nous a appris que si une matière n'est pas inscrite au programme de l'internat, les étudiants, dont on comprend le nécessaire pragmatisme, la travaillent moins.

Bien sûr, il faut encore oeuvrer pour améliorer l'organisation de la formation à la lecture critique. Mais supprimer cette épreuve de l'ECN serait faire le jeu des intérêts commerciaux, voire à l'occasion des intérêts politiques, qui visent à faire des médecins les instruments dociles de décideurs occultes. L'université n'est pas seulement une école professionnelle. Elle est aussi le lieu de l'apprentissage de la pensée critique. Les médecins ne sont pas destinés à être des officiers de santé, qui deviendraient vite des sous-officiers appliquant des règles et procédures qu'ils n'auraient plus besoin de comprendre.

La critique d'articles ne doit pas être un exercice de style destiné à une élite universitaire qui, seule, apprendrait à interpréter les résultats des recherches thérapeutiques, diagnostiques et épidémiologiques pour en saisir les implications vraies et les limites. Renoncer à l'épreuve de LCA à l'examen classant national serait quelque part un signe de l'acceptation du déclin de la responsabilité médicale. »

Cet article cible bien les finalités de l'esprit critique tel qu'on peut l'appréhender pour une matière telle que la diététique :

- Préparer les futurs diététiciens aux différents rapports de force qui seront en présence dans leur environnement social à venir et en particulier savoir déjouer les instrumentalisation du marketing actuel de l'industrie agroalimentaire, ainsi que savoir identifier les logiques des différents acteurs du monde de la nutrition.
- Une plus grande autonomie du diététicien pour appréhender les informations qui lui sont proposées et pour gérer sa formation continue tout au long de la vie, ce qui implique un plus grand relativisme dans les cours pour mettre l'accent sur l'aspect évolutif de la nutrition. Ceci amène « à revisiter et à ré-interroger, sous divers angles, des « allant-de-soi », des « lieux communs », trop facilement acceptés par ailleurs. Ce sont, alors, des confrontations de valeurs, de « vision de monde », de philosophies et d'idéologies qui ont lieu d'être. Même quand elle affirme des préoccupations principalement écologiques ou éthiques, cette démarche critique est toujours politique, au sens même du politique, c'est-à-dire de la citoyenneté ». ²⁰⁷
- Cet esprit critique devrait permettre une plus grande autonomie relative de la profession, au sens que l'entend Bourdieu, c'est-à-dire une perméabilité moindre face aux divers champs qui cherchent à l'influencer à son dépens et pour des intérêts qui lui sont étrangers. « On retrouve ici le concept de « conscientisation » de Paulo Freire pour lequel l'éducation ne peut être pensée indépendamment du pouvoir qui la constitue, ni détachée de la réalité concrète dans la quelle elle s'inscrit. » ²⁰⁸

207 Jacques Ardoino, « Editorial de l'intention critique » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.7

208 Nicole Blondeau, Annie Couédel, « Une pédagogie critique à l'université » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.30

Alors que la question de la pensée critique se pose en ces termes pour la médecine, qu'en est-il pour les diététiciens au cours de leur formation ? Le Brevet de Technicien Supérieur (BTS) de Diététique s'obtient soit à travers un cursus suivi dans un lycée technique ou un institut privé, soit à l'université au sein d'un IUT de génie biologique option diététique. Nous avons participé en tant qu'élève à la formation du BTS dans un lycée public pendant un an et demi sur les deux ans que dure la formation, suite à quoi nous n'avons pas pu poursuivre cette observation participante pour des raisons médicales, nous avons donc pu assister à la naissance du groupe de notre classe et presque à sa fin. Le lycée public constitue l'une des meilleures formations dans le domaine, avec environ 80% de réussite à l'examen pour le lycée où nous étions, ce qui s'explique par la gratuité de la formation et le nombre élevé de dossiers pour le peu de places admises au sein des établissements, soit environ 900 dossiers pour 70 places dans notre lycée.

Le référentiel fixé par l'arrêté du 9 septembre 1997 encadrant la formation ne prévoit pas de dispositif spécifique pour enseigner un esprit critique visant les objectifs que nous avons cités plus haut. Il vise plutôt au contraire à l'intégration potentielle des diététiciens eu sein de l'industrie agroalimentaire, à travers différentes compétences à acquérir, comme « concevoir et réaliser un questionnaire d'enquête de motivations, de consommation... dans un but commercial ou à des fins préventives » (capacité 1_5_1) ou bien comme « participer à la politique de communication en matière de lancement et de promotion des produits alimentaires » (capacité 1_7_2). Le nouveau référentiel des compétences du diététicien écrit par les membres de l'Association Française des Diététiciens Nutritionnistes en mars 2004 précise lui dans son point 9 que les diététiciens doivent développer la compétence d'avoir un esprit critique, sans donner plus de précision. Comme le dit Jacques Ardoino : « Tout (ou presque) se voulant désormais critique, la pensée « a-critique » prolifère d'autant plus à son aise. »²⁰⁹ Il s'agirait de savoir ce que ce terme recouvre à leurs yeux plus exactement car pour les auteurs de « diététiciens aujourd'hui » « le diététicien du fait de sa formation exerce pleinement son esprit critique dans une vraie démarche scientifique »²¹⁰, ce qui ne nous semble pas du tout être le cas si l'on prend comme finalités de l'esprit critique celles que nous avons données plus haut, d'autant plus que ces auteurs précisent que le diététicien « dispose de nombreux outils pour véhiculer l'information. Il peut utiliser des supports écrits : documents tels que des plaquettes, des brochures, des dossiers... [...] d'autres moyens : des jeux et matériels éducatifs spécifiques »²¹¹ alors que nous avons montré que ce genre de moyens sont souvent édités

209 Jacques Ardoino, « Editorial, de l'intention critique » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.5

210 M-C Puissant, M-F Six, Michelle Cabanel, Corinne Garrault, Michèle Maître, *Diététiciens aujourd'hui*, Maloigne, 1996, p112

211 M-C Puissant, M-F Six, Michelle Cabanel, Corinne Garrault, Michèle Maître, *Diététiciens aujourd'hui*, Maloigne, 1996, p113

par l'industrie et peuvent être critiqués pour leur contenu. De plus les auteurs voient tout à fait le diététicien travailler au sein des entreprises pharmaceutiques ou de l'industrie agroalimentaire attaché au service commercial, marketing, communication développement ou au service consommation, ce qui pourrait poser justement problème au diététicien qui veut préserver sa mission de santé publique et son éthique professionnelle. Mais ce ne semble pas être la priorité des auteurs qui paraissent plus axés sur les perspectives professionnelles que le secteur peut offrir aux diététiciens dans la mesure ou celui-ci « devrait se développer », qu'il est « riche en potentialité » et que le diététicien « fait bénéficier l'entreprise de son aptitude à informer et à communiquer dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation. Et ses propos sont d'autant plus crédibles que le diététicien est généralement reconnu par le grand public comme un professionnel de la nutrition, proche du vécu alimentaire quotidien du consommateur »²¹².

Pour notre part, nous allons nous efforcer de montrer en quoi la formation actuelle ne prépare pas la formation de l'esprit critique de ses élèves, tel que nous l'avons défini.

1.1) Méthodologie

Nous avons recueilli nos informations à travers plusieurs biais, et notamment à travers notre observation participante en tant qu'élève d'une classe du BTS de Diététique dans le lycée public au sein duquel nous avons étudié. Nous avons consigné nos observations dans des carnets d'observation que nous avons continuellement en notre possession.

Nous avons également procédé à des entretiens avec onze élèves, deux anciens élèves, quatre professeurs, notre chef de travaux et la présidente de l'Association Française des Diététiciens et Nutritionnistes (AFDN), ainsi que la responsable du comité scientifique de l'association. Pour ces entretiens nous nous sommes inspirés de la méthodologie de l'entretien compréhensif de Jean-Claude Kaufmann. L'aspect semi-directif de la grille de question, et le fait que l'enquêteur puisse « s'engager activement dans les questions pour provoquer l'engagement de l'enquêté »²¹³ pour créer une « dynamique de discussion »²¹⁴ nous a paru bien correspondre à notre situation d'entretien. En effet en tant qu'élève nous-même de la classe où nous avons réalisé la majorité des entretiens, nous étions connu des enquêtés et avions des relations conviviales quotidiennes. Nous recherchions donc plutôt un cadre souple où nous pouvions retrouver cette souplesse d'échange tout en menant à bien l'entretien et les questions que nous avons à poser. Nous avons donc en tête ce passage du livre de

212 M-C Puissant, M-F Six, Michelle Cabanel, Corinne Garrault, Michèle Maître, *Diététiciens aujourd'hui*, Maloine, 1996, p121

213 Jean-Claude Kaufmann, *l'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2ème édition, 2007, p.19

214 Jean-Claude Kaufmann, *l'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2ème édition, 2007, p.45

Kaufmann pour passer nos entretiens : « le but de l'entretien compréhensif est de briser cette hiérarchie, le ton à trouver est beaucoup plus proche de celui de la conversation entre deux individus égaux que du questionnement administré de haut. Parfois, ce style conversationnel prend réellement corps, le cadre de l'entretien est comme oublié : on bavarde autour du sujet. De tels moments indiquent que l'on a réussi à provoquer l'engagement et jouent un rôle positif de respiration, pour l'enquêteur comme pour l'enquêté. Ils ne doivent toutefois pas durer trop longtemps, au risque de déstructurer l'entretien, qui dérive vers un échange mou. Pour atteindre les informations essentielles, l'enquêteur doit en effet s'approcher du style de la conversation sans se laisser aller à une vraie conversation : l'entretien est un travail, réclamant un effort de tous les instants. L'idéal est de rompre la hiérarchie sans tomber dans une équivalence des positions : chacun des deux partenaires garde un rôle différent. L'enquêteur est maître du jeu, il définit les règles et pose les questions ; l'informateur au début se contente de répondre. C'est ensuite que tout se joue : il doit sentir que ce qu'il dit est parole en or pour l'enquêteur, que ce dernier le suit avec sincérité, n'hésitant pas à abandonner sa grille pour lui faire commenter l'information majeure qu'il vient de livrer trop brièvement. L'informateur est surpris de se sentir écouté en profondeur et il se sent glisser, non sans plaisir, vers un rôle central. »²¹⁵. Il nous paraissait également important que l'on puisse « livrer sa propre opinion, expliquer un aspect des hypothèses »²¹⁶, au cours des entretiens, par rapport à certaines observations particulières que l'on avait fait en classe ou en dehors de celle-ci. Nous avons par contre eu beaucoup plus de mal à nous inspirer de la *Grounded Theory* que prône Jean- Claude Kaufmann en faisant « parler les faits »²¹⁷ et en créant de la théorie à partir du matériau accumulé. Notre travail étant essentiellement descriptif, nous nous sommes surtout servi des entretiens pour comprendre le point de vue des acteurs et pour illustrer et vérifier nos hypothèses.

1.2) Obstacles à la formation d'un esprit critique au cours de la formation

Nous sommes conscients qu'il existe différents obstacles parfois inhérents à la formation, qui jugulent l'expression de ce que pourrait être la formation d'un esprit critique au sein du cursus, nous nous efforçons ici d'en faire la liste afin de mieux cerner le cadre dans lequel nous devons opérer.

215 Jean-Claude Kaufmann, *l'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2ème édition, 2007, p.48

216 Jean-Claude Kaufmann, *l'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2ème édition, 2007, p.53

217 Jean-Claude Kaufmann, *l'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2ème édition, 2007, p.73

1.2.1) Le facteur temps

Comme c'est le cas pour la médecine, le problème du temps imparti pour les études du BTS apparaît comme central pour les acteurs de la formation, en revenant souvent au sein des interviews que nous avons pu réaliser. La formation se déroule en France en 2 ans alors que dans les autres pays européens il s'agit de 3 voire de 4 ans. Le volume des connaissances n'a fait qu'augmenter avec le temps alors que la formation n'a pas évolué dans son volume horaire, ce qui donne des programmes surchargés et des professeurs devant parfois distribuer des photocopiés pour rattraper le temps perdu. Comme le dit une élève à la question « Est-ce que pour toi ce rythme il peut aller à l'encontre de ce recul critique ? - Oui je pense, la formation actuelle est en deux ans, c'est quand même quand tu vois tout ce qu'il y a à savoir en connaissance des aliments, je me dis qu'il va y avoir encore tout ce qui est régime, patho et tout ça, c'est pas du bourrage de crâne mais pas loin quand même, c'est toute une formation à assimiler en deux ans, pendant qu'on étudie ça, tu n'as pas forcément le temps de te poser 36 000 questions là-dessus, en même temps c'est ça, faut caser tout ça dans les deux ans, si on avait plus de temps on aurait plus de temps pour assimiler nos cours et plus de temps pour se poser des questions. » Une enseignante dit elle qu'on « gave les élèves comme des oies ». Néanmoins la formation devrait bientôt passer en trois ans selon les vœux de la profession qui milite depuis longtemps pour cela et des différents rapports touchant à la formation, comme ceux écrits par le professeur Michel Krempf²¹⁸ ou le professeur Ambroise Martin²¹⁹.

Cependant cela ne résoudrait pas la question de la place attribuée à l'esprit critique car les étudiants de médecine ont bien plus de temps que les étudiants en diététique et ne profitent pas non plus d'un enseignement spécifique comme les auteurs de l'article du Monde le soulignent. On peut aussi s'en apercevoir en lisant le rapport de l'Igas (Inspection générale des affaires sociales, un organisme public qui opère des inspections et des rapports de référence sur différents aspects de la société) sur l'information des médecins généralistes sur le médicament où il apparaît selon le *Formindep* que « les médecins généralistes sont pour la plupart dans l'incapacité de trier le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire de faire la part des choses entre une information fiable et scientifique, et la promotion publicitaire. Nous redisons que cette capacité à trier l'information est une véritable compétence professionnelle que les médecins n'ont pas acquise et ne maîtrisent pas pour la plupart, du fait entre autres d'une formation médicale initiale et continue sous la coupe des firmes pharmaceutiques. »²²⁰ Au-delà du temps de la formation, il s'agit de savoir s'il peut exister une réelle motivation pour enseigner l'esprit critique aux élèves.

218 http://www.sante.gouv.fr/htm/pointsur/nutrition/actions311_2.pdf

219 http://www.sante-sports.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_A_Martin_formation_nutrition.pdf

220 http://www.formindep.org/Le-rapport-de-l-IGAS-sur-l-var_recherche=igas

1.2.2) Le contenu des cours

Comme nous l'avons souligné précédemment, le référentiel des compétences de la formation actuelle ne prévoit pas de dispositif pour encadrer la formation d'un esprit critique tel que nous l'avons défini au sein de la formation. Du coup celui-ci n'est pas abordé au cours des deux années de cours, restant absent de la formation dans son ensemble. Il semble se produire ce que décrit Ardoino : « L'une des finalités essentielles de l'éducation réside, en effet, dans l'ambition explicite de contribuer à provoquer au niveau de l'apprenant, du formé, ou plutôt du « se formant », pour le plus grand nombre possible à l'échelle sociale, l'élaboration, la maturation et le développement, l'éclosion, d'un esprit critique suffisamment autonome, et pourtant toujours en devenir, inachevé. Mais en fonction des idéaux démocratiques et des contraintes économiques de gestion, l'éducation devient un système. Il est organisé, institutionnalisé, et se vide peu à peu de tout élan critique. »²²¹ On retrouve également ce que développe Jean-Louis Legrand et Hélène Bezille : « Dans les sciences en général [la fonction critique] est une fonction nécessaire. Celle-ci se construit dans un cadre qui accorde la plus grande importance à l'examen attentif et à la discussion des présupposés de la recherche, à la réfutation et au débat sur ce qui est pertinent et ne l'est pas. Pourtant force est de constater que beaucoup d'organisations éducatives ou sociales ont du mal à accepter ce pouvoir de la critique qui viendrait mettre à mal leur fonctionnement. Or ce qui rend possible une culture de la pensée critique, c'est aussi une certaine capacité des institutions à intégrer cette dimension critique. Cette intégration se heurte à un modèle dominant de l'éducation qui s'inscrit dans une visée utilitariste et adaptative. Comment obtenir le diplôme ? Comment ajuster la formation aux besoins du marché ? Comment acquérir des savoirs pour en tirer bénéfice et investissement dans une conception bancaire de l'éducation ?²²² »

La critique semble difficile à incorporer à des cours rigides dont le contenu sera sanctionné par l'examen final du BTS. On note l'exemple de cette étudiante qui a lu des choses différentes du cours sur le lait : « les profs m'ont dit qu'en tant qu'élève de première année fallait pas du tout s'intéresser, enfin fallait rester dans le général et ne pas voir ça, c'était un médecin qui avait des pratiques que ne pourrait pas avoir un diététicien donc il ne fallait pas s'attarder sur ces pratiques, (...) il ne fallait pas que je m'attarde sur des articles qui pouvaient contredire ce qu'on apprenait nous parce qu'on apprend des choses c'est pour ne pas apprendre d'autres qui vont à l'encontre ».

Sous sa forme actuelle, la formation est sanctionnée par l'examen final du BTS qui valide les

221 Jacques Ardoino, « Editorial de l'intention critique » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.11

222 Jean-Louis Legrand, Hélène Bézille, « Présentation du numéro » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.13

apprentissages des différentes matières de la formation. Cet examen final est basé sur les connaissances théoriques telles que l'on peut les trouver professées par le PNNS ou par les *Apports Nationaux Conseillés* de l'AFSSA. Il serait délicat de vouloir par exemple aborder le problème des laitages tel que nous l'avons fait en première partie en ce qui concerne tout du moins les positions officielles sur les produits laitiers par rapport à l'ostéoporose et aux *Apports Nationaux Conseillés* en calcium. En effet cela pourrait encourager des élèves à être plus circonspects dans leurs réponses à l'examen du BTS et cela pourrait leur coûter des points, voire leur diplôme. C'est une des peurs que les professeurs émettent quand nous avons pu leur parler de ce sujet. Cela pourrait également leur porter préjudice dans leur pratique professionnelle où l'on attend des diététiciens qu'ils appliquent ce que les autorités telles que le PNNS ou l'AFSSA affichent. Les professeurs redoutaient également que de telles positions puissent faire peur aux élèves et les destabiliser en ne sachant plus à qui ils pouvaient faire confiance ou sur quoi ils pouvaient baser leur jugement. Il s'avère en effet que les cours ne développent jamais de positions critiques et sont toujours très consensuels, comme s'il n'y avait qu'une seule voix dans le monde de la diététique et qu'elle ne souffrait d'aucune critique. Les élèves finissent par s'habituer à ces repères fixes et stables et à en être demandeurs, tout en prenant l'habitude de ne pas avoir à faire de choix, seulement à suivre leurs cours. Il y a ainsi très peu de place pour le relativisme et les données que l'on apprend lors de cette formation semblent figées dans le temps, immuables, alors que les *Apports Nationaux Conseillés* par exemple ont été revus plusieurs fois depuis leur mise en place. Cet état de fait fait penser à ce passage de Paul Zawadski : « Dans le *Premier mémoire*, portant sur *la nature et l'objet de l'instruction publique*, Condorcet met en garde contre le fait d'apprendre aux enfants la Constitution en suscitant chez eux « un aveugle enthousiasme qui rende les citoyens incapables de la juger » ; si on leur dit « Voilà ce que vous devez adorer et croire », alors c'est une espèce de religion politique que l'on veut créer ; c'est une chaîne que l'on prépare aux esprits, et l'on viole la liberté dans ses droits les plus sacrés, sous prétexte d'apprendre à la chérir. Le but de l'instruction n'est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger. Il ne s'agit pas de soumettre chaque génération aux opinions comme à la volonté de celle qui la précède, mais de les éclairer de plus en plus, afin que chacun de vienne de plus en plus digne de se gouverner par sa propre raison. »²²³

De plus des cours comme ceux de biochimie ont tendance à impressionner les élèves par les nombreuses formules et les nombreux détails que les élèves doivent apprendre et à renforcer l'impression que les apprentissages s'inscrivent dans le vrai sans remise en question possible, alors

223 Paul Zawadski « Scientisme et dévoiements de la pensée critique » in *Désir de penser, peur de penser*, Parangon/Vs, Lyon, 2006

que cela peut être vrai pour la biochimie, qui se rapproche plus d'une science exacte, et rester à débattre pour les cours de nutrition, qui reste une science en perpétuelle évolution.

Une grande place est attribuée à l'apprentissage par coeur pour réussir les épreuves du BTS, et il y a au contraire peu d'espace pour la réflexion ou la prise de recul sur les données apprises.

Cet aspect très consensuel de la formation peut toutefois s'expliquer par le fait que le corps enseignant de la formation semblent mettre en avant la dimension professionnelle du BTS, et par conséquent ne cherchent pas à dénigrer le secteur industriel qui pourrait être un futur recruteur des diététiciens, en sachant qu'il existe environ 20% de chômage dans cette branche, ce qui n'est pas négligeable²²⁴.

1.2.3) Matin Céréales

Au cours de la première année de formation, nous avons reçu la visite au lycée de Matin Céréales, un syndicat d'entreprises comme Nestlé ou Kellogg's qui fabriquent des céréales petit-déjeuner. Une diététicienne avait fait le déplacement pour nous présenter un power point pendant les deux heures d'un cours de nutrition, et il nous avait été demandé de prendre des notes comme pour un cours classique. Deux autres personnes de Matin Céréales étaient également dans la salle sans s'être présentées, et il s'avéra, après que je leur en fis la demande, que c'était une autre diététicienne et une jeune femme détentrice d'un DESS en communication.

La présentation des céréales petit-déjeuner fut angélique, la diététicienne ne fit pas une critique à leur encontre, et pour elle, les céréales petit-déjeuner correspondaient parfaitement à une alimentation équilibrée et variée et devaient même être recommandées pour toute la population, y compris les personnes âgées.

De plus, le power point s'appuyait sur un certain nombre d'études parmi lesquelles on retrouvait souvent l'étude Fleurbaix-Laventie dont nous avons parlé plus haut (page 27) et dont nous avons montré les biais, notamment celui d'être très complaisant vis-à-vis des sponsors qui l'avaient financée. Parmi les points que la diététicienne avancera et que les élèves auront retenu on retrouvera ainsi l'idée que « les glucides ne font pas grossir et qu'au contraire ceux qui en consomment le plus sont souvent les plus minces et les mieux dans leur corps », ce qui rappelle étrangement les résultats trouvés par l'étude SU.VI.MAX au bénéfice de Lu, que nous mentionnions page 29.

Pour nous il s'agissait là d'une opération marketing déguisée sous un manteau d'études dites scientifiques, présentée par une diététicienne qui donnait son crédit à l'intervention, alors que le power point n'avait pas été rédigé par elle mais par la cellule de communication de Matin Céréales

224 Normes européennes universitaires et professionnelles pour les diététiciens, EFAD, juin 2005, p.57

dont nous avons une représentante dans la salle en la personne de cette jeune femme diplômée en DESS de communication, comme nous l'apprendrons plus tard.

Mais pour les étudiants cette intervention se passa d'une toute autre manière. Déjà, ils eurent pour la plupart du mal à identifier qui était Matin Céréales, même si la diététicienne l'avait précisé rapidement au début de son intervention. Il semble que pour eux cela n'avait guère d'importance de savoir qui venait les voir et dans quels buts, comme me le confia une étudiante : « moi je trouve qu'à partir du moment où il y a une intervention, il faut quand même que tu mettes un peu du tien, et faut pas non plus dire oh lala il y a quelqu'un qui vient etc, ben il y a quelqu'un qui vient, c'est pour toi, c'est pour t'aider, c'est pour ton bien, je pars de ce principe là ». Pour une autre, l'intervention de Matin Céréales avait carrément droit au statut de prévention : « les Français sont assez peu informés, sont mal informés, du coup c'est bien de faire de la prévention comme Matin Céréales ». Et pour un autre étudiant, Matin Céréales n'était pas « un organisme qui crée des produits, c'est plus un organisme qui propose de l'information sur ces produits et qui va répondre aux questions qu'on se pose sur le petit-déjeuner », en complétant que pour lui, Matin Céréales est un organisme privé certes, mais indépendant.

Dans l'ensemble les étudiants ont trouvé l'intervention ludique et bien faite, comme cette étudiante : « j'ai bien aimé parce que c'est vrai les céréales à part les trucs classiques que tu vois, ça m'a appris des choses dans le sens où elles ont rendu ça plus vivant (...), ça m'a donné pas mal d'informations, (...) les personnes avaient l'air assez réservé, il y en a qu'une qui parlait, mais de nous avoir fait passer les échantillons, de rendre le cours plus concret, j'avais bien aimé l'intervention, j'apprécie énormément cette intervention sur les céréales ou autre, qu'on vienne nous voir sur un sujet et qu'on nous en parle et qu'on nous apporte des informations qu'on nous donne des documents, qu'on nous dise voilà le petit-déjeuner est constitué comme ça, les céréales sont constituées comme ci, comme ça, ça vient pas directement de la boîte du supermarché et hop on prend et on mange, ça vient de tout un processus, ça a été réfléchi, ça a été pensé, pour qui pour quel groupe de population, on ne va pas donner des céréales qui ont du chocolat à des personnes de plus de 60 ans, on ne va pas donner du muesli à un petit bébé, ils ont réfléchi à adapter un produit qui semble assez courant à différents groupes de personnes. J'ai trouvé ça intéressant, rien que dans le domaine de la recherche, dans le projet que certaines personnes ont construit pour créer cette gamme de céréales, je trouve ça très intéressant. »

Il est certain que l'intervention ayant lieu au sein du lycée, pendant le cours de nutrition, et étant présenté comme ayant valeur de cours sur les céréales petit-déjeuner, les étudiants n'avaient a priori pas à se méfier outre mesure de ce qu'on allait leur proposer, comme ce fut le cas de cette étudiante qui témoigne : « je trouve qu'ils devraient plus, les profs s'ils s'étaient réellement

renseignés sur leur contenu, ils nous auraient dits faites attention, allez chercher des documents, on ne veut pas vous influencer, prenez vous le temps de comparer vos documents avec ce que la dame va dire, si eux ils nous disent il y a une conférence avec *Matin Céréales*, le fait qu'ils viennent et qu'on nous dise pas attention il peut y avoir des contradictions, pour moi cela voulait dire que leur contenu était fondé, était légitime, c'était vraiment quelque chose de concret, alors qu'on nous aurait dit il y a des contradictions il existe des choses qui vont peut-être contredire vos informations, allez les rechercher pour avoir du recul sur tout ça, on nous prépare pas vraiment, c'est vrai que quand on nous impose une réunion comme ça pour l'instant on a pas encore les notions pour différencier le vrai du faux en fait. » L'enseignante participa même à la distribution des plaquettes de *Matin Céréales* en classe, comme ci ces plaquettes étaient de l'information complémentaire sur lesquelles il n'y avait rien à redire. En tout cas le message a été bien reçu par les étudiants vu que ceux-ci ont retenu de l'intervention que « les céréales petit-déjeuner, c'était bien ». La plupart des étudiants n'ont pas du tout pris cette intervention comme étant de la publicité, comme le fait entendre cette étudiante : « je l'ai pas du tout vu là pour pousser à la consommation, je ne l'ai pas du tout vu, je n'étais pas du tout dans cette optique là, non pour moi c'est vraiment de l'information, sur le petit-déjeuner, sur les différents types de céréales qu'on pouvait prendre, mais non je ne l'ai pas du tout vu comme quelqu'un qui venait nous vendre ses produits (...) je ne m'étais même pas posé la question, pour moi c'était vraiment une intervention sur les céréales petit-déjeuner oui, mais en fait elle a cité aucune marque quand elle a distribué les petites boules [d'échantillons], je me souviens avoir dit c'est comme les Nesquik et elle elle m'a dit non ce sont des céréales comme ceci du coup ça ne faisait vraiment pas penser à de la pub, mais à de l'information. »

Aucun retour en classe n'a été fait sur cette intervention qui représentait pourtant l'une des rares occasions où l'on aurait pu parler de l'industrie agroalimentaire et évoquer ses pratiques dignes de suspicion en matière d'informations. Quant à savoir dans quel but on avait fait venir *Matin Céréales* au sein du lycée, il nous fut répondu qu'ils étaient tout le temps disponibles, et venaient gratuitement, cela semblait suffire à justifier leur venue au sein de la formation.

Cette intervention nous rappelle en tout point la présentation de l'agence de communication Junium-Altavia dont nous avons déjà parlé, qui précisait à l'intention de ses clients entrepreneurs : « la communication pédagogique permet à la fois une segmentation fine, une durée de prise de parole exceptionnelle (1h30 à 2h) et cela au service de messages complexes (...) les élèves sont en situation d'écoute, d'échange, et accordent une forte crédibilité aux messages. (...) la communication pédagogique doit favoriser l'évolution des comportements, elle crée un lien complice avec votre marque ou institution. »²²⁵

225 « la publicité envahit l'école », 60 millions de consommateurs, janvier 2006

1.2.4) Le salon Diétécom

Toujours en première année, nous sommes allés au salon Diétécom, qui a lieu dans les locaux prestigieux de la faculté de médecine à Saint-Michel, où les industriels exposent leurs produits et leurs brochures à leur stand, souvent tenus par des diététiciens, comme c'est le cas de *Matin Céréales* que nous avons retrouvé là-bas, du Cerin, de l'Observatoire du pain, ou du Centre d'Informations des Viandes (CIV), pour n'en citer que quelques-uns. Il y a également des conférences qui se tiennent dans les amphithéâtres, mais auxquelles nous n'avons pas pu participer vu que nous n'étions là que pour la matinée et qu'il nous avait été recommandé de prendre surtout les tables de composition des aliments mis à disposition sur les différents stands, ainsi que toute la « documentation » dont nous pouvions disposer. Voici d'ailleurs ce que dit Thierry Souccar des conférences qui se tiennent dans ce genre de salon : « Contrairement à ce que croient médecins, journalistes et surtout grand public, ces grandes messes médicales, [comme Diétécom, le Medec ou les Entretiens de Bichat] sont d'abord des affaires lucratives, dans lesquelles la majorité des conférences et ateliers sont sponsorisés ou parrainés. Coût pour un industriel laitier d'une conférence sur l'intérêt du calcium : 20 000 à 50 000 euros selon la manifestation, plus 2 à 3 000 euros pour le médecin intervenant. « Ces conférences peuvent être assimilées à une escroquerie morale, commente l'ex-manager d'une société de communication spécialisée dans ce type d'opérations. L'axe de la communication est établi par l'agence de communications. Par exemple, lorsqu'un aliment est malmené par les médias, comme le lait, on met en place une stratégie de réhabilitation sous la forme de conférences ou d'actions ciblées. Les professeurs qui interviennent sont instrumentalisés car ils n'en retirent pas un grand profit financier, de même que les journalistes qui reprennent les messages, qui eux ne gagnent rien. » Tout ceci a un coût, mais explique ce responsable, « lorsque l'agence évalue les retombées dans la presse sous forme d'articles, d'interviews ou d'émissions, elle a beau jeu de montrer à son client qu'elle lui a fait réaliser des économies par rapport à ce que lui aurait coûté une campagne publicitaire. L'agence, elle, s'engraisse de manière éhontée ».

A l'occasion du salon Diétécom 2002, le laitier Lactel a ainsi demandé au responsable du PNNS « de venir parler des enjeux du PNNS en général et pour les produits laitiers en particulier ». Mission accomplie. »

Là non plus, il n'y eut pas de retour en classe sur ce que nous avons vu ou lu à cette occasion, ni sur les différentes brochures que les étudiants ont pris chez eux. Comme le dit une étudiante : « Au moins on a eu plein de docs, il faut faire le tri, pour l'instant j'ai tout mis dans un carton je lirai ça ce week-end. J'ai tout pris, il y a des choses qui m'intéresseront certainement moins

que d'autres mais bon c'est des choses à mettre dans les classeurs et à garder pour la suite. » Aucune distinction n'était faite par la plupart des étudiants interrogés entre les cours et le matériel apporté par les industriels.

1.2.5) Incident lors d'un stage en restauration collective

En fin de première année, tous les étudiants sont censés réaliser des stages en restauration collective. Pour notre second stage nous avons choisi un hôpital parisien, où nous avons entre autre proposé au personnel de l'hôpital au sein du self, un petit pense-bête où nous donnions des conseils de base en matière de diététique, avec l'accord de la diététicienne qui était notre référente. Pour ce qui est des produits laitiers, nous avons décidé d'en parler de manière mesurée en évoquant la polémique qui existait à leur endroit. Mal nous en a pris d'après la cadre diététicienne de l'hôpital, qui après avoir convoqué notre diététicienne référente, nous a pris, ulcérée, à parti directement en nous faisant bien comprendre qu'il était inadmissible de parler des produits laitiers en ces termes. Nous avons beau eu vouloir discuter les arguments avancés en évoquant les travaux de Thierry Souccar, ce dernier lui était inconnu, et cela s'est terminé par une convocation au sein de notre lycée devant la chef de travaux qui s'est montrée plus compréhensive. Cette expérience montre comment les critiques inconnues par la plupart des diététiciens qui ne connaissent les produits laitiers qu'à partir de ce qu'en disent le PNNS et les autorités en général, peuvent être reçues et cela même au sein d'un hôpital renommé de Paris. Ceci n'encourage pas pour le moins à adopter une posture critique au sein de la profession.

1.2.6) La proposition de faire venir Thierry Souccar au lycée

Vers la fin de la première année, j'ai suggéré à notre chef de travaux de faire intervenir Thierry Souccar au sein du lycée pour que celui-ci nous parle de ses travaux. Bien que la proposition ait tout d'abord retenu son attention, l'offre fut ensuite déclinée, car pour cette dernière « les élèves étaient trop jeunes et cela risquerait de leur faire peur et de les déstabiliser ». Reste à savoir quand ces futurs diététiciens pourront se révéler être prêts à entendre des discours critiques au sein de leur profession, si ce n'est pas au cours de leur propre formation. On retrouve ici les deux facettes de la critique, comme le dit Jacques Ardoino : « la critique peut-être bonne et profitable, en ce qu'elle aide à progresser et à dépasser les « allant- de -soi », mais elle est néanmoins redoutée comme agressive et destructrice, dans la mesure où elle doit remettre en question l'ordre

antérieurement établi. »²²⁶ On peut néanmoins entendre ici cette peur que la critique pourrait engendrer à partir de la description qu'en fait Bergson : « nous avons instinctivement peur des difficultés que susciterait à notre pensée la vision du mouvement dans ce qu'il a de mouvant [...]. devant le spectacle de cette mobilité universelle, quelques-uns d'entre nous seront pris de vertige [...] Il leur faut des points « fixes » des repères, des cadres, une certaine forme de régularité auxquels attacher la pensée et l'existence »²²⁷.

Cette intervention aurait pu permettre d'aborder des critiques tout en les séparant du cours qui doit nécessairement correspondre aux attentes de l'examen, ce qui aurait pu tracer une plus grande clarté des logiques dans les têtes des étudiants, entre celle du cours et celle contestatrice portée par Thierry Souccar. Comme le dit Ardoino : « Comme la logique elle-même l'a déjà bien mis en évidence (Gödel) un système de pensée cohérent et articulé ne possède pas en lui les ressources nécessaires à sa remise en question. Cette dernière ne peut dès lors être escomptée que du mouvement même d'une extériorité, comprise par une méta-logique dialectique faisant intervenir sous forme de médiation des instances distinctes, des partenaires concrets, dont les regards, les opinions, les jugements, les valeurs, ne se confondent pas avec ce qui est en cause. »²²⁸

1.2.7) Les élèves

Il est vrai cependant que nos entretiens ont révélé une certaine immaturité des élèves en ce qui touchait la culture politique en général. La plupart des étudiants en BTS sortent du Bac, ou ont fait une année d'université avant de s'apercevoir qu'il leur fallait à nouveau retrouver une formation avec un cadre de type lycée pour se mettre vraiment à travailler. En ce sens, la culture très scolaire de la formation ne les gêne pas, ils y sont habitués suite à leurs études secondaires. Ainsi, la très grande majorité des élèves interrogés n'avaient jamais entendu parlé du mot lobby, et pour eux souvent, ils n'arrivaient pas à voir de divergences entre les finalités recherchées par la diététique et celle de l'industrie agroalimentaire. Pour eux il était clair que les diététiciens auraient à intervenir au sein de ces structures pour les faire évoluer vers une alimentation plus équilibrée, ainsi ils imaginaient très bien comment les diététiciens pourraient changer l'industrie, mais pas comment l'inverse se produit de manière quotidienne. On peut le vérifier à travers les dires de cette étudiante : « Je pense que l'industrie agroalimentaire et la diététique, elles doivent être liées, la diététique elle a

226 Jacques Ardoino, « Editorial, de l'intention critique » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.6

227 Claudine Haroche « effets psychiques du mouvement continu et de l'illimitation dans l'exercice contemporain de la pensée » in *Désir de penser, peur de penser*, Parangon/Vs, Lyon, 2006, p.279

228 Jacques Ardoino, « Editorial de l'intention critique » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.10-11

besoin de l'industrie agroalimentaire parce qu'elle a besoin de produits, mais je pense que la diététique elle doit influencer tout ce qui est plat préparé qui sont bourrés de conservateurs, de protéines, de lipides etc... Les deux doivent travailler en relation afin de permettre d'avoir des produits de qualité, maintenant je trouve qu'il n'y a pas assez de relation avec le consommateur, maintenant on voit des publicités mangez cinq fruits et légumes par jour, mangez pas trop gras, trop salé, mais il n'y a pas de réel échange je trouve, les publicités elles passent en cinq secondes et hop on revoit des chips juste après, enfin voilà je trouve que les deux sont liées, je pense que les deux ont besoin l'une de l'autre, enfin pour le métier de diététicien, il y a d'autres industries, mais actuellement l'industrie agroalimentaire ça reste une grosse partie, et eux ont besoin de la diététicienne pour avoir de la crédibilité pour vendre leur produit et par contre c'est dommage qu'il n'y ait pas plus d'échanges avec les consommateurs, je trouve ça dommage. »

De même, la recherche est pour eux idéalisée, sans qu'il ne soit fait de véritables distinctions entre les types de recherches effectuées, comme le souligne la réponse de cette étudiante à la question :

- « est-ce que tu distingues différentes recherches scientifiques, est-ce qu'il y en a qui sont plus crédibles que d'autres pour toi ?

- Non pas vraiment non.

- Est-ce que tu estimes qu'il y a des recherches scientifiques indépendantes et d'autres qui le sont moins ?

- Non ben euh sur tous les produits sur tous les emballages quand on voit à la fin qu'on peut appeler un numéro et on aura une diététicienne en ligne moi j'y crois, alors que la prof de nutrition nous dit que c'est pas vrai, moi je pense que comme c'est marqué sur un papier, c'est que c'est vrai, ils ne peuvent pas dire, c'est grave de dire que c'est une diététicienne alors que ce n'est pas vrai alors moi bêtement j'y crois, mais après sur les recherches scientifiques, non. »

Une autre étudiante nous demanda également notre avis un jour sur un produit réputé amincissant, et comme nous ne le connaissions pas, nous ne nous sommes pas prononcé mais avons posé quelques questions. Il s'avéra pour elle que l'une des assertions publicitaires devait être vraie parce que « c'était prouvé scientifiquement » d'après la publicité, comme si la science ne pouvait être instrumentalisée à des visées mercantiles.

Pour un travail de français aussi, beaucoup d'élèves n'avaient pas cité leur source, comme si la source d'information n'était pas d'une grande importance, nous avons pu constater ce fait pour un travail sur les petit-déjeuners également où les élèves étaient allés prendre leur information sur le site de Kellogg's et avaient affiché un paquet de céréales de la marque contre l'un des murs de la classe, comme une référence, comme si toutes les sources d'informations se valaient en quelque

sorte, tant que cela répondait à la question.

1.2.8) Le problème des sources autorisées pour forger l'esprit critique

En tant qu'enseignant, il n'existe pas en France de travaux de références sur l'influence de l'industrie agroalimentaire sur le monde de la diététique comme cela s'est fait aux Etats-Unis par exemple avec l'ouvrage de Marion Nestle *Food Politics*. Nous pensons que notre travail est le premier du genre en langue française à aborder ce sujet et pourrait constituer une première base, mais cela serait plus confortable pour les enseignants d'avoir une source reconnue sur laquelle il pourrait appuyer leurs propos. Cela est dû au rapprochement de ce thème avec celui de la politique et de l'idéologie, ce qui est toujours délicat à aborder lorsque les études telles que celle faite par Marion Nestle manque à l'appel. Pourtant « la séparation entre l'éducation et la politique, que ce soit par ingénuité ou astuce, est non seulement irréaliste mais dangereuse, puisque « penser l'éducation comme déconnectée du pouvoir qui l'établit (...) réduit l'éducation au domaine des idées et des valeurs abstraites, que l'éducateur alimente dans sa conscience sans se rendre compte du conditionnement qui le fait penser de cette manière » » selon Paulo Freire²²⁹.

Il existe aussi un problème dans l'autonomie que peuvent acquérir les étudiants en matière de critique au sein du domaine de la nutrition. D'une part la plupart des études sont en anglais, et la majorité des étudiants ne s'avèrent pas avoir le niveau en anglais suffisant pour pouvoir lire les comptes rendu d'études. Deuxièmement, aucun cours n'est fait sur le thème de la recherche pour permettre de faire la différence entre une étude cas-contrôle, une étude prospective ou une étude épidémiologique pour permettre d'en soupeser la valeur. Et quand bien même cela serait fait, il y a trop d'études qui sont faites chaque année dans le domaine de la nutrition pour pouvoir se faire une idée concrète à partir de soi-même sur un sujet qui touche au domaine. Thierry Souccar a eu besoin de plusieurs années pour mener son enquête sur les laitages par exemple, cela demande un travail fastidieux considérable. Il apparaît donc difficile d'attendre des élèves une autonomie d'expertise des études publiées dans le domaine de la nutrition.

1.2.9) Conclusion

Un certain nombre d'obstacles apparaissent comme inhérent à la formation, comme c'est le cas du facteur temps, ou même à la science de la diététique, comme on l'a vu pour ce qui est de

²²⁹ José Gonzalez Monteagudo « Les pédagogies critiques chez Paulo Freire et son audience actuelle » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002, p.52

l'autonomie critique que l'on pourrait attendre des élèves. Néanmoins, d'autres obstacles pourraient être envisagés d'une autre manière au sein de la formation, comme c'est le cas pour *Matin Céréales* et le salon Diétécom, nous y reviendrons lorsque nous ferons nos propositions ci-après pour intégrer plus d'esprit critique à la formation.

1.3) Ce qui est déjà réalisé en matière d'esprit critique au sein de la formation

actuelle

1.3.1) L'influence mutuelle

Il existe tout de même de rares étudiants dans la formation qui ont acquis un esprit critique, comme cette étudiante ayant fait une année de médecine et trois années de biologie à l'université qui d'après elle lui ont permis de développer une pensée plus critique. Cela s'exprime notamment par un regard critique de l'intervention de *Matin Céréales*. Pour elle : « Je trouve ça bien qu'on ait des interventions comme ça de personnes extérieures, après pour *Matin Céréales*, j'ai vraiment trouvé que c'était de la pub pour les céréales. Il y avait des trucs j'étais pas forcément très d'accord avec ce qu'elle disait comme quoi plus on mange de céréales plus on est sûr de maigrir parce qu'ils ont fait une étude comme quoi ceux qui mangent le plus de glucides complexes ont une perte de poids et sont mieux dans leur corps, je trouve que c'est un peu de la généralisation, à mon avis, c'est pas parce qu'ils mangeaient non plus que des céréales et je ne suis pas persuadé qu'une personne qui mange deux fois plus de Miel Pops tous les matins elle perde du poids, bien au contraire, donc j'ai eu vraiment l'impression que c'était plus un cours marketing, on va essayer de leur bourrer le crâne ils sont en première année, ils ne s'y connaissent pas encore trop, on essaye de leur bourrer le crâne, comme ça une fois qu'ils seront dans le domaine professionnel ils vanteront les mérites des céréales et voilà donc si le diététicien dit à ses patients « mangez des céréales c'est vachement bien », le patient va le faire et ça va forcément entraîner une augmentation de la consommation donc des recettes. »

Cette étudiante m'a dit avoir parlé avec plusieurs personnes de sa classe de sa façon de voir cette intervention, elle a donc pu répandre une lecture plus critique de l'opération qui s'est déroulée dans sa classe.

Une amie de notre classe m'a également confié un autre exemple d'influence mutuelle entre étudiants. Elle faisait une intervention à Air France en compagnie de deux autres élèves, et tout d'un coup l'un des membres du personnel a pris à parti l'une des filles qui était venue parler de diététique en lui disant qu'il pensait que les laitages n'étaient pas bons pour la santé. Celle-ci réagit

promptement en récitant son cours sur les produits laitiers, comme il est essentiel d'en avoir bien 3 à 4 par jour, pour le calcium notamment. A ce moment là, l'intervenant dit qu'il avait lu un livre d'un certain Thierry quelque chose, mon amie, à qui j'avais parlé de Thierry Souccar et qui l'avait lu lui souffla le nom de l'auteur qui se révéla être exacte. Elle renchérit ensuite sur cet individu en disant qu'elle pensait en effet que les laitages n'étaient pas à recommander comme on le fait traditionnellement. La première élève fut donc toute surprise et demanda à en savoir plus, elle même étant une grosse consommatrice de laitages. A la fin de la conversation, elle demanda à notre amie de lui prêter le livre de Thierry Souccar sur les laitages. Cet exemple est intéressant car il montre une influence possible entre élèves, et un intérêt pour la critique de la part de l'élève qui a été interpellée sur ses connaissances sur les laitages. Celle-ci aurait pu tout rejeter en bloc, mais il n'en a rien été, elle s'est remise en question au contraire, et s'est ouverte à une autre manière d'aborder ce sujet, ce qui montre qu'il est possible d'aborder des aspects plus critiques avec les élèves sans que ceux-ci ne soient tout à fait déstabilisés et perdus, apeurés, là au contraire l'élève a montré qu'elle avait envie d'en apprendre davantage et de se faire sa propre opinion.

1.3.2) La place qui nous a été attribuée au sein de la formation de la part des élèves et des professeurs.

Cette ouverture à la critique se retrouve aussi dans notre propre rapport aux élèves et aux professeurs au sein de la formation. En effet, nous avons été bien accueilli dans nos opinions différentes, tant par les élèves que par les professeurs. Les élèves nous ont posé des questions, et trouvaient cela bien que je me sois intéressé à toutes ces thématiques parallèles autour de la critique. Nous n'avons pas du tout été mis à l'écart pour cela, au contraire cela a été très valorisant et valorisé. Cela a été aussi le cas pour les professeurs, l'une d'elle nous a dit en entretien : « on est heureux que tu sois là le grand sage de la classe, nous on pense que tu joues un rôle tampon dans la classe et qu'il pourrait y avoir une ambiance bien différente si t'étais pas là et puis ça les ouvre, il y en a qui manque un peu de maturité on ne regrette pas de t'avoir pris ». Cette même enseignante de nutrition qui faisait sa première année en tant qu'enseignante nous a même encouragé dans notre démarche critique, en intervenant dans son cours, comme le passage suivant l'indique : « je t'encourage aussi à critiquer toi-même parce que je sais que cela ne me vise pas moi, qu'on fasse un contrat clair vis-à-vis des autres que parfois tu intervies parce que moi je ne suis pas en mesure de le faire (...) Sur ce que tu faisais au début de l'année moi ça ne m'a jamais dérangé, c'est juste que ça m'a dérangé parce que ça a bien montré que tu en connaissais beaucoup plus que moi dans le reste mais moi ça ne m'a pas plus dérangé que ça, parce que mon année elle est comme ça du début jusqu'à la fin et que ça va

être laborieux jusqu'à la fin, ça je m'y suis fait, mais je pense que dans l'intérêt des élèves ça serait bien de continuer à citer tes sources parce que moi je ne suis pas en mesure de le faire, comme je serais prête à écouter l'intervention de Thierry Souccar l'année prochaine, mais pas en tant que prof qui va l'accueillir. »

Nous avons aussi pu proposer des documentaires critiques en cours de français, qui est un cours plus ouvert où il n'y a pas vraiment de programme fixe. Ces derniers ont été très bien accueillis par l'enseignante de français et par les élèves. Nous avons donc vu « Supersize Me » de cette manière, et notre professeur de nutrition nous a montré « Fast food nation ». Il s'en est suivi à chaque fois de courts débats dans la classe qui ont créé un espace de discussion fort rare au sein de la formation qui n'était pas inintéressant, même si les élèves dans leur ensemble ne se sont pas montrés très sensibles au côté politique des histoires présentées et se sont plus identifiés à la démarche individuelle de Morgan Spurlock par exemple, pour le film « Supersize Me ». Nous avons aussi passé dans les mêmes conditions un documentaire militant du MDRGF (Mouvement pour le Droit et le Respect des Générations Futures) sur les pesticides en cours de toxicologie dont le titre est « Pesticides, non merci ! ». Nous avons aussi proposé aux élèves qui le souhaitent d'aller voir le film « nos enfants nous accuseront » sur l'agriculture intensive et l'agriculture biologique. En sortant de ce film, l'une des étudiantes nous dit : « ce qui est bien avec toi, c'est qu'on se rend compte que même lorsque on aura notre BTS, on aura encore plein de choses à apprendre à côté ».

1.3.3) Les professeurs

Les professeurs contribuent également dans une certaine mesure à nourrir l'esprit critique des élèves. Dans notre classe ce ne fut cependant qu'au-travers de petites phrases dites en passant, portant sur différents aspects, comme « là il faut faire attention au niveau de la probité de cette étude car elle a été financée par l'industrie », ou « C'est ce que vous devez apprendre pour le BTS, mais j'espère que vous ferez votre chemin une fois que vous aurez votre diplôme en poche sur ce sujet ».

J'ai par contre beaucoup entendu parler d'une enseignante qui donnait ses cours à l'autre classe de la promotion, et qui était très appréciée des élèves. Il s'est avéré que cette enseignante qui enseigne depuis 17 ans avait sa pédagogie bien à elle, forgée au fil des années et qu'elle arrivait à créer des espaces de discussion au sein de son cours et à faire davantage participer et faire réfléchir les élèves. Comme cette enseignante le dit elle-même : « une fois qu'on a étudié un ou deux groupes d'aliments, j'en arrive à employer davantage la forme interrogative : vous ne pensez pas que ? Qu'est-ce que vous pensez de ? A partir du moment où on dit qu'est-ce que vous pensez de ça, au

début les gens ne se connaissent pas dans une classe, ils ne vont pas parler, au bout de quelques mois ça commence à jaillir, c'est plus difficile comme exercice pour l'enseignant parce qu'il faut gérer la classe, gérer le groupe, quand on fait un cours magistral où tout le monde gratte on est très tranquille... On distribue des polys et on va demander d'y réfléchir avant d'en faire la synthèse, il faut déjà se sentir très à l'aise par rapport au contenu par exemple jeune prof je n'aurais pas su faire ça, où je l'aurais fait maladroitement ». Une élève renchérit : « Elle va donner des anecdotes personnelles, ça rend le cours vivant, tu as confiance en elle, tu la crois, elle te fait partager quelque chose, je ne sais pas comment dire, c'est un partage, ce n'est plus un cours professeur avec un élève qui note, ça devient plus une discussion tout en restant très professionnel. Elle te fait comprendre qu'il faut apprendre les choses pour le long terme, pas que pour le BTS ». Il semblerait que cette enseignante arrive à stimuler ses élèves à se poser des questions et à en poser pendant ses cours, comme nous le dit cette élève : « Elle donne son opinion, mais elle ne t'oblige pas à le prendre pour argent comptant, elle va essayer de te pousser toi à la réflexion et à te faire ta propre opinion. Elle te dit libre à vous de penser ce que vous voulez, ça c'est prouvé par des études etc, mais elle te fait tellement cogiter dessus que tu te forges ta propre opinion, elle te pousse vraiment à être professionnel et ne pas apprendre bêtement, à comprendre, à assimiler et à prendre du recul par rapport à ça, et je pense qu'une bonne partie de la classe c'est pareil, après le cours on va se faire une opinion personnelle vis-à-vis des produits, et elle dit vraiment des choses qui marquent, elle image vraiment ses cours, et ça donne envie de poser des questions pour en savoir plus et c'est ça qui va nous positionner et nous donner envie de réfléchir. On apprend pas les cours bêtement, forcément on apprend des chiffres, mais on va comprendre le pourquoi du comment. En plus du cours qui suit le programme tu as une sorte de cours parallèle qui va te donner des choses en plus et de la logique. Elle essaye de nous faire dire les choses avant de les dire elle, elle essaye de nous pousser à la réflexion, à la logique, et après elle nous dit si c'est faux pourquoi. J'aime vraiment ses cours, c'est génial. »

Cette réflexion rejoint l'esprit critique sur certains points, comme le montre ce passage de l'entretien :

« - Et par rapport à l'esprit critique, est-ce qu'elle encourage à aller chercher là où il y a des zones d'ombre ?

- Carrément, et elle le fait toujours, elle essaye d'avoir l'esprit critique par exemple elle nous a parlé pour les personnes âgées d'une étude qui montrait que le lactose jouait un rôle dans la cataracte et qu'il est préférable pour ne pas diminuer la consommation de calcium de ne pas diminuer la quantité de lactose dans la ration, et elle nous le dit comme ça, mais après qu'est-ce que cela veut dire, et c'est là que ça pousse à la réflexion, elle ne va pas te brutaliser, mais te choquer quand même pour

que si tu réagis pas à ça en tant que diététicien quand même, parce que tu sais que le lactose pourrait faire empirer la cataracte mais pour l'instant c'est pas grave, il est préférable de continuer à consommer du lactose, ça fait réfléchir quand-même, et plein de choses comme ça, vraiment plein de choses. Et c'est ces petites choses là qui te marquent qui font le plus, c'est parce que ça m'a marqué que je te l'ai dit. » Comme le dit l'enseignante elle-même à propos de l'esprit critique : « en tant qu'enseignant, chaque fois que c'est possible dire, dénoncer quelque chose, l'année où il y a eu ces deux types à Bordeaux qui avaient le monopole de la boucherie sur toute la ville et qui en fait il y a eu une descente de la Répression des Fraudes et des services vétérinaires dans l'industrie on a vu qu'il nettoyait la viande avec des détergents pour la rendre entre guillemets à nouveau consommable et il livrait à des hôpitaux, des crèches, quand il y a eu ce fait, j'en parle en classe, tiens vous avez vu, on va en discuter, à ce moment-là je leur montre combien c'est scandaleux je leur dis voyez comment garder ses profits, son monopole, ses bénéfices, ça va conduire à donner de la viande avariée à des personnes âgées, des enfants... Tu vois, ça va se développer comme ça, à partir d'un fait ou un échange ». Cette enseignante insiste aussi beaucoup sur l'aspect relatif des connaissances qu'on acquiert en nutrition, ce qui incite à prendre du recul par rapport aux apprentissages et à faire comprendre qu'il sera nécessaire de continuer à se former tout au long de la vie pour se garder à la page : « J'insiste beaucoup là-dessus, je leur dis souvent que les choses étaient différentes avant, quand j'ai commencé à m'intéresser à la nutrition on disait ça, et après on disait ça, et maintenant on dit ça, voyez comme les choses changent, comme c'est curieux. Et je me dis souvent que l'histoire des choses permet de mieux comprendre la chose en question ».

Par rapport à *Matin Céréales*, cette enseignante a aussi son avis : « Sur le coup de *Matin Céréales*, je suis extrêmement méfiante et critique là-dessus, on peut dire effectivement voilà le travail que vous pourriez faire mais aussi voilà le travail comme vous ne devriez pas le faire, parce que je trouve ça hallucinant et même diamétralement opposé de demander à quelqu'un qui a des connaissances sur les aliments d'aller travailler dans une entreprise où il faudra vanter des produits à tout prix alors que l'on sait qu'ils ne sont pas forcément bons ou parfaitement sains pour une telle population, donc moi je sais je ne suis pas diététicienne, si demain on me disait bon voilà tu vas aller vanter les céréales petit-déjeuner à partir de blé complet auprès des personnes, je refuserais, et me ferais remplacer par quelqu'un de plus docile, donc c'est on ne peut pas, je crois qu'il faut toujours garder une certaine liberté de penser, ça me paraît très important. Quand on est diététicien en restauration collective ou à l'hôpital, on peut garder cette liberté de penser, quand on est dans une boîte, dans une entreprise, je pense qu'on a plus cette liberté, il faut complètement rentrer dans le moule. »

Cette enseignante n'aborde pas vraiment le thème de l'industrie agroalimentaire tel que nous

l'avons traité en première partie, elle nous a dit ne pas connaître les travaux qui portaient à la connaissance les actions de l'industrie d'une manière plus globale, par contre elle essaie d'insuffler à ses élève une réflexion, à travers des espaces de discussion et des interrogations adressées aux élèves qui se rapprochent d'une pédagogie construisant un esprit critique chez les élèves. L'exemple de cette enseignante montre qu'il est possible d'adopter des postures allant dans ce sens, malgré le cadre rigide du BTS en termes de programme et de temps.

1.3.4) Les élèves par rapport à la formation tout au long de la vie

Nous avons interrogé deux anciens élèves du lycée que nous avons fréquenté, qui travaillaient depuis environ cinq ans au moment des entretiens. Ce qu'il est ressorti de ces entretiens c'est que les deux personnes interrogées avaient pris du recul toutes les deux avec les données apprises au cours de la formation, l'une en travaillant au sein d'un commerce d'agriculture biologique où elle avait pu lire des livres abordant d'autres visions que celles apprises en cours, notamment sur les laitages, et l'autre ayant introduit beaucoup de psychologie dans sa pratique en tant que diététicienne en libéral qui venait relativiser la place des rations types que l'on apprend à faire en classe. L'exemple de ces deux jeunes femmes montrent qu'il est possible d'évoluer après la formation dans ses pensées, que cette dernière ne constitue pas un formatage irrémédiable malgré le fait que les élèves sont « gavés comme des oies », et que pour certains ils prennent « un peu ce qu'on étudie dans cette formation comme une bible » comme nous l'a dit l'un des étudiants. Malgré cela elles nous ont toutes les deux affirmé qu'elles constituaient des exceptions parmi leurs anciens camarades de classe qui étaient dans l'ensemble restés plus proche des doctrines enseignées au sein de la formation.

Par rapport à la formation tout au long de la vie, les élèves dans leur ensemble semblaient unanimes pour affirmer qu'ils continueraient à se former après le BTS, comme c'est le cas de cet étudiant :

« - Est-ce qu'au niveau de la curiosité générale, vu que c'est lourd le BTS, tu penses qu'une fois que tu auras eu ton diplôme, tu auras le sentiment d'avoir assez donné ?

- Non non non, le BTS c'est de l'endurance sur deux ans, mais après il ne faut pas relâcher la pression, tu auras des patients qui auront une certaine attente envers toi, si tu veux être bon dans ton métier faut être bon tout le temps, même si tu as des connaissances, les bases, il faut continuer à apprendre, peut-être que tu pourras en faire moins, mais t'en feras quand même un peu, c'est quelque chose en évolution ce métier, c'est pas quelque chose qui va s'arrêter comme ça. Une fois que j'ai mon BTS, je continuerai à travailler à l'hôpital et je pense que j'en

apprendrai plus justement en travaillant, mais ce sera à nous de faire les démarches pour apprendre de nouvelles choses, non il ne faut vraiment pas dire qu'après les deux ans ça va être les vacances, je ne pense pas, c'est comme les médecins qui sont tout le temps en train de réfléchir, nous aussi on sera tout le temps en train de réfléchir. »

1.3.5) Conclusion

Un certain nombre d'éléments participent déjà à la formation de l'esprit critique au sein de la formation actuelle, avec notamment l'influence mutuelle des élèves entre eux, la place attribuée aux élèves qui sont eux-mêmes un peu plus critiques, la pédagogie de certains professeurs, et l'idée qu'il faudra continuer à se former tout au long de la vie après la formation. Mais il nous semble qu'on pourrait aller largement plus loin dans ce sens s'il y avait une volonté d'insuffler vraiment un esprit critique, pour l'instant trop marginalisé, aux élèves, comme nous allons le développer ci-dessous.

1.4) Ce qui pourrait être fait au sein de la formation pour renforcer l'esprit critique

Suite à notre travail en première partie, nous souhaiterions proposer des pistes pour envisager une formation des futurs diététiciens faisant une part plus grande à l'esprit critique tel que nous l'avons défini. En cela, plusieurs points nous semblent abordables, comme nous le détaillons dans ce qui suit.

1.4.1) La position de l'AFDN

Dans la nouvelle ébauche du référentiel de compétences que l'AFDN (Association Française des Diététiciens Nutritionnistes) a proposé en 2004, le point 9 de ce référentiel en 10 points vise à « Intégrer dans la pratique professionnelle les développements de la recherche et les acquis de la formation professionnelle » pour se faire il est écrit qu'il faudrait « développer ses compétences d'analyse d'information et son esprit critique »²³⁰.

Pour la présidente de l'AFDN, cet esprit critique sous-entend « une réflexion sur sa pratique mais aussi sur la profession de diététicien dans le contexte global de la santé publique, donc c'est un esprit critique à deux niveaux, c'est pour ça qu'on parle bien d'un développement personnel et on parle aussi d'un développement professionnel ». L'esprit critique tel que nous l'avons défini pourrait rentrer dans ce cadre de « contexte global de la santé publique ». La présidente de l'AFDN n'est pas

230 Informations diététiques, « Référentiel de compétences », mars 2004, p.40

dûpe des divergences des logiques de l'industrie agroalimentaire et de la diététique, comme elle le dit : « l'industrie agroalimentaire n'a pas les mêmes logiques que les diététiciens, eux ils ont un objectif commercial, certes avec un souci de santé publique affiché. (...) C'est vrai qu'ils [les industriels] auraient une tendance à vouloir s'engouffrer et à prendre un repère nutritionnel et de le traduire à leur manière à eux pour qu'un produit soit acheté. Nous professionnels de santé on est dans une autre démarche, il faut que leurs produits répondent aux critères du PNNS (Programme National Nutrition-Santé), mais attention à ce qui est marqué et on n'est pas là à pousser pour que le consommateur achète, il faut qu'il soit conscient, averti, et on ne se rend pas compte qu'il est quand même paumé. » Cependant, pour elle il faut « à un moment donné arrêter d'aller chercher la petite bête, on trouvera toujours des liens, on trouvera toujours des relations qui pourront être interprétées » lorsque nous avons abordé le lien entre le patron du PNNS le docteur Serge Hercberg et les industriels. Pour elle, « il n'y a rien à jeter dans le PNNS », dit-elle sans connaître les critiques de Thierry Souccar adressés aux laitages. Du coup, l'esprit critique qui pourrait rentrer dans le cadre de ce « contexte global de santé » pourrait comprendre une critique des industriels, mais pas du PNNS à proprement parlé, si l'on se réfère aux dires de la présidente de l'association. Si cela était dit plus clairement dans le référentiel, les professeurs pourraient du moins commencer à se pencher sur l'influence de l'industrie agroalimentaire dans le domaine de la diététique, et en parler aux élèves, ce qu'ils ne font pas pour le moment « par devoir de réserve » comme l'un des professeurs nous a dit, vu qu'il n'en est pas question dans le référentiel actuel.

1.4.2) Au niveau du contenu de la formation

La formation pourrait se donner comme objectif d'aborder différentes choses au cours du cursus. La contrainte temps pèse bien sûr sur la possibilité de rajouter de la matière au programme, mais il ne faut pas oublier que la formation devrait passer en trois ans normalement dans les années à venir, libérant de l'espace pour de nouvelles matières et des compléments de cours tels que nous les présentons ici.

Il s'agirait déjà de bien faire comprendre aux élèves les différences fondamentales de logiques qui mènent l'industrie agroalimentaire et la diététique. Même si certains des élèves interrogés avaient une vision dégrossie de ce sujet, beaucoup avaient encore une vision angélique de l'entreprise et s'imaginaient qu'en tant que diététicien, ils allaient forcément être écoutés au sein de l'entreprise pour que cette dernière se tourne vers des produits plus sains. Cette distinction apparaît d'autant plus justifiée à faire que les industriels lancent leurs propres outils de communication dans le domaine de la nutrition, comme c'est le cas de la fondation Nestlé « Manger mieux pour vivre

mieux », et que ces derniers cherchent à acquérir une légitimité pour tout ce qui touche à la diététique. Ceci pourrait être fait en cours de nutrition ou en cours d'éco-gestion.

Il nous apparaît essentiel de faire prendre conscience aux élèves que des chercheurs et des docteurs peuvent ne pas parler forcément au nom de l'intérêt général mais qu'ils peuvent défendre des produits pour lesquels ils ont obtenu des contrats avec le secteur privé. Cela leur permettrait d'être moins crédules pour leur formation tout au long de la vie face aux différentes interventions qu'ils pourront entendre. Il s'agirait ici de préciser que les interventions des chercheurs dans les salons comme Diétécom ou les Entretiens de Bichât, qui jouissent d'une certaine réputation au sein de la profession, peuvent être eux aussi sponsorisés, ou qu'il existe aussi des partenariats public-privé comme les Enfants du Goût qui vendent leur contenu pédagogique et didactique aux industriels. De même il serait souhaitable de démystifier la pureté de la science de la nutrition en faisant comprendre aux élèves que ce n'est pas parce qu'une étude se dit scientifique qu'elle est vraie, ni qu'elle suffit à se faire une idée de la vérité, cette dernière se construisant toujours sur un faisceau convergeant de preuves de différentes études, si possible indépendantes.

Nous pensons qu'il serait également profitable aux élèves de souligner les limites des organismes publics qui gèrent l'espace de l'alimentation comme c'est le cas de l'AFSSA, en montrant qu'elles peuvent entrer en concurrence avec des intérêts économiques et que ces derniers parfois, et même souvent l'emportent sur les considérations de santé publique, comme c'est le cas de la polémique du sel lancé par le chercheur Pierre Meneton. A ce propos, il ne serait pas inutile de souligner qu'elle peut être le rôle des lanceurs d'alerte sur ce genre de sujets qui arrivent à provoquer le débat et à attirer l'attention publique sur des problèmes que ces agences n'arrivent pas à résoudre d'elles-mêmes. Dans cette optique, nous pensons qu'il serait important de souligner également les limites du PNNS lui-même concernant les laitages, tout en spécifiant bien aux élèves qu'ils doivent tout de même apprendre la position du PNNS à leur rencontre pour leur examen final.

1.4.3) Matin Céréales et salon Diétécom

Nous serions favorables à la tenue de ces deux événements lors de la formation, mais à condition qu'ils soient mieux encadrés par l'équipe pédagogique. Nous pensons qu'il faudrait qu'il y ait un retour effectué en classe après l'intervention de Matin Céréales et après le salon Diétécom. Il s'agirait de montrer les limites de ce genre de manifestations, en faisant prendre conscience aux élèves des intérêts défendus lors de ces événements. Pour Matin Céréales, il faudrait rappeler les critiques que l'on peut adresser aux céréales petit-déjeuner, leur index glycémique élevé malgré le fait que les céréales soient constituées de glucides complexes, il faudrait également s'assurer qu'il

n'y a pas de mycotoxines retrouvées dans les paquets de céréales, alors que l'intervenante nous certifie que c'est le cas, et il faudrait également se pencher sur la polémique qui entoure les produits enrichis à la fois en fer et en vitamine C, ce qui pose problème pour un certain nombre de chercheurs. Ensuite il faudrait relativiser les données qui proviennent d'études douteuses, comme c'est le cas de l'étude Fleurbaix-Laventie qui était utilisée plusieurs fois pour le power point de *Matin Céréales*. Enfin, il ne semblerait pas superflu de rappeler aux élèves qu'est-ce que *Matin Céréales* en tant que structure et pour qui ils travaillent, c'est-à-dire Nestlé, Kellogg's et d'autres marquent producteurs de céréales petit-déjeuner. Cela permettrait aux élèves de prendre conscience qu'ils ne doivent pas croire tout ce qu'on peut leur raconter, surtout lorsque cela provient de l'industrie agroalimentaire, que les présentations peuvent paraître très bien faites et que pourtant elles peuvent être critiquées et corrigées. Il serait aussi nécessaire de lire attentivement la documentation fournie par *Matin Céréales*, et de relever si cela s'avère possible les passages où des critiques pourraient être formulées pour les présenter aux élèves et que ceux-ci se rendent compte que ce genre de plaquettes en papier glacé peuvent faire très professionnel, mais ne sont pas exemptes de biais en faveur de l'industrie qui produit les aliments en question.

De même pour le salon Diétécom, l'idéal serait de pouvoir repérer certaines brochures ou plaquettes qu'il serait possible de critiquer pour montrer qu'il faut toujours se méfier de la documentation qui vient de la part des industriels. Cela nous semble possible avec une des plaquettes distribuées par l'Observatoire du Pain par exemple, où ils parlent de l'index glycémique bas du pain français, ce qui a été critiqué dans un Grand prix de la propagande sur le site www.lanutrition.fr²³¹. Il serait utile de replacer le salon dans son contexte, de souligner qu'il s'agit d'un salon où les industriels exposent leurs produits et font leur publicité, pour que les élèves ne restent pas sur l'impression de professionnalisme et de grandeur que confèrent les locaux de l'école de médecine dans lesquels se tient le salon. On pourrait également aborder le thème des conférences qui se tiennent dans ce genre de salon, comme nous l'avons écrit plus haut avec Thierry Souccar, et rappeler que la plupart d'entre elles sont sponsorisées par l'industrie agroalimentaire, ce qui pose des problèmes d'impartialité au niveau des commentaires qui y sont discutés.

1.4.4) Matériel utilisable

Différents matériaux nous semblent avoir leur place au sein de la formation. Ils pourraient être présentés en cours de Français par exemple, qui est un cours plus ouvert où il y a l'espace de discussion propice pour aborder ce genre de textes. Le texte « Comment on nous gave de sucre »

²³¹<http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-Propagande-novembre-2006-L-Observatoire-du-Pain-a-1205.html>

publié en 2007 dans le Point²³², nous paraît être un bon outil pour introduire un certain nombre des dérives que l'on peut observer liées au secteur industriel. Il montre que des chercheurs travaillent pour l'industrie, et qu'il existe des conflits d'intérêt dans des agences aussi prestigieuses que l'AFSSA. L'article mentionne également les pressions que sont prêts à exercer les industriels pour défendre leurs intérêts, et cela à tous les niveaux, comme c'est le cas ici pour l'OMS. De plus, il s'agit bien de montrer ici que l'environnement alimentaire de la population joue un rôle primordial sur les problèmes de santé et qu'il ne s'agit pas simplement d'un problème de responsabilité personnelle. Enfin, il décrit bien qu'elles peuvent être les dégâts des logiques industrielles face aux logiques de santé publique que sont censés défendre les diététiciens.

Le site www.lanutrition.fr, délivre pour sa part des grands prix de la propagande qui épinglent les produits et les discours des industriels qui cherchent à tromper la population avec des études fallacieuses ou des produits qui empruntent des éléments dont on vante les vertus pour se rendre conciliables avec les exigences de santé tout en constituant un aliment problématique, comme c'est le cas du coca aux antioxydants²³³. Le site a ainsi décerné par exemple des prix au yaourt Essensis de Danone qui était censé rendre la peau des consommateurs plus attrayante²³⁴, aux céréales Corn Flakes de Kellogg's²³⁵, ou à l'Observatoire du Pain qui défend là aussi son produit en dépit des études qui les incriminent²³⁶. Bref il y aurait là de quoi piocher bon nombre d'articles qui permettent de poser un regard critique sur les produits de notre entourage et qui montrent également les conflits d'intérêt qui peuvent exister au sein de la communauté scientifique.

Marion Nestle et L. Beth Dixon proposent également un ouvrage dans lequel elles ont rassemblé dix-sept thèmes de nutrition qui font polémique²³⁷. Le but du livre est de favoriser l'esprit critique en montrant pour chaque thème deux différents points de vue, précédés d'une introduction des auteurs qui ont ajouté également une conclusion pour chacun des articles. L'ensemble des thèmes embrassent différents champs de la nutrition, allant de la problématique des guides nationaux, à celle de la santé, en passant par le lien avec l'activité physique, les suppléments et le contexte politique. Deux thèmes peuvent illustrer ce que ce type d'ouvrage pourrait apporter, avec par exemple une question autour de « est-ce que tous les aliments peuvent faire partie d'une diète équilibrée ? » et « est-ce que les nouvelles références pour les besoins en calcium sont appropriées ? ». Ce type de travail permettrait aux élèves de voir qu'il existe une multitude de points

232<http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2007-01-18/malbouffe-comment-on-nous-gave-de-sucre/920/0/45064>

233<http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-propagande-janvier-2008-Coca-Cola-aux-antioxydants-a-2143.html>

234<http://www.lanutrition.fr/Grand-prix-de-la-propagande-f%C3%A9vrier-2007-Essensis-de-Danone-a-1411-85.html>

235<http://www.lanutrition.fr/Grand-prix-de-la-Propagande-f%C3%A9vrier-2008-Kellogg-s-corn-flakes-a-2299.html>

236<http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-Propagande-novembre-2006-L-Observatoire-du-Pain-a-1205.html>

237 Marion Nestle, L. Beth Dixon, *Taking Sides – Clashing Views on controversial Issues in Food and Nutrition*, McGraw-Hill/Dushkin, Guilford, 2004

de vue en nutrition, ainsi que d'acteurs, et pas seulement celui qu'on leur apprend au sein de la formation. Il pourrait également favoriser les débats au sein de la classe et l'échange des points de vue entre les élèves. Ce livre est malheureusement en anglais, mais cela pourrait entraîner les étudiants à se confronter à cette langue en attendant que des ouvrages similaires puissent se faire en français, ou qu'il en soit fait des traductions partielles.

1.4.5) Contributions d'intervenants extérieurs

Il nous semble dommage de se priver de l'intervention de personne comme Thierry Souccar comme cela a été le cas dans notre lycée. D'autant plus que les élèves lors des entretiens ont affirmé être prêts à entendre des discours divergents à ceux qu'ils apprennent en cours, comme c'est le cas de cette étudiante : « c'est une trahison, c'est un manque d'honnêteté totale ah ben oui bien sûr, on est dans deux ans sur le marché du travail, s'ils ont peur de nous effrayer, pauvres petites bêtes, si on leur dit ça qu'est-ce qu'ils vont faire, ils vont partir, attends là, dans tous les métiers c'est la même chose, il y a des manigances partout, il y a des conflits d'intérêt partout, autant être au courant maintenant qu'une fois qu'on aura notre BTS. » Cet autre étudiant renchérit : « c'est bien, c'est toujours bien de faire venir quelqu'un qui peut éveiller notre esprit critique et qui nous remet en question, ça peut être intéressant de voir quelqu'un qui sait vraiment comment fonctionnent les choses, comment fonctionnent les industries et qui sait qu'il faut vraiment être vigilant sur tout ça, vu que ce sera notre métier plus tard, même si on est jeunes et tout ça, ça au moins ça nous fera bouger peut-être, ça nous fera bouger. (...) Même si on peut être un peu perturbé en se disant ah tout ce qu'on a appris est faux, non pas forcément il y a peut-être des choses bien là-dedans, et puis de toute façon on est là pour apprendre, pour avoir un esprit critique, on est là pour s'interroger, on est trop formatés dans la société. C'est sûr qu'il y a des filles qui vont se poser des questions après, mais ça vaut quand même le coup d'avoir une vision différente, c'est pas quelque chose qui peut nous faire forcément du mal, on peut voir, on peut essayer, et vu que ce sera notre métier plus tard, faire bouger les choses plus tard, à nous de prendre les rênes de tout ça. » Il me semble au vu des réactions que j'ai recueillies que les étudiants seraient prêts à s'ouvrir à des points de vues différents au sein de la formation.

1.4.6) Au sujet de la pédagogie des cours

D'un point de vue pédagogique, il nous semble que la méthode employée par l'enseignante dont nous avons parlé plus haut, est idéale : les élèves nous ont tous affirmés sans ambages leur

enthousiasme pour ses cours, que cela soit pour sa précision, mais aussi pour « le cours parallèle » qu'elle sait instaurer et où elle arrive à dresser un espace de discussion propice au débat. De plus, elle sait se saisir des opportunités que fournissent les actualités pour abreuver cet échange dans la classe et ouvrir les élèves sur l'extérieur de la classe, les préparant à mieux se former par eux-mêmes une fois qu'ils auront leur diplôme en poche. Pour les cours de nutrition cela nous paraît être une excellente approche, qui semble de surcroît remporter un franc succès chez les élèves.

1.4.7) A propos d'éducation tout au long de la vie

Une plus grande place pourrait être réservée aux différents moyens d'information, telle qu'Informations Diététiques, les Cahiers de la Nutrition et de la Diététique, le magazine de l'association des consommateurs UFC Que Choisir, 60 millions de consommateurs, ou à des sites internet de référence comme www.lanutrition.fr, ainsi que des ouvrages sur le thème de la diététique, pour guider les étudiants une fois qu'ils ont leur diplôme, et qu'ils puissent continuer à se former tout au long de la vie. Il ne fut pour ainsi dire pas mention de ces titres au cours de la formation et les étudiants ne furent presque pas encouragés à les consulter. La plupart d'entre eux ne savaient même pas qu'ils étaient disponibles au sein du CDI du lycée. Il pourrait également être fait mention de sites internet de diététiciens discutant autour de forums, comme c'est le cas de l'un d'entre eux que nous avons consulté.²³⁸

1.4.8) Conclusion

Nous avons montré qu'il serait possible d'inclure de nombreux éléments à la formation pour encourager l'esprit critique tel que nous l'avons défini. Ces différents points ne nous semblent pas poser de problème au niveau de la logistique de la formation, d'autant plus si cette dernière passe en trois ans. Mais même si cela ne devait pas être le cas pour les prochaines années à venir, il nous semble possible d'intégrer un certains nombres d'éléments soulevés ici, comme c'est le cas pour *Matin Céréales* et le salon *Diétécom*, et aussi pour les différents matériaux que nous suggérons qui pourraient être abordés en cours de français où il y aurait largement l'espace et le temps de se confronter à ces textes. Nous encourageons également les équipes pédagogiques à accepter de faire venir des intervenants extérieurs qui pourraient bousculer les opinions des élèves pour sortir du cadre consensuel que véhicule la formation et qui ne prépare pas les futurs diététicien à se confronter à un univers fait de débats et de contradictions.

238 <http://dieteticien.forumactif.com/>

Conclusion

Lors de ce mémoire, nous avons tout d'abord montré en quoi les logiques de l'industrie agroalimentaire et de la diététique étaient incompatibles, et même diamétralement opposées. D'un côté, l'industrie agroalimentaire recherche le profit maximal à n'importe quel prix humain, comme le dit Jean Ziegler, et de l'autre la diététique se pose en tant que défenseur de la santé publique. Ceci permet de comprendre que ces différents acteurs n'opèrent pas avec les mêmes considérations à l'esprit, et il s'agit aussi de s'en souvenir lorsque l'on voit des firmes comme Nestlé investissent le champ de la diététique avec des fondations ayant une apparence plus ou moins philanthropique. Comme le dit Marion Nestle, les firmes sont prêtes à parler de diététique uniquement si cela leur permet de vendre davantage de produits, ou si c'est bon pour leur image. C'était bien le cas ici en faisant apparaître Nestlé comme se souciant du bien-être des Français, tout en déculpabilisant la marque de ses responsabilités en matière de désordres alimentaires au sein de la population en défendant une approche qui repose uniquement sur la responsabilité personnelle.

Nous avons montré ensuite que l'industrie agroalimentaire avait de nombreux moyens à son actif pour influencer le monde de la diététique dans son sens. Que cela soit en termes de lobbying auprès des élus, ou de liens tissés avec les professionnels de santé, tout est bon pour l'industrie agroalimentaire pour défendre ses produits et leur donner une meilleure image auprès du public via des représentants patentés du monde médical, par le biais notamment de conseils scientifiques, ou d'interventions dans des colloques et des manifestations publiques comme les Entretiens de Bichat, ou le salon Diétécom.

L'industrie agroalimentaire est aussi très active en matière de recherche et joue un rôle considérable dans les journaux de publication des études scientifiques en tant qu'apport financier par le truchement de la publicité. C'est le cas également pour tout ce qui touche au matériel pédagogique qui va être utilisé dans les classes pour essayer d'amadouer les enfants dès leur plus jeune âge. Les événements sportifs constituent également une opportunité pour l'industrie agroalimentaire, où des échantillons pourront être distribués aux enfants pour qu'ils s'habituent aux produits de l'industrie agroalimentaire.

L'industrie va également se défendre lorsqu'elle se trouve critiquée, par l'usage de firmes de relations publiques pour protéger son image auprès du public, et même de firmes de sécurité qui vont jusqu'à infiltrer des groupes de citoyens pour déjouer leurs actions. Lorsque cela ne suffit pas, l'industrie agroalimentaire va procéder à des procès dispendieux qui vont chercher à discréditer les sources des critiques, et qui vont avoir pour but pour le moins de décourager d'autres critiques éventuelles par le coût des procédures.

L'industrie grâce à ses liens appuyés avec le monde médical responsable des recommandations françaises en matière de nutrition, a réussi le tour de force, à travers notamment du cas des laitages, à instrumentaliser le Programme National Nutrition-Santé (PNNS) et les *Apports Nationaux Conseillés* de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA) qui sont des références majeures des diététiciens. Cela montre tout l'impact que les firmes privées peuvent avoir sur le monde de la diététique, car les considérations émises par le PNNS et l'AFSSA sont reprises par l'ensemble des professionnels de santé traitant de diététique.

Ces différents points amenaient à se poser la question de la préparation des futurs diététiciens à prendre en compte ces multiples influences de l'industrie agroalimentaire dans leur domaine, au sein de leur formation. Même si de nombreux obstacles rendent la recherche pour insuffler plus d'esprit critique au sein du cursus difficile, nous avons pu noter qu'il existait déjà certains éléments qui allaient dans ce sens et surtout nous en avons listé d'autres qui pourraient voir le jour au sein de la formation s'il y avait une réelle volonté, comme cela semble le cas pour la nouvelle formation à venir si l'on en croit la position du nouveau référentiel de l'Association Française des Diététiciens Nutritionnistes (AFDN), de rendre les étudiants plus conscients des enjeux économiques et politiques dont ils seront l'objet en tant que diététicien, une fois qu'ils seront diplômés et actifs sur le marché du travail. Nous espérons que ce travail pourra aider les équipes compétentes qui mettront en place les futurs cursus de formation des diététiciens à insuffler davantage d'esprit critique et de conscience de l'impact de l'industrie agroalimentaire dans le domaine de la nutrition en général et sur les diététiciens en particulier.

Bibliographie

- Agnetti Richard et collègues, « référentiel de compétences », Informations diététiques, mars 2004.
- Ardoine Jacques, « Editorial de l'intention critique » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002.
- Blondeau Nicole, Couëdel Annie, « Une pédagogie critique à l'université » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002.
- Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, les Editions de Minuit, Paris, 2002.
- Bourdieu Pierre, *Leçon sur la leçon*, les Editions de Minuit, Paris, 1982.
- Fédération Européenne des Associations de diététiciens (EFAD), *Normes européennes universitaires et professionnelles pour les diététiciens*, juin 2005.
- Haroche Claudine, « effets psychiques du mouvement continu et de l'illimitation dans l'exercice contemporain de la pensée » in *Désir de penser, peur de penser*, Parangon/Vs, Lyon, 2006.
- Kaufmann Jean-Claude, *l'entretien compréhensif* (2nd édition), Armand Colin, Paris, 2007.
- Legrand Jean-Louis, Bézille Hélène, « Présentation du numéro » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002.
- Lenard I. Lesser et collègues, « Relationship between Funding Source and Conclusion among Nutrition-Related Scientific Articles », *PloS Medecine*, 2007.
- Livre blanc Fondation Nestlé France « mangez bien pour vivre mieux », Nestlé France, 2008.
- Ludwig David S., Nestle Marion « Can the Food Industry Play a Constructive Role in the Obesity Epidemic? » *JAMA*. 2008;300(15):1808-1811 (doi:10.1001/jama.300.15.1808).
- Meneton Pierre, *Le sel, un tueur caché*, Favre, Lausanne, 2009.
- Monteagudo José Gonzalez, « Les pédagogies critiques chez Paulo Freire et son audience actuelle » in *Analyses & pratiques de formation* n°43, Formation permanente Université Paris 8, Paris, 2002.
- Nestle Marion, *Food politics* (2nd édition) , University of California Press, Berkeley, 2007.
- Nestle Marion, Beth Dixon L., *Taking Sides – Clashing Views on controversial Issues in Food and Nutrition*, Mcgraw-Hill/Dushkin, Guilford, 2004.
- Orwell Georges, *1984*, Gallimard, Paris, 1991.
- Plaisance Eric, Vergnaud Gérard, *Les sciences de l'éducation*, La découverte, Paris, 2001.
- Puissant M-C, Six M-F, Cabanel Michelle, Garrault Corinne, Maître Michèle, *Diététiciens aujourd'hui*, Maloine, Paris, 1996.
- Que Choisir, décembre 1994.
- Rancière Jacques, *Les scènes du peuple*, Horlieu, 2003.

Ruffin François, *Les petits soldats du journalisme*, Les arènes, Paris, 2003.

Souccar Thierry, Robard Isabelle, *Santé mensonges et propagande*, Le Seuil, Paris, 2004.

Souccar Thierry, *lait, mensonges et propagande* (2nd édition), Thierry Souccar éditions, Vergèze, 2008.

Stauber John, Rampton Sheldon, *L'industrie du mensonge : lobbying, communication, publicité et médias*, Agone, Marseille, 2004.

Zawadski Paul « Scientisme et dévoiements de la pensée critique » in *Désir de penser, peur de penser*, Parangon/Vs, Lyon, 2006.

Ziegler Jean, *L'empire de la honte*, Fayard, Paris, 2005.

60 millions de consommateurs, « La publicité envahit l'école », janvier 2006.

60 millions de consommateurs, « Ne pas se perdre dans le rayon des laits », septembre 2006.

Sitographie

http://fr.wikipedia.org/wiki/Industrie_agroalimentaire, consulté le 12 mai 2010 à 16h00

<http://www2.clermont.inra.fr/univete/dossiers/2007/resume.pdf>, consulté le 12 mai 2010 à 16h01

<http://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Nouvelles/Fiche.aspx?doc=2005060204>, consulté le 12 mai 2010 à 16h02

<http://www.lanutrition.fr/Les-go%C3%BBters-et-les-petit-d%C3%A9jeuners-industriels-mis-en-cause-a-2871.html>, consulté le 12 mai 2010 à 16h02

<http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=37865>, consulté le 12 mai 2010 à 16h03

<http://www.france.attac.org/spip.php?article8661>, consulté le 12 mai 2010 à 16h03

www.proteines.fr, consulté le 12 mai 2010 à 16h04

<http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-Propagande-octobre-2007-L-Institut-Fran%C3%A7ais-pour-la-Nutrition-a-1924-85.html>, consulté le 12 mai 2010 à 16h05

http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1108&var_recherche=london, consulté le 12 mai 2010 à 16h05

<http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2007-01-18/malbouffe-comment-on-nous-gave-de-sucre/920/0/45064>, consulté le 12 mai 2010 à 16h06

<http://www.cerin.org>, consulté le 12 mai 2010 à 16h06

<http://www.sfsp.fr/petitions/petition.php?cid=1>, consulté le 12 mai 2010 à 16h07

<http://www.plosmedicine.org/article/info:doi/10.1371/journal.pmed.0040005>, consulté le 12 mai 2010 à 16h08

<http://www.formindep.org/LA-LOI-EST-ELLE-REELLEMENT>, consulté le 12 mai 2010 à 16h08

<http://www.france.attac.org/spip.php?article8661>, consulté le 12 mai 2010 à 16h09

http://info.rsr.ch/fr/news/Affaire_Attac_Nestle_pourrait_recidiver.html?, consulté le 12 mai 2010 à 16h11

http://www.proteines.fr/-contenu-?id_article=44, consulté le 12 mai 2010 à 16h11

http://www.proteines.fr/-contenu-?id_article=25, consulté le 12 mai 2010 à 16h12

http://www.proteines.fr/-contenu-?id_article=43, consulté le 12 mai 2010 à 16h12

<http://www.liberation.fr/societe/010131341-le-lobby-du-sel-perd-son-proces-contre-un-chercheur-de-l-inserm>, consulté le 12 mai 2010 à 16h13

http://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Entrevues/Fiche.aspx?doc=nestle_m_20050606, consulté le 12 mai 2010 à 16h14

<http://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Nouvelles/Fiche.aspx?doc=2005060204>, consulté le 12 mai 2010 à 16h14

http://www.sante.gouv.fr/hm/pointsur/nutrition/actions311_2.pdf, consulté le 12 mai 2010 à 16h15

http://www.sante-sports.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_A_Martin_formation_nutrition.pdf, consulté le 12 mai 2010 à 16h15

http://www.formindep.org/Le-rapport-de-l-IGAS-sur-l?var_recherche=igas, consulté le 12 mai 2010 à 16h16

<http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-propagande-janvier-2008-Coca-Cola-aux-antioxydants-a-2143.html>, consulté le 12 mai 2010 à 16h16

<http://www.lanutrition.fr/Grand-prix-de-la-propagande-f%C3%A9vrier-2007-Essensis-de-Danonea-1411-85.html>, consulté le 12 mai 2010 à 16h17

<http://www.lanutrition.fr/Grand-prix-de-la-Propagande-f%C3%A9vrier-2008-Kellogg-s-corn-flakes-a-2299.html>, consulté le 12 mai 2010 à 16h17

<http://www.lanutrition.fr/Grand-Prix-de-la-Propagande-novembre-2006-L-Observatoire-du-Pain-a-1205.html>, consulté le 12 mai 2010 à 16h18

<http://dieteticien.forumactif.com>, consulté le 12 mai 2010 à 16h19

www.efad.org/downloadattachment/1117/147/efad_benchmarkjune2005_f.pdf, consulté le 12 mai 2010 à 16h19

<http://www.lefigaro.fr/sante/2010/05/09/01004-20100509ARTFIG00226-est-il-dangereux-de-boire-du-lait.php>, consulté le 12 mai 2010 à 16h19

Vidéographie

Documentaire de Philippe Borrel « Alerte dans nos assiettes », Dissident Productions et Canal +, 2009

http://www.dailymotion.com/video/xnnlk_les-marques-entrent-dans-lecole_news, consulté le 12 mai 2010 à 16h20

Annexes